

Avec ce numéro, supplément « Initiatives »

Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14245 - 5 F

MERCREDI 14 NOVEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Les défilés de jeunes, les violences à Paris et l'annonce d'un « plan d'urgence »

L'exception française

LES événements intervenus lundi à Paris seraient-ils imaginables à Londres ou à Bonn? L'idée pourrait-elle germer dans l'esprit des lycéens britanniques ou allemands de converger vers leur capitale respective pour y exposer leurs griefs, attirer l'attention des plus hautes autorités de l'Etat, prises soudain de s'intéresser à des murs lézardés, des cours de récréation concentrationnaires, des professeurs absents ou répétés incompetents, des laboratoires de langues inexistantes ou vétustes, des classes aussi surchargées que jadis?

La réponse à toutes ces questions est négative. Car, malgré certains efforts récents en matière de décentralisation, la France reste ce pays jacobin où tout, pense-t-on - le bon comme le mauvais - ne peut venir que de Paris et où il ne peut y avoir de fructueux mouvement de société sans ébranlement du pouvoir, voire sans crise de régime.

Il en va tout autrement chez nos voisins allemands, où personne n'aurait l'idée de s'en remettre à un ministre fédéral de l'enseignement. Si les lycéens de Bavière ou de Hambourg étaient mécontents de leurs conditions de vie, c'est au ministre de l'enseignement de leur Land qu'ils s'en prendraient, ou aux autorités municipales, dont les pouvoirs de gestion sont importants.

Ce n'est d'ailleurs pas le cas : la classe de travail admet, les élèves allemands sont, sans doute les plus choqués de l'Europe tout comme leurs maîtres, infiniment mieux payés que leurs collègues français, même s'ils n'ont pas, pour la plupart, le droit de grève. Une infinité de passerelles avec un enseignement professionnel très développé contribuent à désaccabler un bac qui est devenu en France une véritable obligation en même temps qu'un leurre. Une sorte de roulette russe, aussi, à laquelle trop d'adolescents ont conscience de jouer leur avenir.

LA Grande-Bretagne, victime c'est-à-dire de la prise du pouvoir dans telle ou telle ville, tel ou tel quartier, d'une communauté ethnique, s'interroge en revanche sur la faillite d'un système scolaire à deux vitesses dont plus de 50 % de ceux qui le quittent n'ont strictement aucune formation ni diplôme. Paradoxalement, c'est lui - l'élève qui plaide la pour l'annulation d'un certain centralisme, pour l'imposition d'un programme national minimum aux commissions scolaires locales, dont les pouvoirs sont exorbitants. Vaste entreprise qui se heurte à une tradition bien ancrée et, comme en France, à une grave détérioration de la condition et des capacités du corps enseignant.

La situation de l'enseignement secondaire n'est guère plus brillante en Italie, où le centralisme à la française est cependant tempéré par une régionalisation depuis longtemps entrée dans les mœurs. Le mouvement est plus récent en Espagne, puisqu'il s'agit de briser le carcan centralisateur franquiste. C'est chose faite : de nombreuses entités autonomes (Catalogne, Andalousie, Pays basque, Navarre, etc.) ont bénéficié d'importantes transferts de compétences en matière d'éducation. Un domaine dans lequel presque tout reste encore à faire en France.

M0147-11140-5.00 F

Le préfet de police fait son autocritique Des lycéens manifesteront à nouveau

Les manifestations ont rassemblé environ 300 000 lycéens dans toute la France, lundi 12 novembre. L'opposition met en cause la responsabilité du ministre de l'intérieur, après les violences commises à Paris par des « casseurs ». Il y a eu plus de cent blessés parmi les

forces de l'ordre. Le préfet de police admet, dans un entretien au « Monde », sa responsabilité. En dépit de l'annonce, par M. Jospin, d'un « plan d'urgence », une partie des lycéens a déjà appelé à des manifestations régionales vendredi 16 novembre.



Le vieil homme et la casse

par Bruno Frappat

Un homme, une bouille lycéenne et un millier de casseurs. Un chef de l'Etat, touton tautouin toujours prêt, de révoquer en révolte, à « comprendre », à « entendre », indulgent et paternel. Des dizaines de milliers d'élèves, ne sachant trop à quel slogan se vouer, à quel meneur se fier, à quelle coordination se coordonner, traversant tout Paris et arrivant, exténués, pour com-

prendre qu'on leur avait voté leur manif, comme il se pique, chaque jour, des dizaines de walkmans. Des casseurs nouveau style, vedettes incontestées d'une journée de tromperie, dominant pour un soir sur tous les écrans de télé, gros plans sur la violence, le vol, les autos qui brûlent comme au bon vieux temps et alimentant, de leurs figures entraperçues, le racisme ordinaire. Triste bilan de la « marche nationale pour l'éducation ».

Au soir du 12 novembre, la colère des lycéens s'était faite amertume, et à cette amertume répondait l'embarras des adultes qui nous gouvernent, désarmés - comme l'avouerait le préfet de police - par le glâche.

Un mouvement social, pour avoir quelque chance de réussir, doit être animé par un refus précis, par des perspectives claires ou, à défaut, par une émotion forte.

Lire la suite page 11 - section B

Les Saoudiens dans les turbulences du Golfe

Riyad cherche à maintenir l'équilibre entre des religieux omnipotents et une population qui aspire à plus de liberté

RYAD
de notre envoyée spéciale

Une manifestation de femmes au volant de leurs voitures en plein Riyad, l'annonce par le roi Fahd de la prochaine installation d'un conseil consultatif : les ondes de choc de la crise du Golfe n'ont pas fini de s'étendre et, même si les deux événements n'ont apparemment pas grand-chose à voir, il ne fait pas de doute qu'ils relèvent tous les deux, à des degrés divers, des conséquences d'une crise qui a

ouvert les yeux de beaucoup et ébranlé certaines certitudes.

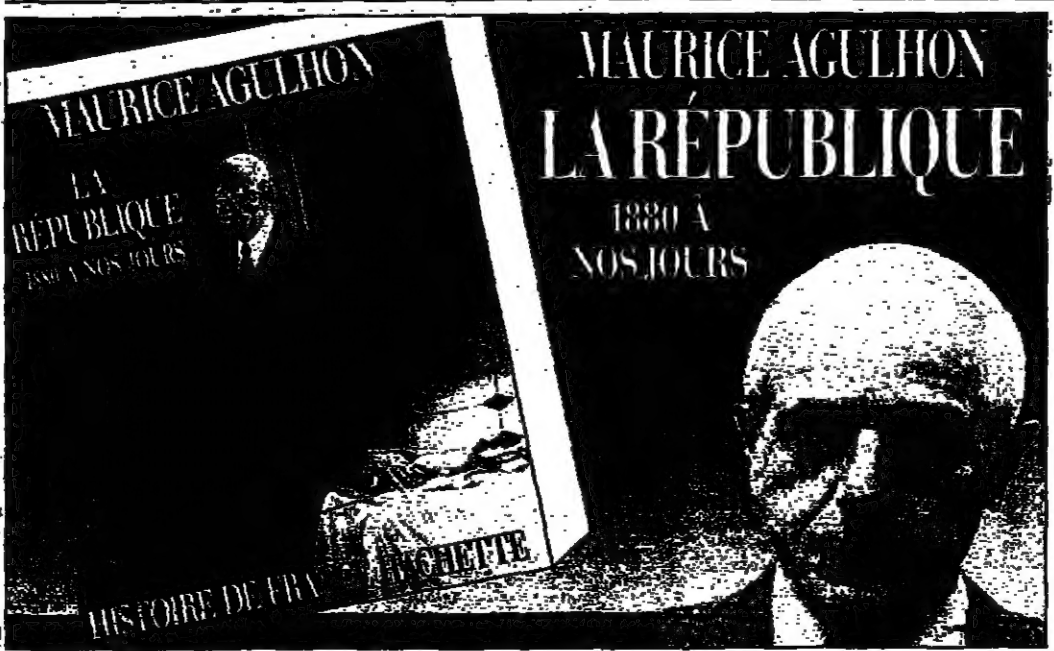
Spectaculaire et « révolutionnaire » dans un pays où les débats restent internes, la manifestation de ces quarante-sept femmes qui ont conduit dans les rues de Riyad n'est pourtant que l'expression publique d'une revendication ancienne et qui touche globalement au statut de la femme. L'exemple des femmes koweïtiennes fuyant leur pays, avec leurs enfants, au volant de leurs voitures ainsi que la crainte de la guerre ont été les éléments

déterminants d'un mouvement sans leader, parti de deux groupes de femmes qui ont osé braver un interdit plus social que légal - aucune disposition ne précisant que la femme n'a pas le droit de conduire. Ce mouvement de femmes - dont beaucoup sont issues des grandes familles du royaume, la plupart très éduquées (professeurs à l'université, médecins, femmes d'affaires), mais aussi femmes au foyer - a fait éclater au grand jour un débat de fond qui divise aujourd'hui le pays et dont les

conséquences n'ont pas fini de se faire sentir.

Parmi les adversaires les plus farouches de cette manifestation - majoritairement approuvée par les nombreux badauds incrédules qui s'étaient approchés, - on trouve les religieux, en particulier les moutawasss, cette police religieuse visible partout en Arabie saoudite et qui se veut gardienne des bonnes mœurs mais qui est bonnie par la majorité de la population.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite page 4



SCIENCES • MÉDECINE

La guerre du feu stellaire

Les grandes manœuvres politico-financières autour de la recherche sur la fusion thermo-nucléaire menacent la suprématie européenne.

Les débris d'un mystère

Trois jours auront suffi pour donner une explication à un phénomène étrange apparu dans le ciel d'Europe.

Point de vue : « La mort dans la nuit », par Geneviève Laroque

pages 21 à 23 - section B

Le sida serait en partie d'origine bactérienne

Les travaux d'une équipe française, dirigée par le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris), apportent de nouveaux arguments en faveur du rôle pathogène de certaines bactéries dans l'évolution de l'épidémie de sida. Si des preuves irréfutables confirment cette théorie, selon laquelle la maladie serait due à l'action conjointe d'un virus et d'une bactérie, un nouveau traitement, associant des produits antiviraux à des produits antibactériens, pourrait ouvrir des perspectives de guérison.

Lire page 16 - section B, l'article de JEAN-YVES NAU ainsi que page 22 - section B notre enquête sur la prévention de l'épidémie

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Mexique, 7 DM ; Tunisie, 650 ML ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p ; Italie, 180 DR ; Japon, 80 p ; Israël, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 14 KRS ; Tchécoslovaquie, 170 Kčs ; Royaume-Uni, 1,70 £ ; USA (hors Alaska), 2,25 \$.

Union politique

Contre l'Europe de l'apartheid

par Charles Pasqua

L'EUROPE peut enfin choisir son destin. Pour la première fois de ce siècle, elle est à même de renouer avec ce que le général de Gaulle qualifiait de « rêves sages et ambitieux des puissances » : son unité. Et pour la première fois de son histoire, elle est en mesure de le faire pacifiquement.

Chacun perçoit bien l'alternative qui s'ouvre à elle après qu'elle s'est libérée d'un demi-siècle de division, d'occupation et de dictatures. Soit elle efface son passé et se reconstruit, soit elle efface son présent, l'indifférence, l'opportunité commandant évidemment qu'elle efface en traçant immédiatement le cadre de son avenir commun. Ce n'est cependant pas la voie dans laquelle elle s'engage depuis les sommets de Strasbourg, de Dublin et de Rome.

Un an à peine après le formidable espoir né à Prague, à Budapest, à Berlin, à Bucarest, il ne semble rester qu'une illusion. L'Europe — enfin ce que nous, nous appelons l'Europe — hélas, tarde à se séparer des certitudes tranquilles héritées de la guerre froide, déjà prête à renoncer à son ambition ultime, l'union de toutes les nations européennes, au profit de la fusion de quelques-unes de ces nations seulement.

Europe fédérale à double, voire moins, ou Confédération de l'Europe tout entière ? Voilà l'alternative, le choix le plus important que, de tout temps, les peuples européens aient eu à effectuer. Pourtant ce choix est escamoté, étouffé, truqué.

Escamoté, car les citoyens sont moins que jamais associés et qu'ils n'auront à se prononcer qu'une fois le processus achevé ; étouffé, sous les ordres de la nouvelle religion officielle : hors de la Communauté, point de salut ; truqué, parce qu'entièrement manipulé par une technocratie qui s'est souverainement érigée juge et partie.

De l'Atlantique à l'Oural

Une véritable idéologie impose jour après jour ses postulats. Le premier d'entre eux voudrait qu'on ne puisse élargir l'Europe avant de l'avoir « approfondie ». L'« approfondissement », c'est-à-dire l'union économique, monétaire et politique des douze, ne nous est pas proposé comme un choix politique, mais comme une évidence que seuls quelques rétrogrades ou quelques stériles nationalistes auraient l'outrecuidance de contester.

Ce postulat, qui gagne jusque dans nos rangs, ne résiste pas à l'analyse. D'abord parce qu'il contredit la façon même dont cette sacro-sainte Europe des Douze s'est elle-même construite. Le noyau initial — les six pays signataires du traité de Rome — s'est progressivement élargi à neuf, en 1972, puis à dix et à douze dans les années 80, avant de franchir en 1986 une première étape vers l'approfondissement, l'Acte unique.

On sait aussi que, sans les événements de l'Est, de nouveaux États membres auraient été admis au sein de la CEE. Enfin l'intégration immédiate de la RDA démontre bien que

le même droit aurait pu être spontanément reconnu sans plus ni moins de dommage, à la Tchécoslovaquie ou à la Hongrie.

Il y a, disait de Gaulle, deux conceptions de l'Europe. L'une, la nôtre, se donne pour finalité l'union de tous les États de notre continent, « de l'Atlantique à l'Oural ». L'autre, à pour raison d'être — et ce n'est pas méprisable — la constitution d'un Etat unique, intégré, fédéral, sur le modèle des États-Unis d'Amérique. Mais, pas plus que les États-Unis ne réunissent toute l'Amérique, les États-Unis d'Europe n'ont pour ambition de rassembler toute l'Europe.

Pour les tenants de la supranationalité, le degré d'intégration obtenu est beaucoup plus important que le nombre de pays effectivement réunis. Le sommet de Rome vient de démontrer de façon exemplaire que l'objectif recherché par la Commission de Bruxelles est l'intégration et non pas l'union.

Peut-on tout à la fois fédérer économiquement et politiquement la partie de l'Europe la plus riche, parce que la plus favorisée en 1945, et proposer à l'autre moitié une forme d'association au rabais, puisque elle ne serait par définition ni complètement économique ni vraiment politique ? L'Europe de l'apartheid, en quelque sorte.

Notre vision des choses est à l'opposé. Nous pensons qu'il est possible de réunir sans délai toutes les nations européennes qui ont rompu avec le totalitarisme dans un ensemble commun : la Confédération européenne.

C'est d'une nouvelle donne, à partir des réalités nouvelles, que l'Europe a besoin. Il nous faut rompre avec le raisonnement qui nous propose l'union politique ne puisse que découler d'une union économique préalable, syllogisme qui conduit tout naturellement à exclure les pays qui n'ont pas atteint un développement comparable au nôtre et, partant, à repousser à jamais l'union effective de toute l'Europe.

Ni la Grèce, ni le Portugal, ni l'Irlande, n'avaient, au moment de leur entrée dans le Marché commun, un niveau de développement économique, ni même souvent politique, comparable à la France ou à l'Allemagne. L'adhésion a précédé et entraîné le développement, et non pas l'inverse comme on semble aujourd'hui l'enseigner des nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale.

Aujourd'hui, le sentiment comme la raison exigent que l'on cesse de mélanger les différents aspects de la question européenne — le politique, le militaire, l'économique — et que l'on restaure la primauté du politique. Bref, il suffit de le vouloir. Il n'est pour s'en convaincre que de voir comment l'Allemagne, en marche vers son unité, a eu raison de tous les obstacles et de tous les scepticismes.

Le principe de la Confédération est essentiellement politique. En cela, sa création, sa date de naissance, ne dépendent que de la volonté politique. Héritiers d'une seule et même civilisation, tous les

peuples européens ont vocation à faire partie de la même organisation politique. D'ores et déjà, on voit mal ce qui empêcherait de jeter les bases de cette Confédération entre les pays membres de la CEE, ceux de l'AELE et les pays de l'Est ayant définitivement rompu avec le passé.

Nul doute que la naissance d'un tel ensemble serait à très court terme facteur d'attraction et donc accélérateur des réformes dans les pays dont la transition vers la démocratie n'est pas achevée, Union soviétique comprise. Nul doute qu'il associerait d'ici à la fin de ce siècle — dans moins de dix ans — notre continent tout entier.

Un nouveau traité

Sans doute reviendra-t-il à la Communauté le rôle majeur dans l'édification de l'espace économique européen. Mais la construction politique est d'une autre nature et il faut avoir la lucidité de reconnaître que la nationalité politique de l'Europe à Douze s'est effondrée avec le mur de Berlin.

Le remplissage de l'Europe sur elle-même, à Douze ou à moins encore, serait d'autant plus incommensurable et insupportable qu'en présumant d'union politique, tout reste à inventer. Rien n'indique a priori que l'espace politique à imaginer doive reposer sur une superposition d'une juxtaposition d'institutions ou d'une juxtaposition de compétences.

Une Europe « concentrique » ne serait que la pénalisation perpétuelle des nations que Yalta a abandonnées à Staline et la reconstruction de cette Mittel-Europa dont l'histoire nous enseigne qu'elle est plus source de drame que d'espoir.

Ce « néo-cartésisme » européen, dont le plan Delors est le plus remarquable, mais pas la seule illustration, aurait l'inconvénient majeur, à nos yeux réducteurs, d'empêcher qu'émerge jamais une coopération paneuropéenne en matière de sécurité. Se coulant

pareusement dans le moule de l'alliance atlantique, laissant la Russie à l'écart du concert des nations européennes, auquel elle appartient de plein droit, cette Europe-là insulterait gravement l'avenir de notre continent.

Aussi faut-il sortir du cercle vicieux dans lequel le débat sur l'avenir politique de l'Europe est en train de s'enfermer. La communauté ne saurait être le cadre adéquat de l'union politique.

L'union politique doit faire l'objet d'une création originale à partir d'un nouveau traité. Ce traité, instituant la confédération européenne, doit être ouvert à tous les États européens membres de la CEE, tant il nous apparaît essentiel que les limites géographiques de l'union politique coïncident avec celles de la zone de sécurité collective souhaitée.

Il est clair qu'à ce traité devraient adhérer directement les États, y compris ceux membres de la CEE, sans préjudice de leur appartenance à celle-ci mais sans délégation de leur souveraineté au sein du nouvel ensemble. Il y va de la cohésion de l'entité ainsi constituée, dont on voit mal, sinon, comment elle pourrait éviter ou la satellisation ou la sécession des pays qui ne seraient pas membres du « noyau central ».

L'« empire » ne nous paraît pas être le modèle de l'Europe de demain.

Certes, la Confédération ainsi créée n'aurait aucune prétention supranationale, ni l'ambition de résoudre tous les problèmes à la place des nations. Mais qui ne voit, en revanche, que seule l'unité de tout le continent, de tous les peuples de « même race blanche, de même origine chrétienne, de même manière de vivre » que le général de Gaulle appelait dans ses *Mémoires d'espoir* à « former un tout, ayant un milieu », ne soit le seul défi qui vaille à l'aube du troisième millénaire ?

Charles Pasqua est sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine.

BIBLIOGRAPHIE

Gorbatchev et la mafia

L'EMPIRE CORROMPU
de Renata Lesnik
et Hélène Blanc.
Editions Robert Laffont
265 p., 100 F.

Lorsqu'il dirigeait l'URSS, Andropov laissait à ses adjoints le traitement des dossiers de dissidents, même s'il prenait parfois le temps et le plaisir de converser avec un prisonnier contestataire de haut niveau. Lui-même se consacrait plutôt à l'étude de la corruption, une spécialité qui n'avait guère les honneurs de la presse. S'il arrivait au pouvoir de faire battage autour d'un trafiquant démasqué, c'est qu'il fallait bien rendre quelque hommage à la vertu en sanctionnant un gredin qui avait rempli des poches trop grandes pour lui.

L'envers du décor donnait une tout autre image et, hors d'URSS, de solides études avaient été publiées sur les trafics généralisés du haut en bas de l'échelle. Il faut cependant attendre la perestroïka pour avoir une idée de l'ampleur des dégâts. Dans *L'Empire corrompu*, Renata Lesnik, ancienne journaliste à Radio Moscou maintenant installée à Paris, et Hélène Blanc, chercheur au CNRS, font le compte « des mafias qui, des kolchozes au Kremlin, gangrèment l'URSS ». A Moscou, le mal n'est plus ignoré, bien au contraire. Il suffit, pour brosser le tableau, de ramasser les informations de la presse soviétique et même de rapporter ses diagnostics sur l'origine du mal. C'est le professeur Maldeïnikov qui affirmait en mars 1990 dans une interview aux *Izvestia* : « La nature même de notre économie officielle donne naissance à l'économie criminelle. Elles sont jumelles ».

Cette corruption a commencé sous Khrouchchev à atteindre les

hautes sphères du régime. Elle s'est étalée sous Brejnev. C'est pendant les années dites de stagnation que des apparatchiks supérieurs ont mis en coupe réglée des territoires dont ils avaient la charge. Ces gens qui s'étaient hissés jusqu'au bureau politique faisaient profiter de leurs largesses Brejnev et ses proches, ce qui les mettait à l'abri du châtiment — du moins tant qu'Ylitch II vivait.

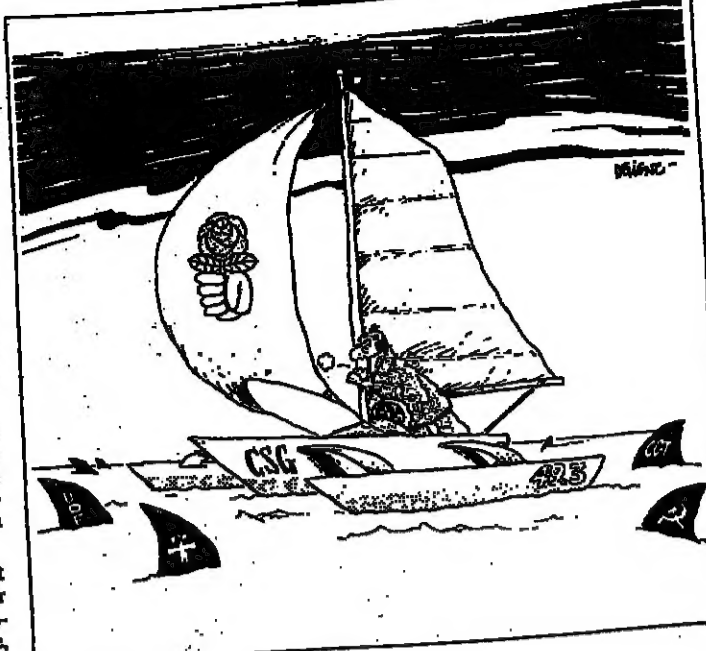
Véritable armée de mercenaires

Grâce à la transparence, les vices naguère cachés sont dévoilés. Il faut cependant reconnaître, que loin d'apporter la guérison, la restructuration a élargi le terrain où s'épanouit la criminalité. Des coopératives voient le jour. Aussitôt se mettent en place des bandes de racketteurs, dont le seul objet est de rançonner les nouvelles entreprises : payez sinon nous vous détruirons. Une véritable armée de mercenaires s'est constituée. Le commandant Kazakov estime par exemple que « les racketteurs contrôlent environ 75 % des nouvelles entreprises. Chaque bande se compose d'au moins trois hommes. On avait donc affaire à près de 100 000 mafiosi ».

Et que fait Gorbatchev ? Ses ennemis prétendent qu'il s'accommode d'un mal qui lui vaut même des avantages personnels. D'autres estiment qu'il est complètement dépassé par l'ampleur du phénomène. Le parti dont il reste le chef rêvait, au temps de l'utopie, qu'il allait engendrer la société sans classes. Il a simplement mis bas un inextricable et jusqu'à présent incontournable réseau de mafias.

BERNARD FÉRON

TRAIT LIBRE



Lycéens

On veut des claques !

par André Bercoff

Le trop-plein, l'infinité du vide. Des dînes de milliers de jeunes dans les rues, en quête de pères sévères et d'ordre enfin rétabli : et, le même jour, dans ce terrain vague appelé encore Palais-Bourbon, quelques zombies errant encore en week-end de Toussaint ne se demandant même plus à quoi ils servent.

Au Journal de 20 heures, cette jeune fille, blonde, mutine, les yeux clairs : « Au fond, nous sommes peut-être moins mûrs que ceux de 68. Nous avons besoin d'être pris en main, et, pourquoi pas, des maîtres qui nous fassent des claques de temps en temps... ». Un peu tard, sur la même lucarne cathodique, notre Jospin quotidien qui, égaré, égarément pathétique, ses larmes interrogatoires : mais que disent les lycéens ? Qu'ils le disent. Qu'ils parlent d'une seule voix et nous irons jusqu'au président de la République, espoir suprême des implications politico-représentatives en détresse...

Il faut ce qu'il faut, le gestionnaire de l'avenir de nos chères têtes blondes, brunes ou mâtées : le problème est qu'il n'y aura plus jamais « une seule voix ». Entre ceux qui veulent sortir à tout prix de la banlieue — purgatoire — et ne voient aucune raison de ne pas profiter, ici et maintenant, des signes extérieurs de richesse que la publicité tresse et que l'image célèbre, et ceux qui réclament flics, pions et gardiens pour les protéger de la rage avide des premiers, il n'y a de dénominateur commun que l'insatisfaction. L'absence de perspectives, le poème de Kipling ainsi reformulé par nos productivistes humanistes : « Tu seras un bachelier, mon fils » et l'impasse du chômage ou de la déqualification au bout de parcours n'ont certes pas de quoi réveiller les enthousiasmes les plus délirants. Les lycéens veulent du pain, c'est-à-dire, en 1990, une assurance détaillée sur l'avenir avec contrat de confiance et plan de carrière ;

on leur donne de la brioche, c'est-à-dire des subventions et des augmentations de postes d'encadrement sans se demander une minute si la filiale universitaire est la seule qui vaille, à l'heure où le travail a changé de signe et où professions, métiers et rentes de situation s'écroulent par pans entiers dans la redistribution mondiale de l'offre et de la demande.

Ne pas quitter les berceaux

Au fond, les rues des grandes villes trépidantes de frustrations et l'Assemblée nationale déserte confortent la rhétorique des vases communicants : représentants et rejoints du peuple se succèdent au micro dans un dialogue impossible, qui signe bien la formidable incertitude dans laquelle nous sommes rentrés et que nous ne quitterons pas de sitôt. Jospin fait front, crânement : mais il ne peut rien contre la massive conspiration d'inertie de tous les citoyens qui, faute de vision et d'avenir formulés, n'ont plus, mais plus du tout, envie de quitter leurs berceaux subventionnés, et leurs biberons garantis.

Quant aux autres, ceux de la marge, les laissés-pour-compte de l'expansion, les « pertes » des profits de la crise, ceux-là ont bien l'intention de ne pas se laisser mourir sans ébranler fortement les colonnes du temple. Et le spectacle de cette Assemblée vide achève la décomposition du vieil ordre exécutif-législatif-judiciaire. Que reste-t-il de nos amours républicaines d'antan ? L'Elysée-Matignon, la télévision, la rue. Ce qui, on le reconnaît, promet quelques beaux embrassements.

André Bercoff est journaliste et écrivain.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierrat
Rédacteurs en chef : Bruno Prappat, Jacques Amalric,
Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-90-10 ; Telex 281311 F MONDSIR

Rentable* !

9450 F.T.C. Micro-ordinateur, 15 minutes, vous êtes dans le coup !

THOMAS 3605 Télécopieur agréé PTT

8950 F.T.C.

IBM PS/1 Micro-ordinateur, 15 minutes, vous êtes dans le coup !

Bureautique DURIEZ Informatique

* Rentables les prix. Rentable le choix. Rentable le service. Rentable le conseil. Rentable DURIEZ.

3, rue La Basile 75003 PARIS (1) 47.42.91.49 112, bd Saint-Germain 75006 PARIS (1) 46.33.20.43 122, bd Saint-Germain 75006 PARIS (1) 43.29.05.60 18, bd de Sébastopol 75004 PARIS (1) 43.29.05.60

LA CRISE DU GOLFE

Le débat aux Etats-Unis sur l'engagement militaire

La perspective d'une offensive contre l'Irak suscite des réticences croissantes

WASHINGTON

de notre correspondant

Le président Bush sera-t-il en mesure de mener jusqu'à son terme la politique qu'il a définie à l'égard de l'Irak, ou sera-t-il lâché en chemin par l'opinion et le Congrès, avant de l'être peut-être par certains de ses alliés au sein de la coalition anti-irakienne ? Depuis que M. Bush a annoncé l'envoi de renforts massifs dans le Golfe, les échéances semblent se préciser : l'Irak dispose d'un délai supplémentaire de quelques mois pour se décider à évacuer sans condition le Koweït, mais à partir du moment où les renforts américains seront en place, c'est-à-dire vers le mois de janvier ou de février, les Etats-Unis ne pourront attendre bien longtemps. Du coup, la classe politique américaine, qui, dans les dernières semaines de la campagne électorale, avait un peu mis l'affaire du Golfe sous le boisseau, s'interroge. Les critiques viennent, bien entendu, des deux bords.

Les « va-et-vient » protestent contre l'attente supplémentaire qui leur est imposée. Le plus bruyant d'entre eux, l'éditorialiste William Safire, regrette « chaque mois qui s'écoule sans que l'Irak soit bombardé ». En termes beaucoup plus enveloppés, l'ex-secrétaire d'Etat Henry Kissinger estime que « lorsqu'il sera devenu évident que les sanctions ne peuvent réussir, une option militaire crédible n'existera probablement plus ». Jean Kirkpatrick, l'ambassadeur américain aux Nations unies, et qui paraissait très réservé à l'égard de l'intervention américaine dans le Golfe, semble avoir changé d'avis, depuis qu'elle a trouvé une élégante solution au

problème qui est au centre de toute la discussion aux Etats-Unis, le nombre de victimes américaines d'un éventuel conflit : l'offensive terrestre, celle qui est la plus coûteuse en hommes, devra, selon elle, être menée par des troupes arabes ; les Américains se réservant les attaques aériennes et les bombardements.

Mais c'est surtout dans le camp d'en face, parmi ceux qui doutent des vertus d'une guerre dans le Golfe, que les récentes décisions de M. Bush ont suscité les réactions les plus vives. Le président va « trop loin, trop vite », estimait dimanche le *New York Times* dans un éditorial, et lundi c'est la conférence des évêques catholiques américains qui, à une écrasante majorité, a estimé « immoral » de recourir à la force avant que toutes les autres options aient été épuisées, ce qui, d'après les évêques, est loin d'être le cas.

Dans le même temps, les pacifistes traditionnels se font entendre avec plus de vigueur qu'au début de la crise du Golfe et, même si les campus universitaires restent encore relativement amorphes, la gauche libérale commence à joindre ses voix à celle des « isolationnistes » de droite, tel le publiciste Pat Buchanan, même si ces alliés de circonstance, que tout par ailleurs sépare, préfèrent s'ignorer mutuellement.

Enfin – et surtout – il y a le Congrès, qui après avoir, dans les premières semaines de la crise, fait corps avec le président, semble désormais réticent à le suivre plus avant. Le démocrate Sam Nunn, le président de la commission des forces armées du Sénat, a été le premier à lancer, dimanche, un avertissement remarqué, en se

demandant à haute voix pourquoi le président « précipitait les choses », alors que « la guerre devrait être l'option ultime ». Et de reprocher, comme beaucoup d'autres, à M. Bush de n'avoir toujours pas su expliquer de manière convaincante ce qui pouvait justifier l'engagement des Etats-Unis dans ce conflit lointain.

Un ton au-dessous du sénateur Nunn, son homologue de la Chambre des représentants, Les Aspin, et le leader démocrate au Sénat, George Mitchell, rappellent que la décision d'entrer en guerre ne saurait être prise sans consultation du Congrès. Un « jugement collectif » – par opposition à celui du seul président – sera nécessaire pour déterminer si l'on a suffisamment attendu avant de recourir à la force, estime, par exemple, M. Aspin. Quant au sénateur démocrate Patrick Moynihan, il rappelle lui aussi que seul le Congrès a le pouvoir de déclarer la guerre, mais aggrave ce rappel de propos fort désagréables : M. Bush, affirme-t-il, va « provoquer la ruine de notre armée », et il s'apprête à ruiner sa présidence dans le sable d'Arabie.

Conflit de compétences

Tous ces avertissements, qu'ils soient discrets ou flamboyants, viennent des rangs démocrates et, au lendemain d'élections qui ont consacré la faiblesse actuelle du président, il est naturel que ces adversaires lui indiquent les limites de sa latitude d'action. Mais même certains républicains s'apprêtent à se rappeler au bon souvenir de M. Bush – l'influent sénateur Richard Lugar devait ainsi demander mardi au président

de convoquer le Congrès (avant sa rentrée normale de la fin janvier) pour débattre d'une éventuelle déclaration de guerre à l'Irak.

Un tel conflit de compétences entre le Capitole et la Maison Blanche est traditionnel. Les présidents américains s'en tirent d'ordinaire à leur avantage, tant les impératifs de la guerre moderne semblent incompatibles avec les délais imposés par des débats parlementaires. Mais cette fois la situation se complique un peu dans le mesure où, l'échéance semblant repoussée à quelques mois, la contestation a largement le temps de s'organiser. Le Congrès sera « consulté à chaque pas », a cependant déclaré lundi le porte-parole de la Maison Blanche, Martin Fitzwater.

Mais le porte-parole a aussi rappelé que « des provocations imprévues pourraient conduire à l'obligation de prendre des mesures avant [de consulter] ». Ce serait là bien sûr la solution de loin la plus simple pour M. Bush, une manière pour le président d'éviter un débat difficile et de s'assurer du soutien de l'opinion. Mais encore faudrait-il pour cela qu'il soit suffisamment clair que cette « provocation » n'ait pas elle-même été « provoquée ». Déjà, la presse américaine bruisse de rumeurs souvent non fondées, mais évoquant des manœuvres pour pousser Saddam Hussein à la faute. M. Bush a encore fort à faire pour gagner ses concitoyens à sa politique. Et c'est sans doute parce qu'il n'est pas très sûr de ses arrières qu'il s'est abstenu jusqu'à présent de lancer à Saddam Hussein un ultimatum aussi explicite que celui de M. Thatcher : le retrait ou la guerre.

JAN KRAUZE

Une démarche des Douze en faveur des otages

L'ancien premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, de retour à Wellington, mardi 13 novembre, après une visite en Irak, a annoncé que ses seize compatriotes retenus en otage par Bagdad seraient prochainement libérés. D'autre part, les ministres des affaires étrangères des Douze ont décidé de demander l'aide d'une quarantaine de pays pour tenter de faire libérer les Occidentaux retenus en Irak.

BRUXELLES

(Communautés européennes) de notre correspondant

Grands dispensateurs d'aide aux pays moins bien lotis, les Douze souhaitent parfois être payés en retour.

Réunis à Bruxelles, lundi 12 novembre, au niveau des ministres des affaires étrangères, pour un conseil dit « des affaires générales », ils ont décidé d'« envoyer quarante messages », selon la présidence italienne de la Communauté, à des pays islamiques ou non alignés pour leur demander d'intervenir auprès de l'Irak en faveur des otages.

Cette initiative va de pair avec le souhait que les Nations unies renforcent l'efficacité de l'embargo terrestre en aidant les pays qui – telle la Jordanie – ont du mal à faire respecter les décisions de la communauté internationale en raison de contingences économiques.

Les premiers interlocuteurs des ministres européens pour cette initiative relative aux otages ont été leurs homologues de l'Union du Maghreb arabe (UMA), qu'ont constitués l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie,

dans l'espoir, justement, de parvenir à constituer, un jour lointain, une entité analogue à celle des Douze.

Qualifié de « réunion informelle », un déjeuner a réuni les uns et les autres en marge du conseil. Non seulement une telle rencontre était sans précédent mais encore c'était la première fois qu'un représentant de la Libye dialoguait ainsi avec les Douze puisque ce pays est le seul, avec la Bulgarie, à ne bénéficier d'aucun accord de coopération avec la CEE, étant même l'objet de sanctions.

« La Libye souhaite des relations normales avec tous les pays », a affirmé, au cours d'une conférence de presse, M. Ghazali, ministre algérien des affaires étrangères, apparemment conscient du caractère insolite de la présence du « secrétaire du bureau populaire aux relations extérieures » dans ces instances bruxelloises où il représente longtemps son pays et où il compte de nombreuses amitiés.

« Le dialogue euro-arabe »

M. Roland Dumas s'est félicité de cette première rencontre avec l'UMA, « qui scelle la coopération dans le cadre du dialogue euro-arabe » souhaité par M. Mitterrand. Selon le ministre français des affaires étrangères, le point de vue commun des membres de l'UMA sur la crise du Golfe – au moins tel qu'il a été présenté par M. Ghazali à ses commensaux – est le suivant : rejet total de l'agression contre un voisin ; rejet non moins total de la destruction d'un pays (c'est-à-dire l'Irak en cas d'attaque américaine) ; affirmation du caractère indispensable d'une solution pacifique ; prise en compte nécessaire du problème palestinien.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

On veut des claques.

Un ciel bien encombré

Les satellites espions américains ne sont pas les seuls à survoler la région du Golfe : trois sociétés privées, dont une soviétique, proposent à la vente des images satellitaires de cette région, pouvant fournir des renseignements sur le déploiement des forces en présence.

Un porte-parole du Pentagone a indiqué, lundi 12 novembre, que, bien que le gouvernement américain n'ait pas tenté jusqu'à présent de bloquer la vente de ces photographies, nettement moins précises que celles des satellites espions, la révélation de détails opérationnels par leur intermédiaire serait un sujet de « préoccupation » pour le département de la défense.

Sur les trois sociétés – la soviétique Soyuzkarta, la française SPOT Image et l'américaine Landsat –, les images fournies par Soyuzkarta sont les plus précises, révélant des détails de l'ordre de 5 mètres (10 mètres pour SPOT et 30 mètres pour Landsat).

« Des images jamais vues »

Un professeur de l'université de Georgetown, à Washington, M. Peter Zimmermann, qui a examiné ces images, a estimé qu'il s'agissait « des images (satellites) non secrètes les meilleures qu'il ait jamais vues ».

Selon les spécialistes, les photos diffusées par Soyuzkarta, officiellement représentées aux Etats-Unis, proviennent en partie de satellites espions soviétiques. Mais ces documents soviétiques posent un problème dans la mesure où il s'agit souvent de clichés photographiques et non d'images numériques pouvant être traitées par ordinateur pour faire apparaître des détails supplémentaires.

Les trois sociétés ont rappelé qu'aux termes des résolutions des Nations unies, il leur était interdit de vendre ces images à l'Irak.

Pour éviter la guerre

M. Saddam Hussein se dit prêt à des « sacrifices »

Recevant, lundi 12 novembre à Bagdad, le ministre chinois des affaires étrangères Qian Qun, avant son départ pour Djeddah, le président Saddam Hussein s'est déclaré disposé à « consentir des sacrifices » pour sauvegarder la paix dans le Golfe. Mais, a-t-il ajouté, « les menaces et le recours à la force ne nous obligent pas à adopter la position de ceux qui menacent d'utiliser la force ».

La grande majorité des Etats arabes n'avaient pas encore réagi mardi à la proposition marocaine d'un sommet arabe exceptionnel. Seuls quelques pays ont fait connaître leur position sur la proposition du roi Hassan II, que l'Irak a implicitement rejetée en estimant qu'elle risquait d'aggraver les divergences interarabes et de servir de couverture à une offensive « américano-sioniste ».

Il s'agit du Yémen, de l'OLP et de la Mauritanie, qui soutiennent la position irakienne en faveur d'une solution arabe. La Jordanie, l'un des rares Etats à maintenir des liens directs avec Saddam Hussein, s'est félicité de l'initiative marocaine, mais un responsable jordanien a dit que la tenue d'un sommet dépendrait surtout des « alliés traditionnels » du Maroc, dont l'Egypte et l'Arabie saoudite, qui ont rejoint la coalition anti-irakienne et qui n'ont pas réagi. En revanche, le Koweïtien Abdallah Bichara, secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe, a affirmé que la proposition marocaine ne servait à rien parce qu'elle arrivait « un peu trop tard ».

A Tokyo, le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, s'est déclaré « déçu » devant la « dureté de l'Irak » au cours d'un entretien lundi avec M. Michel Rocard. Il a notamment regretté que M. Saddam Hussein ne donne « pas de signes de vouloir appliquer les résolutions des Nations unies ni de vouloir évacuer le Koweït ». « Il est désormais difficile d'espérer une solution pacifique. Il n'y a plus guère de marge de manœuvre », a-t-il dit par ailleurs au cours d'une rencontre avec le premier ministre japonais, M. Kaifu.

A Londres, le premier ministre britannique, M. Thatcher, s'est une nouvelle fois déclaré déterminé à recourir à la force s'il le fallait pour contraindre les Irakiens à se retirer du Koweït. Elle a également laissé entendre qu'il ne fallait pas laisser l'Irak conserver une puissance militaire importante. (AFP, Reuters, AP.)

A Bagdad, un singulier « camp de la paix »

BAGDAD de notre envoyé spécial

« Les démissaires de la paix saluent Saddam Hussein, l'homme de la situation ». Ce slogan suffisait à donner le ton de la cérémonie d'inauguration, lundi 12 novembre à Bagdad, du « camp de l'amitié et de la paix mondiale ».

Dans une île du Tigre, les locaux d'un village de vacances déserté par les touristes ont été convertis pour accueillir une trentaine d'étrangers, en majorité italiens, « volontaires pour la paix au Moyen-Orient ». Ils viennent délibérément servir de « bouclier humain » quand tant d'autres sont contraints de le faire sur les trop fameux « sites stratégiques ».

La scène est décorée d'un grand portrait fleuri du président irakien, tout sourire. Ses militants chantent la paix sur un rythme endiablé : « Peace, peace », « salam, Salam », « Oh, oh, oh Bagdad ! ». Une chorale irakienne leur répond sur un non moins entraînant rythme arabo-disco : « Peace, peace, peace... ». Le premier rang de l'assistance, celui des officiels, applaudit ; puis les autres, occupés par des spectateurs au visage fermé : une centaine d'otages européens et japonais. Ils ont été « invités » à cette cérémonie et préfèrent rester muets. Mais leur regard dit assez bien qu'ils apprécient le spectacle à sa juste valeur.

Un spectacle agrémenté d'inscriptions telles que : « Affirmer les enfants est un crime abominable », « Il veut mieux trancher la gorge des gens que de les priver de leur pain quotidien ». Reste que, malgré cette maxime peu pacifique, la femme reste à prouver en Irak, quels que soient les premiers effets de l'embargo. Autre slogan, certainement du goût de quiconque est gardé en otage pour dis-

suader les siens où leurs alliés de bombardier l'endroit où il se trouve : « Les droits de l'homme sont menacés, les Etats-Unis en sont responsables ».

Cat Stevens

et le « Baron noir »

Que M. Anker Jørgensen, ancien premier ministre danois, ou M. Ramsey Clark, ancien ministre américain de la justice, aient cautionné une telle « fête » de leur présence et de leur discours – même « nuancé » – a de quoi faire réfléchir. Il y avait aussi un « marcheur de la paix », un jeune Palestinien ayant « symboliquement » enlevé l'embargo pour apporter du lait et une boîte de médicaments au peuple irakien en prétendant avoir rallié à pied Bagdad depuis Amman.

Neuf cents kilomètres – 90 par jour – à travers le désert avec, à l'arrivée, un sac à dos innommable et des chaussures à peine usées. Il ne manquait que quelques adeptes de la méditation transcendente qui, à force de se concentrer pour imposer la paix dans les esprits, s'étaient déjà évanouis.

Ou encore Cat Stevens, vedette pop qui a embrassé la foi musulmane et dont on attend le retour imminent – il a ses habitudes à Bagdad depuis trois mois. Sans compter le « Baron noir », aviateur ayant à diverses et notoires reprises hanté les nuits de l'espace aérien persien, qui a proposé – en vain – ses services de pilote au président Saddam Hussein et est reparti dépité.

Au terme de cette fête singulière, sous les yeux des ongles toujours figés, seules quelques colombes ont été relâchées.

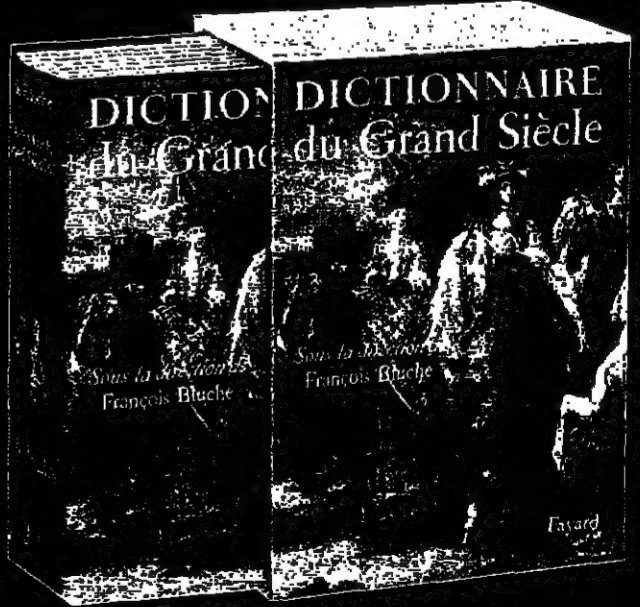
FRANCIS CORNU

Une centaine de soldats irakiens ont demandé l'asile politique à la Turquie. Une centaine de soldats irakiens et trente civils ont demandé l'asile politique à la Turquie après avoir franchi ensemble la frontière, a révélé, lundi 12 novembre, le gouverneur de la province de Van, dans l'est du pays. « Les autorités étatiques ont demandé d'asile », a précisé M. Adnan Darendeliler. Parmi les réfugiés, figurent deux officiers, six sergents, trois caporaux et quatre vingt-huit appelés, a-t-il ajouté, sans vouloir révéler la date de leur entrée en territoire turc. (Reuters.)

Expulsion réciproque de diplomates entre Londres et Bagdad. – Le gouvernement britannique a annoncé, lundi 12 novembre, l'expulsion d'un diplomate irakien en représailles à l'expulsion par l'Irak de l'attaché de presse de l'ambassade de Grande-Bretagne à Bagdad. Le Foreign Office a précisé que le gouvernement irakien avait signifié vendredi à l'attaché de presse britannique James Tansley – accusé d'avoir tenu des propos hostiles au président Saddam Hussein au cours d'une intervention en public – qu'il avait dix jours pour quitter le pays. (Reuters.)

Dans sa grande série des dictionnaires historiques Fayard propose

DICTIONNAIRE DU GRAND SIÈCLE



- 249 auteurs. • 227 illustrations en noir et blanc.
- 41 illustrations en couleurs. • 66 cartes, plans, tableaux, etc. • 2413 articles, index thématique.
- Un fort volume 175x248 mm. • 1648 pages relié pleine toile, plat orné au fer à dorer. Embolage et jaquette illustrés. 850F au lieu de 1000F. (Offre valable jusqu'au 31 décembre 1990).

sous la direction de FRANÇOIS BLUCHE

l'Histoire chez FAYARD

LA CRISE DU GOLFE

Les Saoudiens dans les turbulences

Suite de la première page

Cette manifestation est pour elle un défi inacceptable. Mais si les interrogatoires par des agents de ce qu'on pourrait appeler les renseignements généraux se sont prolongés une bonne partie de la nuit, toutes les femmes ont été relâchées à l'issue de ceux-ci, leurs maris dûment convoqués pour venir les chercher.

L'affaire n'est toutefois pas finie pour autant. Le prince Salman, gouverneur de Ryad, a d'abord reçu les maris ou frères de ces femmes pour les avertir de la gravité qu'aurait le renouvellement d'une telle affaire; puis il s'est entretenu avec les principaux responsables des moutawassas pour, sans doute, calmer leur colère.

Entre-temps, prenant leur revanche dans les mosquées, un certain nombre d'imams ne se sont pas privés de traîner - parfois nominalement - les femmes dans la boue, les accusant de toutes les turpitudes. Selon l'un d'eux, cette action « est le début du désastre. Aujourd'hui elles veulent conduire, demain elles voudront travailler à égalité avec les hommes puis servir dévoilées. C'est le commencement de la fin ». Les femmes avaient pourtant pris soin, au cours de leur manifestation, de se couvrir totalement, ne dévoilant que leurs yeux.

Equilibre délicat

Plus que le fait lui-même, c'est le moment choisi - à une époque où la crise du Golfe complique les choses et où l'attention sur l'Arabie saoudite est plus grande - qui, dit-on, a brisé les autorités. Celles-ci n'ont cependant pris aucune mesure punitive, à ce jour, contre les récalcitrants (1). La crainte existe toutefois que, sous la pression des moutawassas, déjà peu enclins à « bénir » la présence de troupes étrangères dans le royaume et qui font circuler à ce sujet des rumeurs clandestines, le gouvernement prenne quelques mesures pour que le défi à leur pouvoir ne soit pas trop grand.

L'équilibre à maintenir entre les religieux omnipotents et une population qui, tout en respectant strictement l'islam, aspire à plus de liberté est un exercice délicat pour les autorités; mais ce ne serait pas la première fois que celles-ci trancheraient dans le sens de l'ouverture. On remarque à cet égard que, « promu » au début de l'année conseiller du roi, le chef des moutawassas n'a toujours pas été remplacé et la crainte de ceux-ci de perdre un peu de leur pouvoir n'est pas étrangère à leur volonté de faire sanctionner cette manifestation.

Du côté des manifestantes, on insiste sur le fait que cet acte n'est en rien dirigé contre le gouvernement. Sans rejeter cette requête, le prince Salman leur aurait simplement fait dire d'attendre mais, la réponse n'étant pas parvenue à temps, ces femmes auraient plus ou moins cru à un accord tacite.

Chacun ici est conscient qu'une évolution, quelle qu'elle soit, ne peut se faire que lentement et pro-

gressivement; mais, comme nombre de femmes le soulignent, si on en est arrivé là c'est aussi que toutes les requêtes faites depuis des années n'ont reçu aucune réponse circonstanciée. Acte politique, l'appel du roi à l'engagement des femmes dans le service sanitaire des armées pour participer à la défense du pays laisse toutefois espérer à certains une petite évolution dans le sens de l'ouverture.

Resserrer les rangs

Cette manifestation sans précédent a-t-elle accéléré l'annonce par le roi qu'il « étudierait des recommandations finales, pour la prochaine adoption d'une loi fondamentale, de la création d'un conseil consultatif et d'une réforme des structures des provinces »? Beaucoup le pensent ici, même si l'affaire était dans l'air depuis le début de l'année et si elle n'est pas nouvelle.

Vieux débat, la perspective de création d'un conseil consultatif - qui sera en tout état de cause nommé - remonte au temps du roi Fayçal et ressurgit de temps à autre, en particulier dans les périodes de crise. Resterait-il encore cette fois au stade de vœu pieux?

Il est trop tôt pour le dire même si



des réformes, comme l'a bien souligné le roi Fahd, se feront dans le cadre de la charia - la loi islamique - qui « demeure la seule source de législation dans le royaume ». Rappelant que son père, le roi Abd El Aziz, fondateur de l'Arabie saoudite, avait établi un tel conseil, le roi a d'ailleurs affirmé que « l'islam a fait du principe de la consultation la base du gouvernement et que le prophète avait adhéré à ces principes tout au long de sa vie ».

Le moment choisi pour cette

annonce n'est, en tout cas, pas innocent et semble montrer que, conscient du malaise que connaît la société saoudienne, brusquement jetée dans une très grave crise aux conséquences incalculables, le roi cherche à resserrer les rangs d'un pays, certes construit et développé économiquement en quarante ans, mais qui ne constitue pas encore une véritable nation. Le premier réflexe de peur passé, l'heure est à la réflexion et au bilan, qui a révélé aux Saoudiens incrédules la vulnérabilité de leur pays. Sans remettre en cause le régime, nombre de Saoudiens souhaitent aujourd'hui une plus grande participation à la vie publique et, surtout, une mainmise moins pesante du pouvoir sur tous les aspects de la vie. Comme l'affirme un homme d'affaires, « le roi Abd El Aziz avait conseillé à ses fils de gouverner ou de faire des affaires, ceux-ci font un peu trop les deux ». Certains princes, dit-on, auraient déjà compris cette revendication fondamentale d'une bourgeoisie éduquée - souvent dans les grandes universités américaines - et qui aspire à plus de rigueur et de justice dans ce domaine. Les Saoudiens, affirme un bon observateur, « sont devenus plus exigeants à l'égard de l'Etat, du gouvernement, et cette crise pourrait faciliter une évolution vers moins de laxisme et d'inefficacité ».

Autre développement attendu par beaucoup : la création d'une véritable armée, plus largement ouverte à tous et donc plus nombreuse, qui pourrait constituer le creuset national qui fait encore défaut au pays.

En faisant s'interroger les Saoudiens sur eux-mêmes, cette crise a, sans aucun doute, révélé les lacunes d'un pays encore jeune, dont la population peut mesurer à l'extérieur les avantages et les défauts d'un système que personne ne remet véritablement en question mais qui devra sans doute tenir compte de pressantes adaptations. La réorganisation des provinces, qui pourraient être redécoupées pour être plus nombreuses et rapprocher ainsi les

dirigeants des gouvernés, pourrait ainsi donner lieu à des changements de gouverneurs, dont les nominations relèveraient plus de la compétence que de la seule appartenance familiale.

Confrontés à une crise sans précédent, les dirigeants saoudiens sont interpellés par une bourgeoisie d'affaires qui souhaite plus de liberté ainsi que par des femmes qui veulent voir reconnus et acceptés leur présence et leur rôle. Observés par les gouvernements occidentaux - venus à leur rescousse avant tout pour leurs intérêts économiques et non pour la défense du régime, sur tout s'il devenait trop fragile, - les autorités doivent avancer avec prudence et circonspection pour ne heurter personne.

En annonçant ces réformes politiques - mais il faudra attendre pour voir si elles entrent réellement en vigueur - le roi a inconsciemment voulu montrer à son peuple et, sans doute, à l'opinion américaine qu'il était prêt à lâcher du lest tout en attendant de voir comment évoluait une crise dont tout le monde souhaite ici qu'elle se règle pacifiquement.

FRANÇOISE CHIPAUX

(1) Selon l'agence AP, l'annonce, qui cite de bonnes sources à Ryad, des quarante-sept manifestantes auraient été suspendues de leur poste universitaire.

PROCHE-ORIENT

IRAN : la lutte pour le pouvoir

Les « khomeinistes » livrent un combat d'arrière-garde au Parlement

L'élimination des religieux de la tendance radicale de l'Assemblée des experts au début d'octobre (le Monde du 11 octobre) a exacerbé la lutte fœtale qui oppose depuis la mort de l'imam Khomeiny le nouveau pouvoir présidé par le tandem Rafsanjani-Khamenei à ceux qui s'accrochent encore, contre vents et marées, aux principes et à l'idéologie d'un khomeinisme pur et dur.

Disposant du soutien de près de 140 députés du Majlis (sur un total de 230), les tenants de la ligne de l'imam, rendus furieux par leur éviction de l'Assemblée des experts, ont, vers la mi-octobre, déclenché un véritable tir de barrage au Parlement contre l'aile conservatrice du clergé, le pouvoir judiciaire, le Conseil des gardiens de la révolution, le chef de l'Etat, le président Rafsanjani et le guide spirituel - l'ayatollah Khamenei - accusés en bloc de vouloir monopoliser le pouvoir. Le député de Téhéran, M. Ashkarzade, ancien porte-parole des étudiants de la ligne

de l'imam, a reproché aux actuels détenteurs du pouvoir d'avoir entamé une « purge générale » destinée à éliminer les « révolutionnaires » de toutes les instances de l'Etat pour laisser le champ libre aux tenants de l'« islam américain ». « Force est de reconnaître », a renchérit le député Nadjaf Gholi Habibi, que la dékhomeinisation dont parle la presse occidentale maitraitise à bel et bien commencé et a pour but d'éliminer tous les partisans de la ligne de l'imam des différents organes du pouvoir, et ce « dans le but de faire plaisir aux Américains et aux Occidentaux ».

Mis nommément en cause, l'ayatollah Khamenei a riposté en accusant ses détracteurs - qualifiés d'individus « arrogants et ignorants » - de vouloir « déstabiliser les fondements de la République islamique » en se servant d'arguments empruntés au vocabulaire des « speakers de la Voie d'Irân ». Deux jours plus tard, le 26 octobre, l'ayatollah Mohammed Yazdi, le chef du pouvoir judiciaire, prenant la parole au cours de la prière du vendredi, a affirmé avec force que « la justice ne pouvait laisser les irresponsables utiliser le Parlement pour faire de la propagande contre la République islamique et alimenter la presse

mabellante étrangère en rumeurs et informations sans fondement ». Le président du Majlis, M. Mehdi Karubi, a aussitôt répliqué sur un ton vif en affirmant que « le pouvoir judiciaire ne devait pas intervenir dans les affaires intérieures du Parlement, qui refuse de se laisser intimider par de tels procédés ».

Fin octobre, la lutte verbale entre les pragmatistes au pouvoir et l'opposition radicale a gagné la rue. A Qom, les partisans de MM. Rafsanjani et Khamenei ont défilé aux cris de « Les adversaires de notre direction sont les adversaires de l'islam », « Mort aux ennemis du velayat faghhi » (le guide de l'Iran). Des affrontements, parfois violents, ont opposé les deux factions politico-religieuses. Les comités révolutionnaires de Téhéran, qui appuient le tandem Rafsanjani-Khamenei, ont procédé à de nombreuses arrestations parmi les basijis (volontaires) manifestant en faveur des « députés en colère ».

Le dimanche 4 novembre, des étudiants islamistes qui manifestaient à Chiraz pour le onzième anniversaire de l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran ont été dispersés brutalement par les forces de l'ordre. Celles-ci étaient intervenues pour la

première fois à Téhéran le 14 octobre contre des « hezbollahs » qui manifestaient contre des femmes « qui ne respectent pas les critères de la tenue islamique ».

Tout semble indiquer que la lutte entre le pouvoir et l'opposition radicale - qui a l'impression de mener au Parlement une bataille d'arrière-garde - ira en s'accroissant. Déjà au Majlis, le chef du pouvoir judiciaire, M. Mohammed Yazdi, a annoncé d'augmenter le temps de parole imparti aux députés de manière à les réduire pratiquement au silence. Le « débat libre » au Majlis dont la République islamique s'enorgueillissait jusqu'à présent risque bientôt de ne plus être qu'un souvenir.

Haro sur les libéraux

Curieusement, opposés sur la quasi-totalité des problèmes, pragmatistes et radicaux se rejoignent dans leur attitude à l'égard des libéraux de M. Bazargan, dont une vingtaine sont détenus depuis près de cinq mois, sans jugement et au mépris de toutes les garanties prévues par la Constitution islamique, sous le prétexte fallacieux qu'ils entretenaient des liens avec les Etats-Unis.

Lors des manifestations du

4 novembre devant l'ambassade des Etats-Unis, les étudiants de la ligne de l'imam ont réclamé « l'exécution des espions américains », tandis qu'on apprenait que plusieurs des libéraux détenus, dont les anciens ministres Ezzeddine Sahabi, Reza Sadr et Hachem Sabaghian et le propre fils de M. Bazargan, avaient été torturés en prison pour les contraindre à admettre qu'ils étaient des espions au service des Etats-Unis.

Les autorités iraniennes ont même attribué à M. Galindo Pol, l'expert chargé par la commission des droits de l'homme de l'ONU de mener une enquête sur la répression en Iran, des propos laissant entendre que les libéraux détenus auraient admis en sa présence être des « espions américains ». De quoi justifier leur exécution? Faut-il croire que ces « otages » d'un genre nouveau que sont devenus les amis de M. Bazargan ne sont détenus par les pragmatistes au pouvoir à Téhéran que dans le but de démontrer à leurs détracteurs que la République islamique demeure toujours, malgré son rapprochement avec l'Occident, opposée au Grand Satan? Même s'ils devaient pour cela entacher leur nouvelle auréole de régime ouvert et modéré.

JEAN GUEYRAS

CSG DANGER

Salariés, non salariés, retraités et chômeurs
le projet du gouvernement met en danger vos revenus et l'avenir de votre protection sociale

VENEZ DIRE

NON

AU NOUVEL IMPOT ROCARD

MERCREDI 14 NOVEMBRE • 14 H
PARIS • PLACE DE LA RÉPUBLIQUE
avec la Confédération Française de l'Encadrement-CGC



EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : un entretien avec le ministre de l'économie

La difficile transition vers le marché

Prague annoncera entre les 3 et 9 décembre qui, de Renault-Volvo ou de Volkswagen, emporte le très convoité contrat de reprise du constructeur automobile Skoda. De passage à Paris, le ministre tchécoslovaque de l'économie, M. Vladimír Dlouhý, a fait le point pour le Monde sur cette affaire, ainsi que sur l'évolution économique de son pays.

« L'affaire n'est pas encore conclue. » Au terme d'un séjour de trois jours en France, le ministre tchécoslovaque de l'économie, M. Vladimír Dlouhý, longuement chahuté par tous les journalistes français sur l'importance que Paris attache à la candidature de Renault-Volvo dans l'accord de partenariat avec le constructeur automobile Skoda, ne se laisse pas prendre à commettre les mêmes imprudences que son premier ministre, M. Marian Čalfa.

Les confidences de celui-ci, fin octobre, à la Tribune de l'Expansion sur l'avantage pris par Volkswagen, grand concurrent de Renault dans l'affaire, avaient causé un grand émoi à Paris.

Pour M. Dlouhý donc, francophile (il a d'ailleurs un conseiller français dans son équipe) et grand admirateur de Raymond Levy, le PDG de Renault, la dernière proposition des Français, « très intéressante, place les deux constructeurs ouest-européens au même niveau dans la compétition », a-t-il déclaré dimanche 11 novembre au Monde. « Je suis tout à fait conscient de la manière dont cette affaire est ressentie en France et du poids politique qui y est attaché », a-t-il ajouté.

Les Français ne font en effet aucun mystère du contexte diplomatique dans lequel ils placent l'affaire Skoda : si Prague veut développer sa coopération économique, c'est-à-dire ne pas se placer uniquement dans la sphère allemande, alors Skoda doit s'allier avec Renault-Volvo. Logiquement donc, si M. Dlouhý et ses collègues sont sensibles à cet argument - et plusieurs signes laissent à penser qu'ils le sont - le constructeur français devrait être favori puisque, techniquement, sa dernière proposition est tout aussi séduisante que l'allemande.

Cette logique se tient cependant pas compte des aléas de la politique intérieure tchécoslovaque, et en particulier des rapports entre gouvernements nationaux (tchèque et slovaque) et fédéral. Les négociations avec Skoda ont été compliquées par la difficulté, pour les Français, arrivés après les Allemands, de localiser le vrai niveau de prise de décision en Tchécoslovaquie. « La décision finale, affirme M. Dlouhý, appartient au gouvernement tchèque, sur recommandation de son ministre des machines et de l'électronique. » C'est-à-dire qu'en fin de compte « la voix de l'entreprise Skoda est déterminante ».

Or les hommes de Skoda sont naturellement plus familiarisés avec la proposition de Volkswagen, qui est la même depuis le début, qu'avec celle de Renault, qui a changé son fusil d'épaule plusieurs fois avant de finir par proposer la production de la R 19 Chamade. Réponse, donc, début décembre.

Turbulences sociales

M. Dlouhý qui, à trente-cinq ans, promène un air d'étudiant de troisième cycle rafraîchissant parmi ces hommes sur lesquels reposent des réformes économiques cruciales, n'a pas que ce souci sur les bras. La transition vers le marché est lente à démarrer en Tchécoslovaquie en particulier dans les domaines des privatisations et de l'introduction du capital étranger ; mais, rétorque-t-il, « permettre l'injection de capital étranger dans une économie non réformée, c'est prendre le risque de le voir disparaître sans avoir produit aucun effet ; nous avons été prudents au début et nous avons peur de nous brader, mais, maintenant, le moment est venu d'appuyer le capital étranger ».

Vladimír Dlouhý s'attend que son pays entre très vite dans une zone de turbulences sociales, sous l'effet conjugué des réformes économiques et de facteurs externes tels que la crise du Golfe, la réunification de l'Allemagne, l'effondrement économi- que de l'URSS et des règles du COMECON. Ces facteurs externes « peuvent tous menacer ». Exemple : la Tchécoslovaquie a l'intention d'introduire la convertibilité de la couronne le 1^{er} janvier 1991. Si l'URSS exige, comme il en est théoriquement question, le paiement intégral de son pétrole en

monnaie, au prix où il est actuellement, Prague n'aura pas les moyens de lancer la convertibilité. « Qui est la pierre d'angle de notre réforme économique ».

Une politique sociale peut-elle prévenir les troubles redoutés ? « La politique sociale sera toujours un problème, répond le ministre de l'économie, car l'Etat n'aura jamais les ressources suffisantes pour le social. Mais ce serait une erreur de retarder les réformes économiques à cause de cela ».

M. Dlouhý a peut-être les dents moins longues, politiquement, que son coéquipier Vaclav Klaus, le ministre des finances décidé à mener la croisade de la droite à la tête du Forum civique, mais il n'en est pas moins déterminé : « Nous ne devons pas reculer, dit-il. Nous devons avancer de telle sorte que même ceux qui gouverneront après nous seront contraints d'emprunter la même voie ».

SYLVIE KAUFFMANN

URSS : le sommet soviéto-russe

M. Gorbatchev et M. Eltsine sont parvenus à un accord sur la question du traité de l'Union

Le président de la République de Russie, M. Boris Eltsine, a rendu compte mardi 13 novembre devant les députés russes de ses entretiens de dimanche avec le président soviétique. Les deux hommes se sont entendus sur les moyens d'aborder les relations entre l'URSS et la Russie.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Confrontés chacun à son niveau à des problèmes semblables, MM. Gorbatchev et Eltsine ont choisi la trêve. Le second l'a annoncé lundi 12 novembre, expliquant que leur rencontre de la veille, la première depuis août, avait permis d'aboutir à un accord sur la question du traité d'Union qui doit être signé entre « Républiques souveraines » et pouvoir central, plus pré-

cisément sur la procédure devant mener à sa signature par la Russie.

M. Boris Eltsine n'a jamais dit qu'il pourrait accepter un démembrement de l'Union Soviétique, même s'il a tenu des propos ambigus qui ont pu, dans un premier temps, lui attirer la sympathie de divers indépendantistes. Mais jamais il n'a été aussi clairement en faveur du maintien de l'Union que lundi.

« Je suis pour une Union forte et pour le traité de l'Union », a-t-il dit, en démentant qu'il ait jamais voulu son « effondrement ».

Les présidents soviétique et russe ont donc décidé de créer deux commissions parallèles, l'une au niveau central, l'autre à celui de la Russie, qui vont travailler en consultation pour définir la répartition des compétences dans le cadre de la réforme économique. M. Eltsine a cité en particulier la répartition, entre le pouvoir central et celui de Russie,

de la propriété et des ressources naturelles, ainsi que les questions bancaires et monétaires. Une autre commission, mixte cette fois, devra rédiger dans les prochains jours un protocole du « sommet soviéto-russe », signe que M. Eltsine n'a pas abandonné toute méfiance après avoir été « trahi » par M. Gorbatchev à la suite de leur accord avorté sur l'adoption d'un plan de réforme économique radical.

Tout en soulignant que leur entretien de dimanche s'est déroulé « de façon constructive, sans hausse de ton », M. Eltsine a affirmé avoir été soumis à des pressions en vue de signer le traité avant de régler toutes les questions qu'il pose, en acceptant provisoirement la compétence du centre à leur sujet.

Gouvernement de confiance nationale

Ce ralliement officiel du chef de la plus grande partie de l'URSS à l'idée de traité d'Union ne mettra cependant pas fin aux débats qui agitent nombre de députés russes souhaitant l'indépendance de la fédération de Russie, « débarrassée » à la fois du pouvoir central communiste et du « poids » des autres républiques.

La commission constitutionnelle du Parlement russe que présidait lundi M. Eltsine a décidé de publier dans huit jours un projet de Constitution basé sur le plus pur modèle de démocratie occidentale et qui ne fait aucune mention de l'Union soviétique, même si un de ses articles prévoit la possibilité pour la Fédération de Russie de s'associer à un ou plusieurs États.

Mardi, M. Eltsine a commencé à rendre compte en détail de sa rencontre avec M. Gorbatchev devant le Soviet suprême de Russie. Il a annoncé avoir débattu d'un autre sujet, celui du partage du pouvoir, du « gouvernement de confiance nationale » prévu fin octobre par le Parlement russe. Le président soviétique en a soutenu l'idée, a affirmé M. Eltsine, et celle-ci sera intégrée aux discussions soviéto-russes. Le futur cabinet de coalition ne serait de toute façon pas un conseil des ministres soviétique classique, car il devra tenir compte des nouvelles structures de l'Union, une Union de gouvernements à part entière au niveau des Républiques, a souligné le président de Russie.

L'abandon de l'exigence de démission immédiate du gouvernement central de M. Nikolai Rykov, en contrepartie d'une collaboration, a aussi une autre explication : le vice premier ministre de Russie chargé de l'économie, M. Guennadi Filichine, nous déclarait en effet lundi qu'il était opposé à un départ de M. Rykov dans les conditions actuelles : « Il faut qu'il porte toute la responsabilité de la politique qu'il

a imposée, celle de la hausse des prix de gros qui vont amener très rapidement une flambée des prix de détail », a-t-il dit, tout en estimant que de nouvelles structures de gouvernement central de coalition seraient sans doute en place avant la fin de l'année.

Finalement, des trois scénarios définis il y a un mois par M. Boris Eltsine pour les rapports entre la Russie et le centre - confrontation, partage du pouvoir, ou mise de la Russie « en réserve de l'Union » dans l'attente de la catastrophe - c'est un mélange instable des trois qui est sorti de la rencontre de dimanche. Avec cependant une très nette mise en veilleuse de l'affrontement, au grand soulagement de l'opinion en Russie, mais qui n'est pas faite pour calmer les inquiétudes dans les autres républiques.

SOPHIE SHIHAS

M. Ligatchev et les fosses communes de Sibirie

L'ancien dirigeant conservateur Egor Ligatchev a été mis en cause dans le dernier numéro de l'hebdomadaire L'Express, qui le soupçonne d'avoir ordonné la destruction de fosses communes de victimes des purges staliniennes en Sibirie. En 1979, à Kolpachovo (180 km au nord de Tomsk, sud de la Sibirie), le dégel avait provoqué des éboulements, et des restes humains étaient apparus.

Un ancien dirigeant du PC de la ville, M. Kostarev, raconte dans l'hebdomadaire qu'en 1985 des responsables du KGB de Moscou lui avaient remis une lettre confirmant qu'en 1937 des « ennemis du peuple » avaient été fusillés et enterrés près du bâtiment du NKVD - ancêtre du KGB - de la ville, mais que des restes humains n'avaient pas disparu. La lettre donnait l'ordre de « faire disparaître tous ces os de crime ». M. Egor Ligatchev, devenu premier secrétaire du PC pour la région de Tomsk quelques mois après cet épisode, « ne pouvait pas ne pas être au courant », estime M. Kostarev, qui affirme avoir reçu un an plus tard de M. Ligatchev lui-même l'ordre de détruire des sépultures à Tomsk. (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : M^{me} Thatcher face aux Tories contestataires

Politique et leçons de cricket

LONDRES

de notre correspondant

La température monte à mesure que se rapproche la clôture des inscriptions pour les candidatures au poste de leader du Parti conservateur. Quelconque veut défer « la Dame de fer » doit déposer son nom avant le jeudi 15 novembre à midi. M^{me} Thatcher est encore officiellement seule en lice, mais il est presque acquis que l'ancien ministre de la défense, M. Michael Heseltine, se présentera contre elle au dernier moment au nom de l'opposition. D'autres candidatures de dernière minute ne sont pas exclues. Le collège électoral est formé par les 372 députés conservateurs, et le vote doit avoir lieu, mardi 20 novembre, à bulletin secret, dans une salle du Parlement. Une révélation de palais est désormais possible, même si elle reste encore improbable.

M^{me} Thatcher a, pour la première fois, évoqué, lundi 12 novembre, le combat qui s'annonce dans un discours prononcé lors du banquet annuel du lord-maire devant les banquiers de la City et leurs épouses en tenue de soirée. Elle l'a fait de façon imagée, en employant des métaphores empruntées au cricket, qui

ont fait se torturer de rires l'assistance, mais qui doivent être expliquées, dans la mesure où la chose est possible, aux non-initiés.

« Tarzan » est prévenu

M^{me} Thatcher visitait les prétendants à sa succession, au premier chef M. Heseltine, surnommé « Tarzan » par la presse populaire en raison de son physique avantageux et de sa longue chevelure. Elle s'est elle-même comparée au joueur qui tient la batte devant les « guichets », ces bûches de bois plantées dans le sol que le lanceur de balles, appartenant au camp adverse, essaye de faire tomber. « Depuis onze ans que je tiens la batte, je suis toujours à mon poste, bien que les balles soient de plus en plus dures ces derniers temps. Au cas où quelqu'un aurait un doute quelconque à l'égard, je peux vous assurer qu'il n'est pas question que j'en aie aucune, que je pratique un jeu défensif où que je joue le moment. Je vais envoyer la balle valser à travers tout le terrain. Tel est mon style », a déclaré M^{me} Thatcher.

« Tarzan » est donc averti. M^{me} Thatcher est bien décidée à se battre, et plus il enverra fort la balle, plus celle-ci rebondira loin sur le terrain, lui infligeant ainsi une humiliante défaite. « La Dame de fer » estime d'ailleurs qu'on lui fait un faux procès à propos de l'Europe. Elle conteste les titres des journaux qui proclament « Maggie isolée ». C'est elle, s'empresse de rappeler le premier ministre, qui a signé avec M. Mitterrand le traité qui a permis le percement du tunnel sous la Manche. Elle n'est pas anti-européenne, comme M. Heseltine et Sir Geoffrey Howe, l'ancien vice-premier ministre, veulent le faire croire. « Notre avenir est en Europe. Mais nous, nous avons tendance à envisager les choses d'une autre manière que certains de nos partenaires de la communauté », explique-t-elle.

A cette occasion, M. Saddam Hussein a eu droit à un traitement comparable à celui de M. Heseltine. Si les sanctions n'aboutissent pas, il n'y aura pas d'autre solution que le recours à la force. « Ne vous y trompez pas. Nous libérerons la Koweït », a-t-elle dit aux banquiers de la City qui l'ont, comme il est d'usage lors du banquet de lord-maire et quelles que soient leurs arrière-pensées, chaleureusement applaudies.

DOMINIQUE DHOMBRES

Les plus beaux tapis d'Orient ont tous trouvé des motifs très différents pour venir sur la Rive Gauche.



Au BON MARCHÉ depuis plus d'un siècle, nous nous passionnons pour le tapis d'Orient. Notre acheteur et expert, François Ollivier, vient de rentrer de voyage. Il nous a rapporté les pièces les plus rares et les plus précieuses. Ses expéditions l'ont mené jusque dans les coins les plus reculés de Turquie et d'Iran. C'est là qu'il a rencontré les tribus Kurdes, Herki d'Anatolie orientale, les Kaschgai, Bakhtiari, Shahsavan d'Iran qui détiennent le secret de la mémoire de l'art oriental.

Pour la première fois, une « collection prestige » vous sera présentée. Des pièces rarissimes, allant du petit tapis de sellerie ancien de Boukhara au tapis ayant appartenu au Tsar Nicolas II, seront exceptionnellement mises en vente pendant l'exposition. Au BON MARCHÉ, nos spécialistes s'attachent à attribuer à chaque tapis sa juste valeur et vous proposent des services tels que présentation à domicile, restauration, expertise et estimation, nettoyage, garde, conseil d'expert, ainsi qu'un crédit 3 mois sans frais à partir de 6 000 F d'achat. Remises non cumulables. 3^e ÉTAGE MAGASIN I. TÉL. : 45.49.21.22. M^o SÈVRES-BABYLONE. JUSQU'AU 1^{er} DÉCEMBRE SUR -20% TOUS LES TAPIS D'ORIENT.

OPERA

AFRIQUE

AFRIQUE

... Le Monde • Mercredi 14 novembre 1990 7

Le Cameroun sur la voie du multipartisme

Tout en continuant à malmenier les droits de l'homme, le régime de M. Paul Biya poursuit, à pas comptés, sa politique d'ouverture

Le Parlement a commencé à examiner, la semaine dernière, à Yaoundé, les conclusions de la Commission de révision des législations en matière de libertés publiques, créée le 20 juillet par le chef de l'Etat. Le débat devait notamment porter sur la levée des lois d'exception, qui interdisent les associations à caractère politique. Le vote des députés pourrait donc marquer un premier pas vers le multipartisme.

BAMENDA
(Nord-ouest du Cameroun)

de notre envoyée spéciale

Au moindre boudonnement de moteur, des gosses hilares, surgis de l'ombre moite des bananiers, viennent agiter leurs offrandes de gibiers – cadavres de singes ou de porcs-épics – sous le nez des voitures, tandis qu'un peu plus loin, sous un soleil planté en bord de route, des hommes jouent tranquillement aux dames. Depuis les fusillades du 26 mai, la route de Bamenda, capitale de la province du Nord-Ouest, a retrouvé son calme.

Les chars de l'armée ont déserté le paysage. Les postes de contrôle ont disparu. Et les quelques deux cents à trois cents personnes interpellées en mai ont été relâchées. Il suffirait d'un rien, pourtant, pour que la fibre monté à nouveau. Car c'est ici, à Bamenda, fief du Social Democratic Front (SDF), que l'histoire du multipartisme camerounais a commencé de s'écrire. Dans la violence et dans le sang.

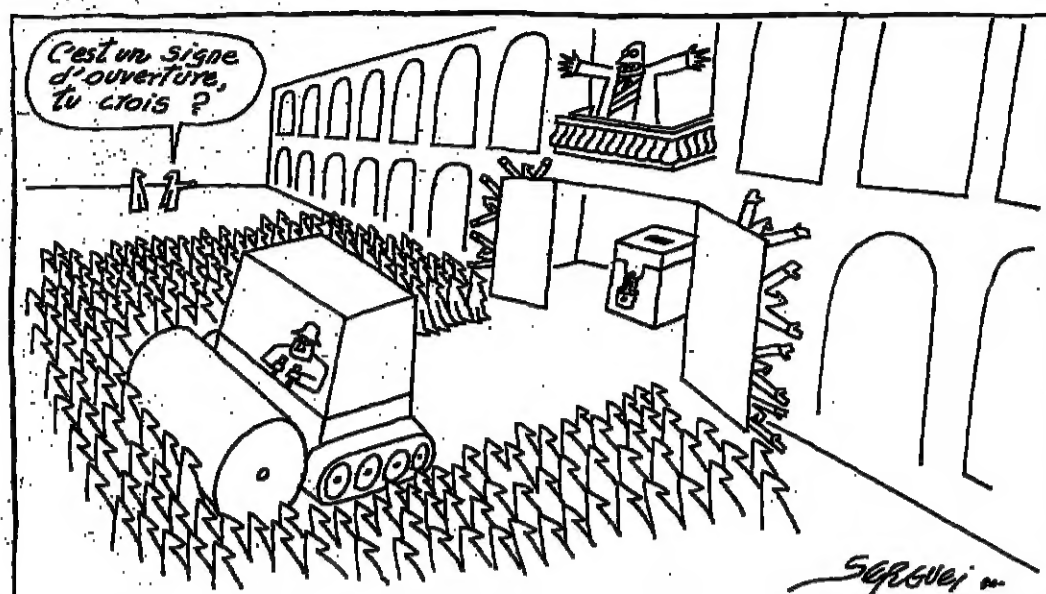
Au départ, la marche organisée par le parti anglophone n'avait rien d'une manifestation de protestation, assure John Fru Ndi, trente-neuf ans, président du SDF. Soucieux de se donner une image légitime, les fondateurs du SDF avaient déposé les statuts de leur organisation le 16 mars auprès du gouverneur de province. Après tout, plaident-ils, le multipartisme n'est-il pas inscrit dans la Constitution? Et, bien que l'arsenal des lois d'exception ait toujours réussi à entraver la liberté d'association, les promesses répétées du président Paul Biya en faveur de la démocratie et du pluralisme ne laissent-elles pas pressager une certaine souplesse? Les démarches administratives du SDF ne requièrent aucune réponse de la part des autorités.

Loin de se laisser démonter, John Fru Ndi et ses partisans décident alors, en l'absence d'un feu vert officiel, c'est la rue qui célébrerait, le 26 mai, le « baptême » de leur mouvement. Rien de clandestin, là non plus. Et rien, surtout, de séditionnel : sur les photos, prises au tout début de la marche, on voit de jeunes sympathisants du SDF brandir des pancartes où l'on souhaite « longue vie à Son Excellence Paul Biya », félicité pour ses « efforts pour l'instauration du multipartisme ». Pourtant, la cérémonie tourne vite au tragique.

L'armée fut prise de panique devant le raz de marée. « Jamais il n'y avait eu une telle manifestation à Bamenda, les gens étaient venus de partout, ils étaient plus de vingt mille dans les rues », raconte un prêtre. Il y eut, de ses yeux, à la morgue de l'hôpital, les cadavres de six jeunes tués par les balles des soldats. A Yaoundé, la presse pro-gouvernementale affirma que les victimes ont été piétinées par la foule. En privé, les cercles officiels persistent d'une « émeute » militaire. Les Camerounais, eux, s'interrogent. « Avant la fusillade de Bamenda, on pensait que le président Biya pouvait être l'homme de la transition. A présent, on en doute », souligne John Fru Ndi.

Le SDF, qui comptait « une centaine de militants » au moment de sa création, revendique désormais « près de deux millions de sympathisants ». Même si ces chiffres sont exagérés, nul doute que, dans la période de changement politique qui s'annonce, le chef de l'Etat devra compter avec le poids des anglophones (environ 20 % de la population) et, en particulier, avec le SDF, qui prévoit, « dans les semaines qui viennent », des rassemblements à travers tout le pays.

Parmi la vingtaine d'associations politiques en attente de légalisation, certaines ont déjà acquis un embryon de popularité : l'avocat Yondo Black, leader du Mouvement national pour la démocratie (MND), ou l'homme d'affaires Anicet Ekoh, un des porte-parole de la mythique mais très divisée Union des populations du Cameroun (UPC), ne ménagent pas leurs efforts médiatiques depuis leur sortie de prison. Les deux hommes, condamnés le 5 avril dernier pour « subversion »



et « outrage » au chef de l'Etat, ont finalement été graciés à la mi-octobre. Leur témoignage, plus percutant que leur programme politique, n'est pas fait pour redorer le blason du régime : « Les prisons camerounaises sont de véritables mouroirs. A Yaoundé, la nourriture est tellement insuffisante que certains détenus mangent des souris crues », affirme Anicet Ekoh.

Même si les droits de l'homme ne sont respectés que de manière très approximative par les autorités, il serait cependant ridicule de nier les efforts d'ouverture entrepris par le chef de l'Etat. Malgré des exceptions notables, comme la saisie récente de l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, la censure de la presse se fait moins capillaire et le ministre de l'Intérieur n'a plus la main aussi lourde que par le passé. « Il y a encore un an ou deux, je ne pouvais pas passer un mois sans être inquiété ou arrêté par la police », se rappelle le journaliste Célestin Monga, trente ans. « Ils débarquaient chez moi et emportaient toutes mes affaires : une fois ils sont même repartis avec la télé et la Cocotte-Minute ! », s'exclame-t-il. Economiste de profession, ce jeune intellectuel de Douala avait vu son passeport confisqué en mars 1988. On le lui a rendu en juin dernier. Et, si certains de ses articles publiés dans le *Messenger* – un des hebdomadaires parmi les plus mordants et les plus lus de la presse privée – font encore, ici et là, de mauvaises rencontres avec les ciseaux de la censure, le talentueux polémiste est l'un des premiers à se féliciter de la plus grande liberté de parole qui règne dans le pays.

Un pays « malade de la cleptocratie »

Le *Messenger* n'est pas le seul à s'être engouffré dans la brèche. De la *Détente* au *Combattant*, de la *Gazette* à l'*International News Hebdo* – sans oublier *Footbal-élite*, indispensable au royaume des Lions indomptables – les lecteurs camerounais ont plus d'une histoire croustillante à se mettre sous la dent. Les détournements de fonds et autres gabegies étatiques ont la faveur des premières pages. « Le pays est malade de la cleptocratie », diagnostiquait, en août, l'*International News Hebdo*, selon lequel « 650 milliards de francs CFA (environ 13 milliards de FF) ont été détournés en quatre ans ».

Ailleurs, on cite l'exemple de la SCB, ex-filiale du Crédit lyonnais, dont « le directeur général est parti avec des dizaines de milliards de francs CFA », et qui coulerait actuellement des jours paisibles « en Suisse ». Ou celui de l'Office national du commerce des produits de base (ONCB), dont le patron, soupçonné d'avoir détourné « près de 40 milliards de francs CFA », bénéficie d'une « totale impunité ».

« La fraude a toujours existé », commente Emmanuel Nombissi, un des permanents de la rédaction du *Messenger*. Seulement, avant, il y avait toujours des milieux qui tombaient. Maintenant, plus rien ne tombe. A en croire nombre d'intellectuels, la « crise mondiale » dont se gargarisent les milieux gouvernementaux pour justifier les difficultés de l'économie camerounaise n'explique pas tout. « Compte tenu de notre potentiel économique – le café, le cacao, le coton, sans parler du pétrole – et des nombreux signaux d'alarme dont nous disposons, on aurait pu, non pas empêcher totalement les effets de la crise, mais en limiter les dégâts », s'insurge un universitaire de Yaoundé.

Colère et inquiétude sont partagées par certains hommes d'affaires. « Le vol de l'argent de l'Etat est devenu tellement banal que ça ne choque plus personne. Moi, ça me scandalise ! », s'exclame Protas

Ayanga Amang, trente-huit ans, fondateur de la Compagnie nationale d'assurances (CNA), première société d'assurances 100 % camerounaise, et dirigeant de la Financière, sorte de tontine modernisée transafricaine. Sans cacher sa défiance vis-à-vis des politiciens, ce patron dynamique, membre du Rotary Club, n'en considère pas

moins le multipartisme comme « une condition minimale – mais non suffisante – pour libérer les énergies et redonner sa vitalité au pays, en créant des contre-pouvoirs ». Mais pour lui, comme pour beaucoup d'intellectuels, le vrai défi serait d'ordre moral : « Nous devons revitaliser les notions d'Etat, de nation, redonner tout son sens à la valeur

humaine et, surtout, nous mettre au travail ! » Pour désigner le pourrissement des organes du pouvoir, les mauvaises langues parlent, elles, de la « bêtisation » des postes-clés, ironique raccourci évoquant l'éthnie Beti à laquelle appartient le chef de l'Etat. C'est qu'il y a, bien sûr, dans le débat qui s'ouvre – et qui cause de forts grincements de dents au sein même du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), le parti unique au pouvoir – un arrière-fond tribal et régional.

L'élimination brutale, au lendemain du putsch manqué de 1984, des élites musulmanes du Nord, et le silence persistant de la communauté bamilé – une des plus influentes sur le plan économique – expliquent, en partie, la faiblesse actuelle de l'opposition. De ce vide relatif, le SDF a su tirer les fruits. Son succès provisoire est à double tranchant.

Dans les cercles gouvernementaux, on agit fréquemment la thèse du « complot anglophone ». Certains n'hésitent pas à voir, dans la contestation qui a vu le jour à Bamenda le 26 mai, la main du Nigeria voisin, voire de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. « Tout ça, c'est de la blague ! La vérité, c'est que le mécontentement est partout dans le pays », rétorque un partisan du SDF.

Les étudiants de l'université de Yaoundé ne lui donneront pas tort. La manifestation, qu'ils avaient

organisée « par solidarité » avec les « marcheurs » de Bamenda, a, elle aussi, été sévèrement réprimée. De source universitaire, on précise que deux étudiants, arrêtés par les militaires, « sont morts en détention, des suites de tortures ». Cette « bavure »-là n'aura guère fait de bruit. Evoquant, de manière sibylline, les incidents du campus, la presse officielle s'est contentée d'insinuer que les étudiants avaient « chanté l'hymne nigérian ». Une accusation un peu courte, qui, faute de convaincre, semble traduire le désarroi d'une classe dirigeante en manque d'arguments.

Le président Biya – qui aime à se poser en « grand ami de François Mitterrand » et dont le régime bénéficie de la traditionnelle bienveillance de Paris – ne cesse, depuis cinq ans, de vanter les vertus (à venir) de la démocratie et de l'ouverture politique. La commission consultative pourrait proposer d'abolir les lois d'exception et de réviser la législation sur les libertés publiques. Son rapport, remis fin octobre au chef de l'Etat, doit être à présent discuté par l'Assemblée nationale. De l'issue de ces débats dépendra la naissance officielle du multipartisme. A moins que les impatiences de la rue ne viennent, une nouvelle fois, bousculer le calendrier.

CATHERINE SIMON

D'UN BON ASSEMBLAGE NAISSENT LES GRANDS CRUS.



Rendre un service à haute valeur ajoutée grâce à une recherche active et à des conseils pertinents ; choisir et développer ses activités avec le dynamisme mais aussi toute la prudence nécessaires ; combiner la contrepartie et le market-making pour assurer un service de liquidité unique ; fonder la qualité de chaque prestation sur un service administratif fiable et performant : parce qu'ils partagent les mêmes exigences, le groupe S.G. Warburg, l'un des plus importants établissements financiers et bancaires de la City, et sa filiale Baccot-Allain ont été portés par la confiance de leurs clients au tout premier rang de leurs marchés respectifs. Cette vision commune les a conduits à s'unir fin 1987.

L'ensemble ainsi constitué bénéficie non seulement d'une présence multinationale étendue mais de la solidité que confèrent des capitaux importants : capitaux permanents proches de 9 milliards de francs pour le groupe S.G. Warburg au 31 mars 1990, fonds propres supérieurs à 230 millions de francs pour Baccot-Allain. La connaissance que ce groupe possède des grandes places financières mondiales et des sociétés opérant dans chaque pays est enrichie quotidiennement par les études de services de recherche figurant parmi les meilleurs de leurs marchés respectifs et comptant 160 analystes répartis à travers le monde. Grâce à l'appui de 33 implantations dans le monde et à leur connais-

sance approfondie des marchés nationaux, le groupe S.G. Warburg et Baccot-Allain peuvent, pour le compte de leurs clients français et internationaux, déceler les opportunités et assurer un service véritablement sur mesure. Le groupe fait ainsi partout bénéficier ses clients d'un rapprochement qui ouvre les marchés français au monde et les grands marchés mondiaux aux intervenants français. De l'assemblage de volontés, de cultures et d'hommes mûrs par une exigence commune, est né un grand cru financier.

Que vous soyez une entreprise, un institutionnel ou un particulier, notre alliance depuis trois ans multiples vos possibilités partout dans le monde.

S.G. WARBURG GROUP EN FRANCE

S.G. WARBURG FRANCE Baccot-Allain Baccot-Allain S.G. WARBURG BACOT-ALLAIN
Société de Bourse Gestion

65, RUE DE COURCELLES 75008 PARIS

VOICI QUELQUES EXEMPLES DE POLICES DE CARACTERES
ACTUELLEMENT DISPONIBLES SUR MACINTOSH

Achetez Apple chez IC
 Achetez Apple chez IC
 Achetez Apple chez IC
 Achetez Apple chez IC
 Achetez Apple chez IC
 Achetez Apple chez IC
 Achetez Apple chez IC
 Αψηετεζ Αππλε ψηεζ ΙΨ
 Achetez Apple chez IC



Objectivement, voici
quelques bonnes
raisons
d'acheter
Apple chez

IC: meilleures conditions sur tout Apple
- 10 ans d'expérience et de conseil-
maintenance performante et économi-
que - hot line gratuite - suivi d'installa-
- formation - et, sans doute le plus
important, disponibilité et sourire.

International Computer est le premier
distributeur Apple en Europe. Sa puis-
sance d'achat en volume vous fera bé-
néficier d'une disponibilité immédiate
sur les nouveaux Macintosh IIsi, et
Classic, mais aussi sur toute la gamme
Apple. Pour mieux connaître les nom-
breux avantages IC, téléphonez nous
vite ou venez nous voir, 6 jours sur 7,
de 10 h à 19 h et même à 18 h 55 nous
ferons certainement affaire ensemble.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS TEL (1) 42 72 26 26
 APPLE CENTER IC VENDOME 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS TEL (1) 42 86 90 90

IC MARSEILLE SA 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE TEL 91 37 25 03
 IC TOULOUSE SA 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE TEL 61 25 62 32
 IC NANTES SA 3 ALLEE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES TEL 40 47 08 62

WELLDOME

Les tourments

Les principes

La réforme des professions judiciaires et juridiques

Les tourments sénatoriaux de M. Nallet

Les sénateurs ont repris, lundi 12 novembre, l'examen du projet de loi portant réforme des professions judiciaires et juridiques, rejeté en juin dernier par l'Assemblée nationale, et présenté, au nom du gouvernement, par M. Henri Nallet, garde des sceaux (*le Monde* du 9 novembre). A la demande de la majorité sénatoriale, la séance de nuit a toutefois été suspendue, afin de protester contre les violences commises pendant la manifestation des lycéens le jour même dans les rues de Paris. L'examen du projet devait se poursuivre mardi 13 novembre.

Décidément, ce texte joue de malchance. Après avoir été, à l'Assemblée nationale, l'objet d'un examen qui le dépassait largement entre les deux camps des groupes de l'opposition, voilà que, cette fois, ce sont les lycéens, ou plutôt les « casseurs », qui les accompagnent encore au Sénat. Peu à peu, et doucement, une nouvelle profession d'avocat est pourtant en train de naître, qui doit mieux préparer les professionnels aux échéances de 1993.

Sur ce texte, qui bouleverse tant de traditions, les plus conservateurs ne sont pas toujours à l'aise. Et, au cours des deux séances déjà consacrées à ce projet, une étrange alliance s'est parfois dessinée entre le ministre de la justice, le rapporteur au nom de la

commission des lois, M. Luc Dejoie (RPR, Loire-Atlantique) et la majorité sénatoriale, contre le groupe communiste et, dans certains cas, les sénateurs socialistes eux-mêmes.

C'est ainsi que, sur l'une des principales dispositions du projet de loi, l'ouverture du droit au salariat chez l'avocat, les plus ardents défenseurs du maintien du caractère libéral de la profession, furent l'orateur communiste, M. Charles Lederman (Val-de-Marne) et le sénateur socialiste, M. Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire de Belfort).

« L'interdiction du salariat pour les avocats reflète l'exigence de leur indépendance », a indiqué M. Lederman. Face au juge, à l'administration, au pouvoir, l'avocat est seul, n'ayant à rendre compte qu'à son seul client et à sa conscience : que reste-t-il de tout cela si l'avocat est un salarié qui reçoit des ordres ? Cette vision apocalyptique du salariat a tout de même suscité une certaine surprise chez M. Guy Allouche (PS, Nord), qui a estimé que « mettre en cause l'indépendance, pour refuser le salariat, c'est faire injure aux millions de salariés de notre pays et considérer que tout salarié est dépendant, j'allais dire acheté ».

Ce sentiment a été partagé par M. Marcel Rudloff (U. C. Bas-Rhin), selon lequel le débat entre indépendance et salariat « relève un peu de la théologie et beaucoup de la sémantique ». Quant au garde des sceaux, soulignant « l'hypocrisie » des arguments contre le salariat, il a indiqué que nombre de « collaborateurs » d'avocats,

étaient aujourd'hui « dans une situation de dépendance bien plus étroite que celle de salariés qui, eux, bénéficient des droits acquis et du code du travail ».

C'est encore à ses propres amis politiques que M. Nallet a dû s'opposer à propos des mesures transitoires prises pour faciliter l'accès des autres professionnels du droit au nouveau métier d'avocat institué par le projet de loi. Partageant le souci du rapporteur, de faciliter les « passerelles » entre les professions, le garde des sceaux s'est, cette fois, trouvé confronté à l'ensemble du groupe socialiste et aux sénateurs communistes, qui voyaient dans ces mesures une volonté de « brader la profession d'avocat de manière scandaleuse ».

La pression des intérêts catégoriels

M. Nallet a, en revanche, subi contre son gré, la loi de la majorité sénatoriale, attachée à la création de conseils régionaux et d'un conseil supérieur des barreaux pour représenter les avocats auprès des pouvoirs publics. Mais le garde des sceaux n'était pas encore au bout de ses peines.

Tous les sénateurs, quelle que soit leur couleur politique, ont ainsi défendu avec acharnement le maintien de mesures exorbitantes du droit commun pour les avocats.

Il s'est notamment opposé à l'unanimité un amendement déposé, au nom de la commission des lois, par M. Dejoie, prévoyant l'affiliation de tous les avocats, salariés ou non, à la Caisse nationale des barreaux français (CNBF),

à l'exception des anciens conseils juridiques salariés qui choisiraient le nouveau statut institué par le projet de loi et resteraient inscrits au régime général de la sécurité sociale.

Cette unanimité, et la menace qui l'accompagnait de la part de certains groupes de la majorité d'un vote contre l'ensemble du texte, au cas où le gouvernement tenterait de revenir sur cette volonté sénatoriale, a ébranlé M. Nallet. Tout en rappelant que « les règles générales de la Sécurité sociale devaient s'appliquer », le garde des sceaux s'est montré compréhensif à l'égard de « l'attachement justifié » des avocats à leur propre régime de protection sociale et de leur crainte de voir l'équilibre de la CNBF mis en péril par le salariat.

Aussi s'en est-il prudemment remis sur ce point à la « sagesse » de la Haute Assemblée, en précisant toutefois qu'il avait entamé des négociations avec le ministre chargé de la santé et de la solidarité, M. Claude Evin, ainsi qu'avec le premier ministre, M. Michel Rocard, pour exaucer les vœux des sénateurs. L'adoption de cette mesure ne devrait donc pas être remise en cause à l'Assemblée nationale.

Face à des intérêts catégoriels omnipotents, relayés avec passion par les sénateurs, en dépit des démentis d'usage, ce projet a décemment vu presque autant d'« alliances surprises », ou de fronts contre nature que le mémorable texte sur la limitation de la publicité relative au tabac et à l'alcool.

PASCALE ROBERT-DIARD

A l'Assemblée nationale

DOM-TOM : M. Le Pensec relance le débat institutionnel

L'Assemblée nationale a adopté, dans la nuit du lundi 12 au mardi 13 novembre, par 294 voix contre 4, le budget des départements et territoires d'outre-mer (2,17 milliards de francs, soit une augmentation de 5,44 % par rapport à l'an passé), défendu par M. Louis Le Pensec, le RPR, l'UDF, l'UDC et le PC se sont abstenus. Les quatre votes négatifs sont ceux de M. Michaux-Chevry, MM. Legros, Chirac (RPR), et Vermandon (non inscrit). Le ministre des DOM-TOM a profité du débat pour confirmer son intention de relancer les réformes institutionnelles dans les DOM en se référant implicitement au nouveau statut projeté pour la Corse.

Il se passe toujours plein de choses dans un débat budgétaire sur les DOM-TOM. Même quand la France a l'esprit ailleurs comme c'était le cas, lundi après-midi 12 novembre, alors que les lycéens défilaient par dizaines de milliers dans les rues de Paris.

Cette fois, par exemple, M. Le Pensec s'est franchement mis en colère, ce qui n'est pas fréquent chez M. Lucette Michaux-Chevry, député de la Guadeloupe, au nom du RPR, lui a reproché, d'une part, de « banaliser » le revenu minimum d'insertion, outre-mer, en remplaçant « la dignité et la responsabilité du citoyen par l'assistance » et d'autre part, d'avoir augmenté de 400 % les crédits de frais de réception et de voyages officiels de son ministère.

M. Le Pensec a fait schématiquement remarquer à M. Michaux-Chevry qu'elle n'est pas « la dernière à se plaindre » quand le ministre des DOM-TOM ne vient pas assez souvent en Guadeloupe, et il lui a demandé si elle regretterait que les populations des DOM bénéficient des ressources du RMI. Ce qui oblige l'ancien secrétaire d'Etat à

approuver cette « mesure générale », tout en déplorant que l'insertion ne suive pas l'assistant.

Un beau lièvre

En outre, beaucoup d'orateurs, toutes étiquettes confondues, ont levé un beau lièvre en dénonçant un amendement du rapporteur général du budget, M. Alain Richard, qui se propose de revenir, à la fin de la semaine, sur les mesures de décentralisation prises en 1987 par le gouvernement de M. Jacques Chirac pour favoriser les investissements dans les DOM. Devant le tollé, M. Le Pensec a affirmé que le gouvernement « n'estime pas possible » de reprendre cet amendement à son compte. Certes, a-t-il expliqué, la décentralisation a eu « des effets pervers » puisqu'elle a notamment développé la spéculation foncière, mais elle a eu aussi « des effets à conserver ».

L'essentiel était pourtant ailleurs. En réponse à diverses sollicitations, le ministre des DOM-TOM a indiqué, en effet, que « c'est dans les départements d'outre-mer que le débat sur l'évolution institutionnelle sera le plus d'actualité en 1991 » parce que, huit ans après la loi de décentralisation de 1982, il convient de procéder aux retouches rendues impératives par la pratique, même si les points de vue varient beaucoup d'un DOM à l'autre.

« Le minimum est de s'interroger sur les frontières des compétences entre le conseil général et le conseil régional ; celles-ci ne sont pas intangibles », a souligné M. Le Pensec en se référant à « tous les exemples qui s'appliquent ou sont en gestation ». Allusion évidente à la Corse. Il est désormais clair que le nouveau statut de l'Ile de Beauté, inspiré du statut d'autonomie interne du territoire polynésien, servira bientôt de référence pour l'avenir statutaire des départements d'outre-mer, promus apparemment à des institutions sur mesure, conformément aux vœux de la plupart des élus locaux. Juste retour des choses...

A. R.

Le projet de statut de M. Joxe

La discussion sur le « peuple corse » inquiète les nationalistes

BASTIA de notre envoyé spécial

A Paris, on entend les parlementaires du MRG corse joindre leurs voix à celles des dirigeants nationaux du RPR et de l'UDF pour condamner vivement, avec l'accord à demi-silencieux de certains socialistes, la définition du « peuple corse », donnée par l'article premier du projet de loi présenté par M. Pierre Joxe prévoyant un nouveau statut pour l'Ile. En Corse, on pèse les risques de retour à la violence que entraînerait la remise en cause de cette définition ou la suppression totale de l'article premier : « Il ne faut pas se faire d'illusion. Enlever cet article, ce serait la fin de la trêve, la fin de la paix civile. Les nationalistes auraient l'impression d'avoir été trompés. » C'est ce que dit M. Laurent Croce, premier secrétaire fédéral du PS en Haute-Corse. Il est l'un des interlocuteurs privilégiés du ministre de l'Intérieur sur l'Ile. Il est aussi considéré comme l'une des personnalités non nationalistes bien informées de ce qui se passe à l'intérieur de cette famille.

Tel qu'il était dans la version rédigée par M. Joxe, l'article premier du projet n'allait évidemment pas assez loin pour les nationalistes, mais il n'avait pas suscité de leur part de vives désapprobations. En revanche, en ajoutant, à la demande du président de la République, que le peuple corse est une « composante du peuple français », le conseil des ministres du 31 octobre a déçu les nationalistes. M. Yves Stella, directeur de l'« hebdomadaire nationaliste », « U Ri-bonu », a jugé, lundi 12 novembre, au micro de RCFM-Bastia que la définition proposée n'a plus guère de sens à force d'être « corse » dans tant de précautions. Pour M. Stella, « la barre est très basse » et le Parlement risque de l'abaisser encore.

Tout le problème est là. M. Joxe avait mis au point une rédaction aux termes soigneusement pesés qu'il a défendue pendant le conseil des ministres. En la modifiant, une sorte d'équilibre délicat a été rompu et le ministre de l'Intérieur le sait. C'est pourquoi, depuis des semaines, il répète qu'il a pris ses propres « responsabilités » et que

c'est maintenant au gouvernement puis aux parlementaires de prendre les leurs...

Dans le jeu compliqué, où chaque mot est lourd de symbole, qui se joue en Corse, on considère habituellement que les nationalistes auraient mieux compris que la définition du « peuple corse » soit modifiée par le Parlement. En édulcorant son propre texte, le gouvernement leur a donné l'impression de ne pas aller jusqu'au bout de la logique de M. Joxe.

Atmosphère lourde

Bien que l'écclésiologie, tant sur le plan public que clandestin du mouvement nationaliste, rende difficile toute prévision, il semble que, malgré cette déception, la majorité des nationalistes reste soucieuse de préserver la nouvelle « ambiance » introduite en Corse par l'action de M. Joxe.

Autrement dit, la trêve des actions armées ne serait pas pour le moment remise majoritairement en cause. En revanche, M. Croce est loin d'être le seul à se montrer pessimiste au cas où le Parlement, moins au fait des enjeux corse que M. Joxe, supprimerait carrément l'article premier qui suscite sur le continent la levée de boucliers que l'on sait.

L'atmosphère est donc relativement lourde sur l'Ile tant le débat s'est focalisé sur l'affaire du « peuple corse ». En dehors de ce problème, en effet, seule la refonte des listes électorales provoque de vives oppositions, mais M. Croce pense que le maintien de la refonte des listes est, avec le maintien de l'article premier, une condition nécessaire pour obtenir que les nationalistes prolongent leur attitude de neutralité vis-à-vis de l'action du gouvernement.

Quant aux anti-nationalistes, ils en sont au stade des menaces. Lundi, M. Croce a reçu une lettre lui signifiant que ses jours sont comptés, signée par le MAS, un mouvement qui avait déjà revendiqué des attentats contre le garage et les bureaux d'un militant nationaliste.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Les principales modifications apportées

• **Salariat de l'avocat.** — Dans la perspective de la fusion des deux professions d'avocat et de conseil juridique, le projet de loi prévoit la possibilité de recourir au salariat pour l'avocat. Cette disposition essentielle du projet de loi suscitait l'hostilité absolue du groupe communiste, qui avait déposé un amendement de suppression, et celle, au sein du groupe socialiste, de M. Michel Dreyfus-Schmidt. Chez les professionnels, cette mesure est accueillie favorablement par les gros cabinets parisiens et les jeunes avocats, alors que les petits cabinets sont inquiets des charges nouvelles ainsi créées. Pour ses adversaires, le salariat est, en outre, incompatible avec la nécessaire indépendance de l'avocat.

Afin de tenir compte de ce dernier argument et du statut particulier de l'avocat, les sénateurs ont modifié la version initiale du projet de loi, en créant, pour l'avocat salarié, des dispositions exorbitantes du droit commun. Un premier amendement de la commission des lois précise explicitement que l'avocat salarié « dans l'exercice des missions qui lui sont confiées, bénéficie de l'indépendance que comporte son serment ».

De même, en cas de conflit avec son employeur, un autre amendement précise que les litiges nés à l'occasion de l'exécution d'un contrat de travail « sont soumis à l'arbitrage du bâtonnier, à charge d'appel devant la cour d'appel siégeant en chambre du conseil ». La majorité sénatoriale s'est donc opposée sur ce point au gouvernement qui souhaitait, pour sa part, soumettre les litiges entre avocats au conseil des prud'hommes, après toutefois le recours à la médiation préalable du bâtonnier.

• **Conditions d'accès à la profession d'avocat pour les étrangers.** — Reprenant à son compte les modifications proposées au printemps par l'Assemblée nationale, la majorité sénatoriale a adopté un amendement

toriale à adopté un amendement de la commission des lois, étendant aux étrangers non ressortissants de la communauté européenne le droit de s'installer en France, sous réserve d'une condition de réciprocité : l'accès à la profession d'avocat, pour les étrangers hors CEE, sera accordé à condition que leur pays d'origine donne aux Français la faculté d'exercer, sous les mêmes conditions, l'activité qu'ils se proposent de pratiquer en France. Un autre amendement précise que l'avocat non ressortissant de la CEE, s'il n'est pas titulaire du certificat d'aptitude professionnelle à la profession d'avocat (CAPA), devra subir, pour s'inscrire au barreau français, un examen de contrôle des connaissances en droit français, dont les modalités seront fixées par décret en conseil d'Etat.

• **Formation professionnelle des avocats.** — Là encore, la majorité sénatoriale a repris les propositions de l'Assemblée nationale, en adoptant un amendement du gouvernement qui modifie le projet de loi : la formation professionnelle des avocats s'accomplira en trois années : un an de théorie et deux ans de pratique (le texte initial prévoyait deux ans de théorie, un an de pratique). Au cours de leur formation, les élèves avocats, qui effectuent des stages dans des juridictions, pourront assister aux délibérés et seront donc soumis au secret. Dans le même esprit, les auditeurs de justice pourront également plaider, dans le cadre de leur stage dans un cabinet d'avocat.

Les sénateurs ont, en revanche, rejeté un amendement du gouvernement qui prévoyait l'institution d'un centre national de la formation professionnelle, doté de la personnalité morale, et chargé de coordonner les actions de formation des centres régionaux, ainsi que de répartir le financement des activités de formation.

• **Conseils régionaux et conseil supérieur des barreaux.** — Les sénateurs ont adopté un amendement de la commission des lois, instituant un système centralisé : le conseil supérieur est composé des présidents des conseils régionaux des barreaux et de délégués élus dans le ressort de chaque conseil régional pour un mandat de quatre ans, avec renouvellement partiel tous les deux ans.

Les sénateurs ont institué, contre l'avis du gouvernement, des conseils régionaux des barreaux, auprès de chaque cour d'appel, chargés de représenter les avocats, de concilier ou de trancher les différends d'ordre professionnel entre les conseils de l'ordre ou entre les avocats du ressort de la cour d'appel. Ils sont composés des bâtonniers des barreaux et de délégués élus par les conseils de l'ordre, pour un mandat de quatre ans, renouvelable par moitié tous les deux ans.

A l'échelon national, les sénateurs ont créé un conseil supérieur des barreaux, chargé de représenter la profession auprès des pouvoirs publics. Le garde des sceaux et la majorité sénatoriale se sont opposés sur la composition de ce conseil. L'amendement du gouvernement prévoyait une éléction de ses membres au scrutin de liste avec représentation proportionnelle. Mais les sénateurs ont adopté un amendement de la commission des lois, instituant un système centralisé : le conseil supérieur est composé des présidents des conseils régionaux des barreaux et de délégués élus dans le ressort de chaque conseil régional pour un mandat de quatre ans, avec renouvellement partiel tous les deux ans.

• **Protection sociale.** — Les sénateurs ont adopté un amendement de la commission des lois, instituant un système centralisé : le conseil supérieur est composé des présidents des conseils régionaux des barreaux et de délégués élus dans le ressort de chaque conseil régional pour un mandat de quatre ans, avec renouvellement partiel tous les deux ans.

• **Convention collective.** — La texte rejeté par l'Assemblée

M. Fabius s'entretient avec M. Poher de la rénovation du travail parlementaire

L'Europe et la rénovation du fonctionnement du Parlement ont été les deux thèmes de l'entrevue, lundi 12 novembre, de MM. Alain Poher et Laurent Fabius, présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale. Ils ont évoqué les prochaines assises de la Conférence des Parlements de la Communauté, du 27 au 30 novembre à Rome, à laquelle

prendront part dix sénateurs et seize députés français. M. Poher a fait part des travaux de la délégation sénatoriale qui vient de publier un rapport très complet et a affirmé sa détermination de poursuivre sa réflexion sur l'adaptation du fonctionnement du Sénat. M. Fabius a, de son côté, rappelé les suggestions qu'il a faites sur l'allongement de la

durée des sessions et sur une meilleure organisation de l'ordre du jour.

M. Fabius a enregistré, d'ailleurs, le renfort d'un député de l'opposition. Député UDF de l'Isère, M. Georges Colombarier, vice-président du conseil général de ce département, vient en effet de déposer une proposition de loi constitutionnelle tendant à insti-

tuer la session parlementaire unique. Cette proposition entre dans le cadre d'une entente de « réhabilitation » de la politique, précise M. Colombarier. Le député UDF est persuadé que ces mesures « sont indispensables pour rétablir le fossé si préjudiciable qui ne cesse de grandir entre les Français et les hommes politiques ».

LES MANIFESTATIONS

Plus de cent mille jeunes ont participé, à Paris, à la « marche nationale pour l'éducation »

Les vitrines brisées du mouvement

En réunissant à Paris plus de 100 000 manifestants et près de 200 000 dans les grandes villes de province, les lycéens ont réussi lundi 12 novembre leur démonstration de force. Mais des scènes de pillage et de violence ont eu lieu dans la capitale, près du pont de l'Alma, jusque vers 21 heures. Le dernier bilan faisait état d'une centaine de membres des forces de l'ordre blessés, dont 18 hospitalisés, d'un jeune blessé grièvement au visage, d'une centaine de véhicules détruits ou endommagés et de 91 interpellations de « casseurs ». 83 personnes étaient gardées à vue mardi 13 au matin. La coordination animée par les jeunes communistes, trotskistes et les socialistes du courant Chevènement, a appelé à de nouvelles manifestations régionales vendredi 16 novembre. L'autre coordination, animée par la Fédération indépendante et démocratique des lycéens (FIDL), devait se réunir mercredi 14 novembre.

« faire les courses » dans les magasins pillés, ces centaines de jeunes sont visiblement peu préoccupés par le renouveau de la pédagogie au lycée.

Avec de vrais airs de conspirateurs, ils écartent sans ménagement quiconque ose s'intéresser de trop près à leur manège. Livrés à eux-mêmes dans les beaux quartiers, les exclus du système scolaire vivent leur jour de gloire, faisant la nique au ministre, aux journalistes, à la société tout entière. Ces recalcitrants de la société à deux vitesses vont faire exploser la manif.

Il a suffi que quelques éléments de cet avant-cortège courent à l'assaut des vitrines du magasin C. & A. peu avant 16 heures, pour provoquer un mouvement de foule incontrôlé. Contempler les « casseurs » ou les empêcher d'agir ? La foule lycéenne ne cessera d'osciller. Les vigiles du centre commercial, accompagnés de chiens, bouclent les accès aux magasins, lancent des lacrymogènes. Les photographes qui ont immortalisé les assauts se font menacer, courser : deux jeunes, dont seuls les yeux dépassent d'un foulard, s'acharnent sur une équipe de TF1, blessant à la tête un preneur de son, matraquant la caméra. Des lycéens assistent en simples spectateurs à ces recalcitrances : « On n'est pas là pour faire la police », remarquent-ils seulement.

Soudain, une rumeur de charge policière se répand : « Les CRS !!! ». Pas un seul uniforme ne pointe à l'horizon, mais la panique est immédiate. Effrayée par « cette manif qui dégénère en bataille », une brochure de lycéennes de Bobigny songe sérieusement à « se casser ».

Les « casseurs », eux, ne sont pas partis bien loin. A 16 h 10, une trentaine d'entre eux se massent à nouveau devant le magasin C. & A. Les coups de pieds et de matraques volent dans la vitrine déjà fendue, tandis qu'un homme d'environ vingt-cinq ans, visage barbu découvert, achève, un parpaing dans les mains, d'abattre l'épaisse glace. Lorsque la vitre s'effondre, il se recule et se désintéresse totalement des blousons et des pulis sur lesquels se jette déjà une première vague d'adolescents.

Une trentaine de CRS viennent alors barrer l'entrée du centre commercial provoquant le reflux des pillards. Mais voyant que les forces de sécurité ne protègent pas la devanture, ceux-ci reviennent à l'assaut. Un brassard blanc du service d'ordre autour du bras, un lycéen tente alors de s'interposer. Un coup de poing l'attire au plein visage. Il s'effondre, puis évalue le passage. Des dizaines de jeunes s'engouffrent dans le magasin et en ressortent quelques secondes plus tard alourdis de blousons, de pulis ou de robes. Dix minutes se sont passées depuis l'arrivée des premiers uniformes.

Dans le cortège lycéen, la plupart des manifestants n'ont rien vu et, même si les bruits courent qu'il y a eu du baston, beaucoup passent devant le centre commercial sans rien remarquer. Depuis la Bastille, par grappes compactes regroupées autour de leurs banderoles graffitées et « taguées » comme des bandes dessinées, ils ont répété, à en perdre haleine, les slogans souvent radicaux lancés depuis trois semaines dans les manifestations parisiennes et provinciales : « On sait ce qu'on veut, des moyens pour étudier », « Lycéens en colère », « J'en ai marre de la galère », « Oh là là, Oh là là, on veut du poisson pour l'éducation » ou encore l'insaisissable « Jospin t'es foutu, les lycéens sont dans la rue ».



Et ils ont semé à tous vents, boulevard de l'Hôpital et boulevard Saint-Michel, aux Gobelins et à Port Royal, les traces brouillonnées, brutales ou drôles de leurs attentes ou de leur désarroi. « On en a marre d'être pris pour des cons, ignorés, méprisés, relégués dans des bahuts crasseux. On est l'avenir et on n'a pas envie de vivre dans la merde », lance un lycéen de Saint-Denis. A l'image de ce monde qu'ils vivent syncope et en rupture, un jeune noir, en survêtement bleu, chante des slogans sur un air de rap : derrière lui, ses copains du lycée polyvalent de Villepinte tapent dans leurs mains pour marquer le rythme.

Plus loin, les lycéens de Montpouillon avancent en rangs serrés sous une large banderole. « Chers nous aussi, c'est le soul, explique l'un d'eux. On veut prouver qu'on existe et qu'on a des problèmes, même si on est en province ». La province ? Elle est partout présente, venue de Perpignan ou de Loriot, de Marseille ou de Vézou, de Dijon ou de Lisieux et plus colorée, souvent, que les délégations des banlieues parisiennes. Maryline, monte de lycée Bonaparte de Toulon, est ainsi ravie de sa petite trouvaille : pas de pancarte, mais deux mots inscrits en lettres vertes sur un petit morceau de tissu : « Coucou, maman ». Et elle explique : « Des banderoles sur le pignon et Jospin, on savait qu'il y en avait des centaines et on voulait montrer qu'on sait aussi rigoler. Ce qui ne nous empêche pas d'être sérieux et déterminés ».

Des actes, pas des promesses

Déterminés, ils le sont. Pour égrener sans lassitude tout ce qui est, à leurs yeux, inadmissible dans leur lycée : les classes surchargées, les professeurs non remplacés lors des congés, l'absence de communication dans les établissements, les horaires trop lourds... Stéphane et Franck, arrivent du LEP Alfred-Costes à Bobigny. « Jospin, si tu jûtes le malin », ont saisi là demain ! proclame l'affiche cartonnée que Franck tient à bout de bras. « Il nous prend pour des cons. Il dit qu'on n'exprime pas de revendications, même lorsqu'on lui fournit une liste d'exigences précises. Peut-être que du coup ça, il nous écouterait un peu ».

Dans la section Métiers du livre, expliquent-ils, « on est allé à trois manifestations mais on n'a pas fait grève. Il faut être raisonnable. On ne peut pas demander simultanément davantage de profs et s'écarter les cours ». Leur premier souci, c'est « la sécurité dans les ateliers ».

« On nous apprend des normes que l'on ne respecte jamais dans nos bahuts », proteste Franck. Les mécanismes, ils font de la soudure à l'arc dans une salle où des qu'il pleut, il y a des flaques d'eau. Et les mœurs des Télécoms, ils apprennent sur des claviers tellement vieux que des qu'ils arrivent dans la vie active, ils doivent refaire des stages d'insertion ».

Déterminés, ils le sont aussi, plus que jamais, depuis le début du mouvement lycéen, pour exiger « des actes, pas des promesses », refusant volontiers les tables rondes « bidon » évoquées par le ministre de l'éducation. Ce qu'ils veulent, ce sont des milliards, du concret. Et cette méfiance instinctive à l'égard des responsables politiques trouve un écho immédiat parmi les enseignants venus à l'appel du SNES (enseignants du second degré) ou du SGEN-CRDT et perdus dans la masse lycéenne.

« Jospin va leur lâcher des miettes sur les droits des lycéens. Il fait passer la démagogie pour de la démocratie », laisse tomber un professeur de lettres classiques de Clodion. Au-delà de ce soutien moral, les bataillons de profs, de parents ou d'étudiants dont la solidarité était attendue avec impatience pour diriger le mouvement, se sont avérés bien maigres. Certes les militants des deux UNEF étaient présents, notamment pour pousser les lycéens à ne pas laisser jusqu'aux Champs-Élysées, comme prévu, ou simplement décidés à en découdre. Très vite, l'atmosphère s'alourdit. Les premiers projectiles, des pierres et des morceaux de ciment prélevés sur des jardinières, fusent. Des grandes lacrymogènes répondent un écho. Pour la plupart, c'est un baptême du feu, grisant au moins au début. Des lycéens prêts regardent des collègues au look zozard se préparer à la bagarre. « Que font les flics ? », s'interrogent-ils. Ça va mal se finir.

Peut-être est-ce ce que pense le président de la Résistance au moment où il accueille, à 18 heures précises, une vingtaine de lycéens au visage grave. Entouré de plusieurs conseillers dont M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, M. Christian Sauter, secrétaire général adjoint, et M. Isabelle Thomas, égérie du mouvement étudiant de 1986 et chargée de mission pour la jeunesse à la présidence de la République, M. François Mitterrand va converser pendant quarante-cinq minutes avec la délégation dans le jardin d'hiver. A la sortie de l'Élysée, Nasser Ramdane (membre de la FIDL) affirme que M. Mitterrand s'est montré « d'accord » avec les revendications lycéennes. « C'est au gouvernement Rocard de prendre ses responsabilités et de faire quelque chose pour nos lycéens ».

Ces subtilités politiques sont depuis longtemps oubliées du côté du pont de l'Alma. Le spectacle va durer près de quatre heures, répétant inlassablement un scénario à succès-jet de projectiles divers, riposte lacrymogène, débâcle générale, nouvelle offensive sous les yeux généralement approbateurs, parfois scandalisés des manifestants qui ne cessent d'affluer. L'apparition du canon à eau sur le pont de l'Alma réannote les positions. « C'est la guerre, ils nous déclarent la guerre », braille un très jeune, enthousiasmé par ce western urbain grandeur nature. Un petit casseur qui a opéré à Montparnasse a sorti sa truelle et des lunettes de natation de son sac à dos. Tout est prêt pour le grand jeu. A l'angle du quai d'Orsay une première voiture part en fumée et

se consume longtemps avant qu'un camion de pompiers ne parvienne à se frayer un chemin.

C'est le signal. Systématiquement, les premières voitures en stationnement avenue Bosquet sont retournées, les vitres en sont brisées. D'une Golf plantée les quatre roues en l'air s'échappe le son tonitruant de l'auto-radio qui donne... les informations sur la manif. Spectacle surréaliste mais non unique.

Près de la petite gare du RER Pont-de-l'Alma, une Renault est mise à sac : ailleurs, ce sont les autobus qui sont pris pour cible par des amateurs de chamboule-tout, qui opèrent dans la bonne humeur, sous le regard de centaines de manifestants transformés en spectateurs hagards ou complices. « Nous sommes tous de Vaux-en-Vellu », a bombé quelqu'un sur les murs de l'ambassade de Bulgarie. Les salves de lacrymogène se multiplient mais les jeunes reviennent toujours, chancelant, les yeux rouges, hurlant leur « haine » contre les « keufs » (« flics » en verlan) et les « CRS-SS ».

Une puissante sono tente de mobiliser les jeunes contre la violence. « Lycéens pacifistes », « lycéens pas casseurs », entendent à perdre haleine. Peine perdue. L'engrenage attaque-riposte est enclenché depuis trop longtemps pour se laisser fléchir par de belles paroles. Entre les deux jeunesse, celle qui croit à la promotion par la scolarité, et celle qui en a été écartée, les positions sont inconciliables. Prémices de guerre civile dans la jeunesse à deux vitesses. Les premiers chantent Give peace a chance, hurlent, les poings serrés qu'ils sont pacifistes ; les seconds ricangent en enchaînant les limousines des « bourgeois ». Sur la quai d'Orsay, où une demi-douzaine de voitures sont déjà carbonisées et plus d'une vingtaine fracturées, le saccage continue. Des lycéens de Loriot tentent de s'interposer vainement.

Dialogue impossible entre deux jeunes deurs : « Comment tu réagiras si tu retrouvais ta caisse démolie ? » - « Avec Jospin, nos discussions ne donnent rien, alors faut aller plus loin, continuer à casser des voitures ».

« Je comprends que t'aies la haine, mais imagine les journaux demain ! » Grités par la bataille rangée qu'ils vivent, des jeunes commencent pourtant à être choqués par le massacre des voitures. Mais la force du défilement collectif dépasse tout. Ils cavalaient sous les faulx, hachèrent sous les gaz, trépassèrent de rage mais n'ont aucune envie de « se faire massacrer ». Un grand gaillard hors de lui frappe toutes les voitures qu'il trouve au bout de sa matraque mais s'inquiète de l'état de santé de la petite troupe qui le suit dans l'odeur acre des lacrymogènes : « Y'a personne qui fait de l'auto, au moins ! »

19 h 45. Les CRS remontent l'avenue Bosquet, prenant en tenaille le dernier carré des irréductibles de la place de la Résistance. Ils refoulent par l'avenue Rapp, brillant encore de nombreuses voitures avant de disparaître dans la nuit parisienne, laissant les traces d'un saccage jamais vu depuis mai 68.

Récit des services sociaux, informations générales et politique

A la télévision

Chronique de violences attendues

Tous les journaux télévisés ouvrent, lundi soir, sur des images de voitures en flammes. Mais, passé ce premier moment, chaque chaîne retrouve vite sa personnalité. La Cinq montre : les casseurs en action. TF1 démontre l'erreur d'une manifestation nationale. A2 en remonte : aux policiers débordés.

La Cinq bat le pavé, il où ça chourte, détaille une violence « inévitable, incontournable », tente de répondre aux questions sèches de Guillaume Durand : « Qui sont les casseurs, combien sont-ils, que font-ils ? »

Reportage, direct, et très vite un commentaire sur TF1. Gérard Carreyrou peut fustiger l'erreur d'une manifestation nationale, car c'était de la dynamite, l'er-

reur de « ceux qui l'ont encouragée », et s'inquiète de la « forte coloration ethnique » du mouvement.

Suit, comme sur les autres chaînes, la ronde des délégations, la triangle Assemblée-Mignon-Elysée, jusqu'à ce jardin d'hiver d'où sortira un Nasser Ramdane - omniprésente vedette lycéenne - « satisfait », mais rappelle le gouvernement Rocard à ses responsabilités.

Antenne 2 cherche justement à établir les responsabilités... de la police. « Malgré des effectifs considérables, c'est l'échec des précautions contre les incidents », lance Albert du Roy au directeur de cabinet du préfet de police. « Les hommes politiques n'ont pas été surs de promesses », note le même éditoria-

liste. Les hommes politiques furent pourtant les grands absents du petit écran. On ne fit qu'entrevoir Lionel Jospin annonçant son plan d'urgence, un président assis entre des jeunes, un Laurent Fabius « ostensiblement à l'écoute des lycéens » (A2 dixit). Seule FR3-île de France avait dérogé à la règle. Elle avait trouvé un manifestant, barbu, et sénateur socialiste de son état.

M. Jean-Luc Mélenchon donnait un conseil à M. Jospin : « décrocher de son bureau le portrait de Devaquet, parce que l'histoire ne se répète pas ». Au générique final, la journée se résumait par « affrontements » sur Antenne 2 et « émeutes » sur la Cinq.

M. C. I.



Le phénomène rituel

Victor W. Turner

Premier ouvrage dans la nouvelle collection « Ethnologies », dirigée par Jean Cuisinier, consacrée à la diversité des peuples et des civilisations. Paru également : Le bourgeois de Séville - Terre et parenté en Andalousie par François Héran. 224 pages - 175 F. A paraître prochainement : La maison rustique - Logique sociale et composition architecturale par Jean Cuisinier. 384 pages - 245 F.

Le phénomène rituel - Structure et contre-structure 208 pages - 148 F. puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

LYCÉENS

le revendique la r
de tout ce qui a

bons contrastes dans

l'homme

l'asse

(Quelle part
du gîte?)e droit commercial
travail et droit social

MANIFESTATION
ement

DES LYCÉENS

Les violences en marge du défilé parisien

Le Monde • Mercredi 14 novembre 1990 11

« Je revendique la responsabilité de tout ce qui a été fait »

nous déclare M. Pierre Verbrugghe, préfet de police de Paris

Préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe a répondu aux questions du Monde au soir de la manifestation lycéenne du 12 novembre.

« Composé de quinze compagnies républicaines de sécurité (CRS), et d'autant d'escadrons de police municipale, le dispositif de maintien de l'ordre a-t-il failli ? »

— Dès le départ du cortège, le service d'ordre des lycéens a été débordé par un millier de casseurs que, pour des raisons compréhensibles, il n'est jamais parvenu à contrôler. Ce millier de jeunes venait pour piller des magasins et casser du verre. Ils ont agi avec une rapidité, une violence et un cynisme tranquille qui nous ont surpris. Ils se sont d'emblée placés en avant du cortège, ce qui rendait difficile, sur le terrain, une intervention : derrière les 1 000 casseurs, il y avait les 100 000 lycéens ; et nous étions obligés d'en tenir compte.

« A la suite des nombreux contacts que nous avons eus avec les organisateurs de la manifestation, il a été décidé de tenir les forces de l'ordre le plus loin possible du cortège. Ce qui explique le temps de décalage constaté — une dizaine de minutes — lorsqu'elles sont intervenues contre le saccage

des magasins à Montparnasse. C'est un fait : nous n'avons pas été assez mobiles.

Après ce saccage, j'ai demandé aux organisateurs d'ordonner très rapidement la dispersion. Mais disperser une manifestation de cent mille participants prend du temps. Aussi les forces de l'ordre ont-elles dû gérer, deux heures durant, une situation très difficile : il était impossible de charger les éléments les plus violents, devant le pont de l'Alma, alors même que le gros de la manifestation ne s'était pas encore dispersé. C'est pour éviter de nouveaux incidents sur la rive droite que j'ai pris la décision d'empêcher toute traversée de la Seine et de couper les ponts.

« Regrettez-vous les consignes de tolérance et de modération que vous avez données, la semaine dernière, aux forces de l'ordre ? »

— Non seulement je ne les regrette pas, mais je revendique la responsabilité de tout ce qui a été fait. La sécurité de lycéens âgés de treize à dix-sept ans devait être garantie. Elle l'a été. La semaine dernière, aucun jeune n'a été blessé. Cette fois-ci, la violence physique a presque totalement égaré le camp des jeunes. Tandis que nous déplorons une centaine de blessés du côté des forces de l'ordre, ainsi que des

dégradations de magasins et de véhicules.

Les dérapages apparus lors de telles manifestations ne doivent évidemment pas remettre en cause la liberté de manifester. La Grande-Bretagne a ses hooligans, aux États-Unis, les concerts de rock vont rarement sans violences. A Paris, nous sommes confrontés à des groupes de casseurs. Bien qu'ultra-minoritaires, ils constituent une espèce de pollution qui touche l'ensemble des mouvements de jeunesse, qu'il soient sportifs, culturels ou sociaux. Les manifestations des dernières semaines avaient visiblement donné l'occasion à ces bandes de s'entraîner et de s'organiser.

« Environ huit cents policiers en civil étaient chargés d'interpeller les casseurs et les voleurs en flagrant délit. On ne les a guère vus... »

— Quand des bandes de deux ou trois cents individus sont en action, il est très délicat de faire intervenir des policiers en civil. La sécurité des fonctionnaires se trouve directement menacée. Néanmoins cinquante-deux personnes ont été interpellées en flagrant délit de vol ou de casse. Elles ont été immédiatement défilées devant les services de la police judiciaire.

Propos recueillis par ERICH INCIVAN

Les casseurs-pillards modèle 1990

« Benetton, ton-ton ». Le cortège n'avait pas encore démarré que, sur l'air des lampions, un premier pillage visait une boutique de pulls toute proche de la Bastille. Aux marges de la manifestation, plusieurs centaines de casseurs-pillards vont s'en donner à cœur joie.

Ce sont des presque mêmes, entre treize et dix-sept ans. Rien à voir avec les « autonomes » des années 70, mais à l'inverse, rien ne les distingue des autres adolescents venus des banlieues : mêmes vêtements d'ultra-sportive, mêmes origines africaines. Rien, sauf leur violence — ils ont « la haine », « la rage », — et l'absence de filles dans leurs rangs.

Nul doute que certains sont encore au collège ou au lycée professionnel. La plupart semblent se connaître et s'interpeller par le prénom. Quelques-uns, les moins farouches, qu'on mande une cigarette. L'un s'avoue provincial et explique qu'il suit le mouvement en touriste, « pour voir ». Tout juste remarque-t-on des petits sacs à dos qui s'enfilent au fur et à mesure que les vitrines se défilent. S'ils cassent, c'est pour voler.

Etre toujours en mouvement, voilà leur secret. D'un sprint sur les trottoirs, ils ont vite fait de prendre la tête de la manifestation. Des vitrines se brisent à

leur passage. Comme des rangées de CRS ferment le boulevard Saint-Michel, la « nébuleuse » violente s'engouffre dans les rues adjacentes.

Une centaine de trublions commencent par jouer à saute-captifs sur des voitures en stationnement. Toujours en courant, ils se racontent des histoires de Vaux-en-Vallin et de « canardages » de CRS pendant la dernière manifestation parisienne, ils blaguent, en riant, sur le slogan « Lycéens pacifistes ». Puis jettent leur dévolu sur des magasins qui, pour leur malheur, vont croiser leur course.

Une technique bien rodée

Certains enseignes font office d'aimants. Ainsi des « carottes » de bureaux de tabac et des rouges calicots des magasins Lavi's. Avec un sens aigu de la consommation, les jeunes se bousculent vers les magasins de « hifi », de disques laser et de « vidéo ». Ils dégringolent les étagères de leurs plus beaux blousons en cuir et les cintres volent par terre.

La technique de pillage est bien rodée : soit les voleurs s'abattent en nuée sur les rayons du magasin, soit ils démolissent sa devanture pour mieux se servir. Peu ou prou,

une trentaine de boutiques seront ainsi saccagées par la bande, qui se ravitaillera dans des épiceries et des pâtisseries. Pour faire bonne mesure, le porte-monnaie d'une passante sera arraché. A cheval sur le trottoir et le quatorzième arrondissement, bien loin de l'itinéraire officiel de la manifestation, la razzia aura duré plus d'une heure.

Modeste est l'arsenal du casseur moyen : des caillasses et des canettes de bière respectivement ramassées et vidées en marchant ; très rarement des bâtons ou des manches de pioche. Photographes et caméramen sont honnis par le casseur : s'ils filment des scènes de pillage, ils auront droit à des coups de pieds et à des jets de gaz lacrymogène. Puisqu'il est en bande, il opère sans se soucier des trois ou quatre gardiens de la paix en cyclomoteur qui ont suivi ses pérégrinations. Une poignée de trainards seront toutefois « serrés par des flics en civil », comme diront leurs comparses avant de s'engouffrer dans une bouche de métro.

Direction Montparnasse, où les plus virulents seront remarqués parmi les pillards de la place du 18-Juin-1940.

E. In.

Réactions contrastées des syndicats de policiers

La Fédération autonome des syndicats de police (FASP), majoritaire chez les policiers en tenue, a délégué quatre cents de ses militants en tête du cortège, a indiqué que cette initiative « tout à fait exceptionnelle (...) n'avait d'autre but que d'empêcher un drame » dans une manifestation composée de jeunes gens âgés de douze à dix-sept ans. La présence des délégués syndicaux a permis à leurs collègues en service « de distinguer les manifestations lycéennes pacifiques des casseurs et d'autres voyous », a estimé la fédération, dans un communiqué diffusé mardi 12 novembre en fin de soirée. La FASP a

rendu hommage à « l'attitude remarquable » des fonctionnaires des CRS et des autres forces confrontées à la violence, considérant que « leur calme et leur sang-froid ont permis d'éviter le pire ».

Mise en garde

L'Union des syndicats catégoriels de la police (USC, 29,5 % des voix chez les policiers en tenue, proche de l'opposition) s'est étonnée de la participation de la FASP à la manifestation des lycéens. L'USC remarque que « l'encadrement d'une manifestation revient aux organisateurs, et non à des

policiers syndicalisés. Sinon, pourquoi d'autres syndicats de police n'encadreraient-ils pas demain d'autres manifestations d'agriculteurs ou de commerçants, par exemple ? » Les syndicats catégoriels mettent en garde le ministère de l'Intérieur contre « les conséquences de telles pratiques » qui, si elles devaient se poursuivre, pourraient conduire à « la création de deux catégories de policiers : les premiers seraient les bons policiers qui auraient encadré une manifestation ; les seconds seraient des mauvais policiers qui auraient été l'ordre après que des manifestations entières eussent été dégringolées ».

Un rendez-vous désastreux

par Gérard Courtois

TOUT le monde était au rendez-vous du 12 novembre. Les lycéens, les politiques et les casseurs. Ce rendez-vous, tout le monde l'attendait après trois semaines d'agitation croissante, désordonnée, incontrôlée.

Aux-dehors de leurs divisions partielles, les lycéens y voyaient enfin l'occasion de faire une démonstration de force suffisante pour que les pouvoirs publics ne se contentent plus de les écouter mais leur apportent des réponses concrètes.

Le gouvernement, Lionel Jospin en tête, espérait que sa pédagogie patiente de la négociation finirait par porter ses fruits. Avec, à la clé, une mise au point jusqu'à l'organisation des études ou des rythmes scolaires en passant par les conditions de vie à l'intérieur des établissements ou les droits et obligations des lycéens. Et, pour donner plus de rigueur à ces « sujets de discussion et de décision », il entend les inscrire dans le cadre d'un « plan d'urgence » dont le principe a été décidé par le gouvernement.

d'enfourcher son cheval favori. Dès lundi soir, M. Le Pen dénonçait la « surpopulation étrangère » dans les lycées de l'Hexagone.

Pour l'immédiat, c'est toute la tactique du gouvernement pour circonvenir le malade des jeunes et ramener le débat sur le terrain de l'éducation, qui menace d'être rendue caduque.

Fidèle à sa ligne de conduite de ces dernières semaines, M. Jospin a ainsi proposé d'ouvrir très vite, au ministère de l'éducation nationale, une discussion globale avec les représentants du mouvement lycéen. Aucun sujet ne doit être écarté, a-t-il précisé, depuis les « nouveaux moyens humains et matériels pour les lycées » jusqu'à l'organisation des études ou des rythmes scolaires en passant par les conditions de vie à l'intérieur des établissements ou les droits et obligations des lycéens. Et, pour donner plus de rigueur à ces « sujets de discussion et de décision », il entend les inscrire dans le cadre d'un « plan d'urgence » dont le principe a été décidé par le gouvernement.

« du pogon pour l'éducation » certes, mais surtout « des actes, pas des promesses ». Or le ministre de l'éducation, pour ne pas abattre toutes ses cartes d'entrée de jeu, trace une démarche qui risque d'être assimilée aux secondes plus qu'aux premiers. Remplissons, par la négociation, le cadre du plan d'urgence, leur proposition-t-l. Combien de milliards mettez-vous sur la table lui répondent les lycéens ?

Partie de poker

Au-delà de cette partie de poker aléatoire tout le problème est de savoir si les deux « coordinations » de lycéens auront, demain, la volonté de saisir la perche tendue. Sont-elles assez fortes, assez représentatives, assez implantées dans les lycées pour s'engager dans une négociation complexe dont elles pourraient ensuite faire une victoire de leur mouvement ? Ne seront-elles pas plutôt tentées, surtout après les encouragements du président de la République, de prolonger le cycle plus commode des manifestations ?

Au côté de la coordination animée par les Jeunes communistes, trotskistes et socialistes du courant Chebvenement, la réponse est venue dès lundi soir : le rendez-vous est pris, pour de nouvelles manifestations vendredis 15 novembre, jour du vote à l'Assemblée nationale sur tous les budgets réservés, dont celui de l'éducation.

L'attitude de la coordination animée par la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), proche de SOS-Racisme, était plus prudente lundi soir. Tous les thèmes de discussions proposés par M. Jospin sont trop proches de sa propre plate-forme de revendications pour qu'elle puisse les écarter d'un revers de la main. A moins que les parrains politiques de la FIDL, notamment MM. Dray, député de l'Essonne, et Mélenchon sénateur de l'Essonne, les responsables de la Nouvelle école socialiste, aient décidé de faire l'impasse sur les problèmes éducatifs et leur dimension « syndicale » pour privilégier des objectifs politiques.

L'attitude de Nacer Ramdane, militant de la FIDL, qui déclarait en sortant de l'Elysée le 12 novembre « c'est au gouvernement Rocard de prendre ses responsabilités » n'est-elle pas le signe que le chef de l'Etat lui-même donne aux partisans de la politique du pire le feu vert qu'ils attendaient ?

Le vieil homme et la casse

Suite de la première page

Rien de tout cela, au stade actuel, dans le mouvement des lycéens. Pas de projet de loi ou de réforme contestée dont le retrait pourrait être considéré comme une victoire. Pas de personnage-reposoir dont la démission mettrait les boules en ligne. Lionel Jospin est brocardé gentiment, il n'est pas détesté. Pas de tragédie sur fond de répression comme ce fut le cas en 1986 après la mort de Malik Oussekine. La colère des lycéens est une colère plate, dont la charge émotionnelle n'est pas évidente.

Lundi, en fin d'après-midi, passant devant les Invalides, un animateur à bord d'une camionnette-son, en tête de la manifestation, les de s'agripper, lança à la foule suivante : « Si vous avez des slogans, on est preneurs ! » Comment mieux avouer l'absence d'inventivité qui caractérise ce mouvement par rapport à ses devanciers ? Un long cortège, certes, mais effiloché, peu ardent — et si fête il y avait elle n'était guère joyeuse.

La bienveillance, pourtant, était générale. Consignes de modération du préfet de police, militants de la Fédération autonome des syndicats de police faisant rempart de leurs corps (contre quoi ? on se le demande encore...), indulgence des parents, autorités de l'Etat stationnant dans tous leurs palais pour recevoir des députés, médias attentifs toutes caméras braquées, professeurs discrets mais présents. Mais le cœur n'y était pas. Cette

foule était un peu comme un adolescent à qui l'on demande ce qui « ne va pas » et qui répond : « Rien... enfin, tout... »

Malaise diffus, multiforme, amitié sourde face à l'avenir, tout cela est connu et traverse les générations qui se succèdent sur le pavé de Paris. La nouveauté, c'est l'argent. Il revient comme un thème obsédant : pogon, fric, thune, Jospin à la caisse, des sous... Tout se passe comme si les jeunes de cette génération avaient, contrairement à celle de 1968 qui se voulait prophétique, accepté le rôle de l'argent dans la société où ils s'apprentent à entrer.

Quelle part du gâteau ?

Comme s'ils savaient que, au-dessus des discours généraux et du consensus mou, trônait le vrai roi du monde adulte. Nous voulons réussir, disaient les étudiants de 1986. Leurs petits frères de 1990 précisaient la demande : pour réussir, il nous faut des moyens, nous voulons être armés pour une société de compétition. Au fond, ce que chacun recherche, c'est une assurance sur la vie professionnelle future : à la collectivité de coiser.

Et puis, il y a les casseurs, ces cancres de la manifestation. Ils se mangent de la réussite scolaire, et de la réussite professionnelle, comme de Colin-Tampon. Pour une raison très simple : ils savent peu de choses, mais il y a une chose qu'ils

savent, c'est que, du gâteau de l'opulence, ils n'ont qu'une part dérisoire. Car l'école, déjà, les a largués. Alors ils se servent. Les pillages n'ont pas d'autre sens : fringues et hi-fi, dans les marges de la manifestation du 12 novembre, on n'a pas cassé au hasard et aucun libraire n'a été inquiété.

Une ou deux jeunesse ? Ils ne nous ressemblent pas, disaient les lycéens frustrés. Sans doute, mais les parents sont souvent plus indulgents que les parents. Mais cette thérapie de soutien a-t-elle d'autre effet que dans le domaine de l'efficacité ? On a observé à juste titre, depuis le début de cette éruption lycéenne, le flot des demandes. Mais que veulent-ils ? La question la plus importante n'est sans doute plus celle-là, elle est de savoir ce que veulent les pouvoirs — éducatif, politique, économique, culturel — ce qu'ils offrent, eux, comme perspective à cette jeunesse qui fait pression sans trop savoir ce qu'elle réclame.

La directrice du lycée Fénélon, à Paris, M^{me} Gentzbitzel, proposait lundi matin que l'éducation nationale s'organise, comme le fin nageur, l'Eglise catholique, en « concile ». Pour s'arrêter, faire le point, faire son nettoyage de printemps. Il est à craindre qu'il ne faille élargir l'idée à l'ensemble de la société si l'on ne veut pas que cette génération, comme la précédente, rentre dans le rang, chacun cherchant à tirer profit pour son propre compte d'un système dont on aura momentanément dénoncé l'injustice avant d'en bénéficier ou d'en être victime.

BRUNO FRAPPAT

L'HERMÈS Editeur
Collection « L'ESSENTIEL SUR » pour B.T.S.
deux nouveautés par Isabelle ZECH
• droit civil et droit commercial
• droit du travail et droit social
Diffusion: MEDILISSA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

سازمان اسناد و کتابخانه ملی

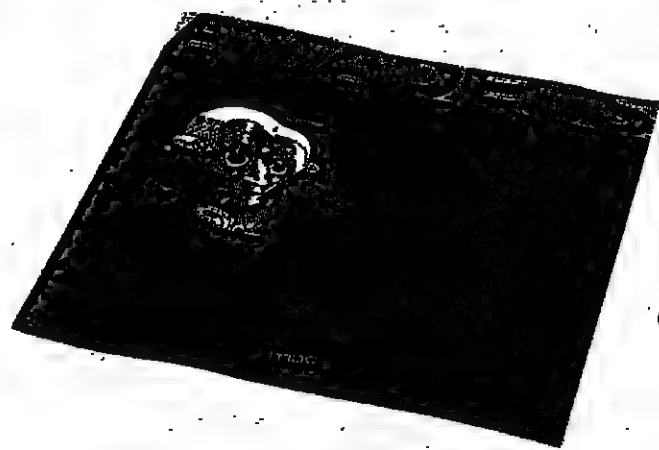
Mozart, l'éternelle rencontre
de la musique et de l'âme.

RENCONTREZ M

SURT

17/12/2017
Lecteur
Bibliothèque

100150



A l'occasion du Bicentenaire de Mozart,
la Fnac vous offre le guide Amadeus, une sélection
de disques, de livres et de voyages à la découverte
de Mozart.

Il est à votre disposition dans toutes les Fnac.



ART... SURTOUT A LA FNAC

RENCONTRE

Des défilés sans incidents dans les autres villes de France

Au total, deux cent mille jeunes lycéens ont manifesté lundi 12 novembre dans les grandes villes de province. Les principaux rassemblements ont eu lieu à Brest, à Bordeaux, à Toulouse (de quinze à vingt mille), à Grenoble (douze mille), à Lyon et à Nantes (dix mille), à Montpellier, à Nice, à Strasbourg, etc.

□ Lyon. — Les lycéens lyonnais étaient plus de 10 000, réunis place Bellecour pour la manifestation de lundi. Le matin, seule la moitié d'un convoi avait quitté le quai pour Paris, au lieu des deux trains prévus. Les élèves des établissements de Lyon et de la banlieue avaient préféré se réunir dans leur ville, sous la direction de l'unique coordination locale.

Face au podium érigé par la mairie de Lyon, les jeunes ont égrené, lycée après lycée, leurs revendications. Les élèves des lycées professionnels ont surtout réclamé cantine et foyer, alors que ceux de l'enseignement général ont ajouté aux revendications habituelles un désir d'expression au sein de leurs établissements. Un providentiel musicien est venu mettre un peu d'ambiance, trompette à l'appui. Il fut rapidement dérangé par un « rappeur » qui déclina les slogans sur un rythme syncopé.

C'est en se divisant pour aller en délégation au rectorat et à l'hôtel de ville que se produisirent les seuls incidents de la journée. Le groupe de manifestants en route pour la mairie s'engagea dans une

ruelle commerçante. Deux vitrines ont alors volé en éclats. Elles contenaient des vêtements de marque, et les « doucoumes » furent rafés. Et c'est dans un nuage de plumes que les jeunes casseurs se partagèrent le butin, pendant qu'un membre de la coordination tentait de ramener les centres à l'intérieur des magasins. (Corresp.)

□ Marseille. — On n'avait pas vu autant de monde défilé dans les rues du centre de Marseille depuis 1986... lors du dernier mouvement étudiant. Ils étaient de 10 000 à 15 000 à participer, durant plusieurs heures, de la Canebière à la préfecture en passant par l'hôtel de région et l'insurrection d'académie, à la manifestation, qui s'est déroulée sans incidents.

Les manifestants, venus de la plupart des lycées des Bouches-du-Rhône — tandis que trois cents ont eux-mêmes assuré le service d'ordre, reconnaissable aux brassards de couleur distinguant chaque établissement. Des enseignants nombreux avaient tenu à s'associer à la manifestation et suivaient le cortège des jeunes derrière les banderoles de leurs organisations syndicales. (Corresp.)

□ Toulouse. — Dans les rues de la ville, les quelque 10 000 manifestants qui ont parqué le centre, ont eu pendant plusieurs heures, l'air d'être les seuls à occuper la capitale. Chacun sentait que le cortège toulousain serait jamais qu'une sorte d'image projetée et réduite du mouvement parisien. Quelques 700 jeunes, dimanche soir, avaient obtenu de

la SNCF le droit de voyager gratuitement dans le train de nuit Toulouse-Paris.

Image différente à coup sûr de Paris : pas de débordements, pas de vitrines cassées, à peine deux ou trois petits incidents, rue Saint-Rome. Sage Toulouse, qui a voulu, à l'instar des autres villes de la région, Tarbes, Albi, Cahors, Rodez, donner de son défilé lycéen un spectacle à la hauteur des causes défendues. Les slogans, comme : « Jospin, montre-nous tes bourses », qui soulignait un dessin suggestif, étaient à peine plus impertinents que lors des précédentes manifestations. Mais derrière la fête, persistait l'inquiétude pour l'issue du mouvement. (Corresp.)

□ Besançon. — On a préféré manifester ici plutôt qu'à Paris, pour ne pas être mêlés à la violence, explique une lycéenne. Comme elle, ils étaient environ 10 000, lundi dans les rues de Besançon, rejoints par un millier d'étudiants en lettres, des enseignants et quelques parents d'élèves. « Des sous pour l'éducation, pas pour les canons », disaient les banderoles, rappelant aux lycéens comtois que « l'état devrait se préoccuper de former ceux qui feront la nation de demain, plutôt que de se préparer à la guerre du pétrole ».

Descendus dans la rue tardivement, les lycéens bisontins se sont vite organisés, mettant en place une seule coordination, qui s'est efforcée, avec plus ou moins de succès, de faire bouger à la fois l'université et les LEP. En refusant de se rattacher à l'un ou l'autre des

courants parisiens, les délégués de cette coordination affirment à la fois leur autonomie et une prise de conscience de la réalité régionale. Et si M. Jospin reste la cible préférée des lycéens, un document a été remis conjointement au recteur et au président du conseil régional de Franche-Comté, à l'issue de la manifestation du 12 novembre, dispersée sans incident. D'autres dossiers devaient être constitués dans chaque lycée et transmis au recteur par l'administration de l'établissement. (Corresp.)

□ Clermont-Ferrand. — « Ici, nous voulons rester indépendants. En aucun cas, nous ne tomberons dans le piège de la politisation. Car, lorsqu'il y a politisation, il y a récupération et déstabilisation du mouvement... » Celui qui s'exprime ainsi est l'un des responsables de la coordination lycéenne indépendante clermontoise, à l'initiative de la manifestation de lundi, qui a attiré cinq mille lycéens sur la place de Jaude.

Une délégation s'est entretenue pendant plus d'une heure avec le recteur. « A Paris, explique un responsable, nous sommes partis en petit nombre, pour exprimer notre désaccord avec la politisation du mouvement ». Et ce n'est pas par hasard que les banderoles du SNES, du SGEN-CFDT et du SNLC-FO ont fermé la marche. Les lycéens clermontois avaient également décidé de reprendre les cours dès mardi matin, sans pour autant renoncer à leur action, la coordination indépendante lycéenne clermontoise s'appelle désormais « comité des lycéens ». (Corresp.)

□ Lille. — Sur la grand-place de la ville, 3 000 jeunes ont circulé, quasiment sans mot d'ordre, sans banderoles précises, sans slogans. Les autres avaient pris le train pour Paris, certains même du lycée de Villeneuve-d'Ascq ayant fait le déplacement à vélo. De nombreux élus avaient cédé à la pression des jeunes dans la rue pour accorder des facilités de transport, bus et autres. Seul M. Mauroy, député, maire de Lille et premier secrétaire du PS, s'y était refusé : « Je ne donnerai pas un sou pour aller manifester à Paris dans la confusion ou pour participer à ce que je ne sais quel jamboree ou surprise-party ».

M. Michel Delebarre, vice-président du conseil régional, a reçu une délégation des 1 500 lycéens du secteur de Roubaix-Tourcoing, soulignant l'effort — réel — de la région en faveur de la construction et de la rénovation des lycées. La constitution, auprès du conseil régional, d'un conseil permanent de lycéens est en projet. En attendant, rendez-vous à été pris pour janvier, au moment de la discussion budgétaire à la région. Le ministre a demandé aux lycéens de fixer leurs priorités. (Corresp.)

CHRISTIAN TUAL

Plus de soixante mille manifestants dans toute la Bretagne

RENNES

de notre correspondant

Encadrés par la CGT, dont la plupart des permanents étaient présents à la manifestation de Rennes, encouragés par les syndicats d'enseignants, dont les mots d'ordre de grève n'ont cependant guère été suivis, les lycéens, en Bretagne, ont réuni près de soixante-cinq mille manifestants.

Ils étaient 20 000 à Brest, où le mouvement semble le plus dur. On en comptait aussi 15 000 dans les rues de Rennes, 10 000 à Quimper. A Redon, un millier de lycéens ont retardé de 25 à 45 minutes des trains entre Rennes et Nantes ou Quimper. Ils ont aussi bloqué un pont routier entre l'Ille-et-Vilaine, le Morbihan et la Loire-Atlantique.

3 000 manifestants à Saint-Brieuc, 8 000 à Vannes, 5 000 à Lorient, des centaines encore à Saint-Malo, Vitré, Fougères, Guingamp et Lannion : la Bretagne du « bac pour tous » était lundi dans les rues.

« C'est dans les provinces qu'il faut agir »

M. Pierre Méhaignerie, président du conseil général d'Ille-et-Vilaine et président du CDS, a lancé un appel : « Qu'on ne parle plus de 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat, cela ne veut rien dire. Mais, ajoute-t-il, que l'on décide tout de suite d'offrir un métier à 100 % d'une classe d'âge ! »

Deux cents lycéens du LEP de Tinténiac ont retardé la circulation sur la route Rennes-Saint-Malo

pendant quelques heures. Même chose pour le lycée agricole situé près de La Roche-Derrien (Côte-d'Armor), où plus d'une centaine d'élèves ont bloqué un pont, avec cette double revendication : « De l'argent pour les écoles et pas pour la guerre du pétrole » et « N'allons pas à Paris, c'est dans les provinces qu'il faut agir ».

La FEN-Bretagne a souhaité, lundi soir, la réunion d'urgence d'un conseil académique, ouvert aux lycéens désignés par leur coordination. Le conseil régional a suggéré quant à lui la rapide mise en place d'un « conseil régional de jeunes ». L'idée a également germé de la réunion d'états généraux de lycéens, appuyés par des carnets de doléances.

Les communistes au cœur de la fronde

M. Lajoinie à l'écoute de... Krishnamurti !

M. André Lajoinie a l'air benoît d'un surveillant général un jour de distribution des prix. Flanqué de M^{me} Hélène Luc, sénateur du Val-de-Marne, et de M^{me} Danielle Bidard-Reydet, sénateur de Seine-Saint-Denis, il sourit paternellement en regardant les deux jeunes lycéennes intimidées poser leurs sacs à dos sur le parquet du quatrième bureau du Palais-Bourbon avant de s'asseoir devant lui.

Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale est sûr de son affaire. Depuis le début de la fronde lycéenne, son parti se situe à la pointe des événements. Ce sont les jeunes communistes des lycées de Seine-Saint-Denis qui ont lancé le mouvement, le mois dernier, en reprenant les slogans essayés à la Fête de l'Humanité, et le succès croissant des manifestations, qui culmine aujourd'hui, conforte la PCF dans sa stratégie : c'est en participant aux « luttes » sur le terrain, sans chercher systématiquement à contrôler les mouvements revendicatifs, comme le faisaient leurs aînés, que les militants communistes feront valoir leur différence aux yeux des autres Français.

L'Humanité a mis la « page ». Ce lundi matin 12 novembre, encore, le quotidien du PCF consacre toute sa « une » et douze pages à la « force lycéenne ». Dans son éditorial, Claude Cabanes a écrit que « cette grande marche pour l'éducation (...) va ouvrir une grande trouée bleue et créer un immense appel d'air pur... ».

La PCF se sent rejointe au contact de ces jeunes venus des « anciennes » banlieues « rouges » pour crier leur « ras-le-bol ». Se sent en phase avec eux. Mais, pour lui, ce qui se passe en ce moment même dans les rues de Paris constitue assurément l'acte fondateur de son nouveau essor, la preuve de son renouveau assuré, et, par la même occasion, un démenti aux prétendus « refondateurs » du parti. M. Lajoinie n'en finit pas de sourire aux anges... Il a tout prévu. Bien sûr, les parlementaires sont totalement d'accord avec les manifestants. Leur plate-forme revendicative est justifiée, l'attitude du gouvernement condamnable. Le communiqué final est prêt. Il se résume en quatre mots : « Nous sommes avec vous ! ».

« Le problème est l'éducation de l'éducateur... »

« J'ai vachement de choses à dire ! » Délégué de la FIDL, Emmanuel, dix-sept ans, visage mutin ourlé de fines tresses noires, élève au lycée « autogéré » de Vaugirard, fouille dans son sac et ouvre un livre. « D'abord, je veux vous lire ça, page 114... » Elle cite un texte philosophique qui invite les adolescents à se montrer attentifs à autrui... Un texte de... Krishnamurti, adressé aux étudiants. Krishnamurti ! Le penseur indien qui récusait tous les systèmes, tous les cultes, tous les partis, tous les gourous ! Cet esprit libre qui savait si bien parler de l'école et des enseignants : « L'éducateur n'est pas un simple agent de renseignement ; il oriente vers la sagesse, vers la vérité. La vérité est beaucoup plus importante que le maître. La recherche de la vérité est religion. Et la vérité n'est d'aucun pays, d'aucune foi. Elle ne peut être trouvée dans aucun temple, église ou mosquée. Sans cette recherche de la vérité, une société se décompose rapidement (...) La vraie éducation commence par celle de l'éducateur. Il doit se comprendre lui-même et être affranchi des façons de penser stéréotypées. Car son enseignement est à l'image de ce qu'il est. Lorsque l'instruction qu'il a reçue n'a pas une base de vérité, que peut-il enseigner, si ce n'est le savoir mécanique qu'il possède ? Le problème,

donc, n'est pas l'enfant mais les parents et le maître. Le problème est l'éducation de l'éducateur... (1) »

Emmanuel n'en finit pas de lire. Sa copine, la blonde Sophie, élève au lycée du Raincy, l'écoute assémené. Déconcerté par cette entrée en matière, M. Lajoinie ne sait pas quelle comtesse adopter. Il en devient emprunté. « Quelle leçon vous en tirez ? », demande-t-il à la jeune fille. Emmanuel replonge dans son livre et cite de nouveau Krishnamurti : « ... Vous-même devez vous voir tel que vous êtes... » Un ange passe dans le quatrième bureau.

« Et vos revendications ? Votre plate-forme ? », interroge doucement M. Lajoinie. Vous savez, nous, nous avons voté contre le projet de budget de l'éducation nationale et nous serons à votre disposition... Emmanuel allume une cigarette et interromp le président du groupe communiste : « Vous savez, moi, je n'arrive pas à suivre le charabia politique... »

Sophie s'en mêle poliment : « Pouvez-vous nous dire dans quel sens vous voulez modifier le budget de l'éducation nationale ? » M^{me} Luc intervient : « Vous savez, André Lajoinie, qui a été candidat à l'élection présidentielle, a toujours dit qu'il faudrait réduire de 40 milliards les dépenses d'armement pour les affecter à l'éducation nationale et à la recherche... » Emmanuel opine du chef. M. Lajoinie s'ennuie : « Nous ne voulons pas nous raconter d'histoires. Regardez un peu la courbe des crédits de l'éducation nationale par rapport au PIB... Vos propositions rejoignent tout à fait les nôtres... » Emmanuel lui, offre une affiche. « Vous pouvez m'écrire tout ce que vous me dites, demande-t-elle à M^{me} Luc. J'en ai plein la tête... »

« Il essaie de vous tromper »

La jeune fille raconte sa vie, son plaisir de vivre en autogestion dans son lycée, ses angoisses personnelles, ses parents divorcés, ses démolitions avec les dirigeants du foyer de la DASS où elle séjourne et où elle vient d'être « tabassée » par un surveillant. « Écrivez vite au président du conseil général ! », recommande M^{me} Luc. Emmanuel paraît lasse : « Nous ne sommes que des fournis, de petites fournies qui se battent ensemble pour des causes individuelles... » Elle en veut à tous les « beaux parleurs » et à M. Jospin en particulier : « Il nous a pris pour des abrutis. Aujourd'hui, il a du mal à trouver de l'oxygène. Il ne comprend pas qu'un jour il mourra et que nous nous serons encore là, dans cette société où les jeunes stagnent. C'est absurde ! C'est Picasso dans l'éducation nationale ! Nous sommes plus importants que lui, non ? » « Il essaie de vous tromper ! », renchérit M^{me} Luc. M. Lajoinie a retrouvé son sourire. Un sourire qui se fige quand Emmanuel replonge dans son sac. Elle en sort un manifeste libertaire — « un texte très classe », dit-elle — d'un « Collectif pour la liquidation de toutes les illusions », puis un poème — « L'ennemi », c'est comme le cristal... — et, de nouveau, Krishnamurti : « Nous proclamons si facilement notre amour pour les enfants ! Mais y a-t-il de l'amour dans nos cours lorsque nous acceptons les présentes conditions sociales, lorsque nous ne voulons pas transformer radicalement cette société destructrice... »

C'est alors qu'on annonce l'arrivée de l'autre délégation, celle qui comprend les délégués des jeunes communistes. M. Lajoinie reprend la pose du proviseur paternel. Retour à la norme.

ALAIN ROLLAT

(1) De l'éducation, Delachaux et Niestlé éditeurs, 1972.



SALON DU CUIR

RENAULT 25 BACCARA

VIVRE LE STYLE RENAULT 25

INVITATION A L'ESSAI DANS LE RESEAU RENAULT PARIS ILE DE FRANCE

RENAULT

DES LYCÉENS

Les réactions dans les milieux politiques

Le Front national dénonce les « voyous et casseurs d'origine immigrée »

« Génération gâchée ! », « Faces bondées ! », « Insécurité au lycée ! », « Diplômes bidons ! », « Merçi qui ? », demande le RPR sur l'air d'une publicité bien connue d'une gamme de produits laitiers destinés aux bambins. Cette question fait l'objet de la campagne lancée, lundi matin 12 novembre, par les jeunes du parti chiraquien. Elle figure sur quatre affiches représentant respectivement MM. François Mitterrand, Michel Rocard, Pierre Joxe et Lionel Jospin dont les yeux sont cachés par un rectangle blanc.

M. Mauroy : « Un malaise face à l'avenir »

Comme en écho, le Front national a ajouté, en substance, dans l'après-midi : « Les casseurs dans le merçi qui ? » Même motif, même punition : merçi les socialistes, répond-on ici et là. « Le socialisme, c'est le désordre », résume M. Bruno Mégret. « Au-delà des légitimes revendications de la jeunesse concernant la sécurité dans les écoles, constate le député général du parti d'extrême droite, la manifestation, récupérée par des coordinations politiques et investies par des bandes organisées de voyous et de casseurs d'origine immigrée, a dégénéré parce que le gouvernement a lâché les mains des forces de l'ordre et toléré les débordements des précédents cortèges. »

Dans la soirée, M. Jean-Marie Le Pen a indiqué qu'il fallait « être plus exigeant tant à l'égard des maîtres que des élèves ». Le président du Front national, qui soutient un candidat de son parti à une prochaine élection cantonale, n'a pas manqué de souligner que sur une population de près de « cinq millions de lycéens, 30 % sont des étrangers ». Et pour préciser le tout, M. Jean-Yves Le Gallou, président du groupe FN du conseil régional d'Ile-de-France, a rappelé que « depuis des mois, son parti demande le démantèlement des bandes de soutiens qui sèment la terreur dans les transports en commun, les lycées et les cités » et qu'il « réclame l'expulsion des voyous étrangers ». Les irresponsables, merci qui ? a rétorqué, dans la soirée, le Mouvement des jeunes socialistes (MJS), en

désignant certains de dirigeants de droite et d'extrême droite. Il condamne « les tentatives d'assimilation des casseurs aux immigrés et les déclarations qui assurent le gouvernement de faire le jeu de la violence ». Sur un autre registre, M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, s'est inquiété, sur RTL, de « cette espèce de rejet fort de l'opposition et d'une certaine manière de la majorité », craignant que tout cela « ne profite qu'à ceux qui sont anti-politiques ».

Au moment où la manifestation lycéenne commençait, M. Pierre Mauroy remarquait que ce mouvement « témoigne d'un malaise, d'un malaise face à l'avenir, d'une génération qui attend de la société d'autres perspectives ». Le premier secrétaire du PS mettait en évidence les « gros efforts » faits, ces deux dernières années, par le gouvernement pour l'éducation nationale, et, par précaution, il ajoutait : « Aujourd'hui, il est possible de se comprendre, il nous faut donc dialoguer ».

M. Méhaignerie : « Un besoin d'écoute »

L'appel de M. Mauroy n'ayant pas été entendu par quelques centaines d'excités, M. Henri Nallet a dit, par avance, merci au parquet. Le ministre de la justice s'est ému des « violences commises sur les membres des forces de l'ordre chargés d'assurer la protection des lycéens », et, « en conséquence », il a donné des « instructions au parquet de Paris » pour poursuivre « avec fermeté » les auteurs de ces violences.

La violence verbale fait la pige aux violences physiques. « Malheureusement, les casseurs l'ont emporté sur les lycéens. Il restera de cette grande mobilisation des lycéens français des images de violence et de délinquance provoquées par des voyous », s'est lamenté M. Ladislav Poniatowski, député de l'Enseignement et de la Recherche de l'Assemblée nationale. Le ministre socialiste de l'Intérieur, M. Joxe, en porte la grande responsabilité. On était-il ? Quelle consigne avait-il donnée ? s'est demandé M. Poniatowski. Défenseur des « lycéens français », il laisse au

ministre de l'Intérieur le choix entre l'incompétence et la complicité objective avec les casseurs pour détourner l'attention de l'opinion des vrais problèmes des lycées ».

Pour le Mouvement des jeunes giscardiens, « la manifestation lycéenne a échoué : elle a montré une nouvelle fois un visage politique, car encadrée par des associations de gauche. (...) Le président de la République, quant à lui, a su développer son habitude de démagogie et se conduit en petit père gâteux et irresponsable des lycéens ».

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a indiqué que « les jeunes ont peur d'être largués et ont besoin d'écoute ».

M. Chirac : Indemnisation

Invité d'Europe 1, mardi matin, M. Jacques Chirac a affirmé que « le dialogue avec les lycéens est nécessaire ; l'augmentation de quelques crédits ne suffira pas. Il faut aller jusqu'à la remise en cause d'un système tout à fait sclérosé pour le faire évoluer ». Et le président du RPR d'ajouter : « C'est un peu facile de souligner exclusivement les carences de la police. Le problème est celui des ordres politiques qu'elle a reçus. C'est de la responsabilité du ministre de l'Intérieur, qui n'a pas bien apprécié les risques courus. » Le maire de Paris suggère une indemnisation « immédiate » des « victimes des voyous et des casseurs ». Merci qui ?

O. B.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Les suites judiciaires de l'accident de l'Airbus de Mulhouse-Habsheim

La diffamation en préface

Le commandant Michel Asseline, pilote de l'Airbus A-320 qui s'est écrasé le 26 juin 1988 près de l'aéroport de Mulhouse-Habsheim, n'a pas attendu le procès où seront établies les responsabilités de cet accident, ayant provoqué trois morts et une cinquantaine de blessés, pour présenter sa défense. A plusieurs reprises, il s'est confié à la presse et c'est ce comportement qui lui vaut de comparaître depuis le lundi 12 novembre devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris pour répondre du délit de diffamation envers l'administration du ministère des transports et envers M. Daniel Tenenbaum, directeur général de l'aviation civile, et M. Robert Davidson, responsable du bureau enquête accident de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC).

Ce procès est celui de M. Asseline. C'est son audience, à laquelle il est venu avec son coaccusé, M. Norbert Jacquet, président d'un syndicat de pilotes, ses témoins, ses cassettes vidéo et ses documents, qui sont projetés sur un écran au fur et à mesure qu'il les évoque. Aussi n'était-il pas question que cette poursuite connaisse le sort habituellement réservé aux procès en diffamation, en subissant un renvoi à une date ultérieure pour de mesquines raisons de procédure. Et, si M. Jean-Michel Agron a souligné, du bout des lèvres, quelques arguments de suris à statuer, ce n'était pas l'avis de M. Asseline et de M. Christian Charrière-Bournazel, qui

étaient bien décidés à en découdre au plus vite, dans un prélude au procès de l'accident.

Pour ce pilote, celui que l'on juge aujourd'hui c'est l'Airbus A-320, « un appareil dans lequel nous avions totalement confiance », insiste M. Asseline, en lâchant cette formule féroce : « C'était l'avion qui ne décrochait pas, tout comme le Titanic ne pouvait pas couler. » Et il explique les circonstances qui ont précédé l'accident de cet avion, survenu lors d'un vol de démonstration effectué avec cent quarante passagers à bord. Il croyait voler à 100 pieds (33 mètres), alors que l'appareil n'était qu'à 30 pieds (10 mètres). Cette différence, il l'impute à un mauvais fonctionnement de l'altimètre barométrique, qui aurait donné une indication avec une erreur de 65 à 70 pieds. Quant à l'altimètre radio-sonde, un appareil dont la voix synthétique énumère les altitudes, il n'a pas pu l'entendre, car, à l'époque, ce circuit était raccordé à un haut-parleur et non pas au casque des pilotes.

Mais, surtout, M. Asseline accuse les commandes électriques très sophistiquées de l'Airbus et le logiciel de contrôle, qui ont, selon lui, mis trop de temps à réagir lorsqu'il a manœuvré la manette des gaz pour prendre de l'altitude, afin d'éviter les arbres. « Je pouvais la manette, et puis j'attendais. Qu'est-ce qui se passe ? Rien. J'ai pas de moteur. » Et l'appareil s'est écrasé dans la forêt qui borde la piste.

Les boîtes noires

Enfin, le pilote présente un troisième grief : les boîtes noires contenant les enregistrements des paramètres de vol, et qui ont été soumises aux enquêtes judiciaires et administratives, sont fausses. Si, au début de son propos, il les soupçonnait d'avoir été trafiquées, en affirmant qu'il connaissait des services techniques où l'on peut « fabriquer des bandes comme on veut », il soutient ensuite : « Les boîtes noires, ça ne se trafique pas, ça s'échange. (...) Ce ne sont pas les mêmes, et je pense bien mes mots. » En tout cas, il a relevé ce que M. Agron appelle des « anomalies » et des « incohérences » dans l'enregistrement des données. Et l'avocat parle, lui aussi, de « falsification ».

« Ce vol s'est fait en contradiction avec les règles élémentaires du bon sens », estime M. Tenenbaum, qui répète tout net que faire voler un appareil en démonstration avec des passagers est « une connerie ». Et, pour lui, les choses sont simples : « Le pilote a remis les gaz trop tard. Tout le monde sait qu'il faut six à huit secondes pour que les moteurs atteignent leur plein régime. »

Il reste que l'enregistrement des bruits et des conversations, plus compréhensible au tribunal que le listing des paramètres techniques, ne semble pas parfait. Plusieurs versions de la transcription ne portent pas les mêmes indications. Et le président Alain Lacabarrats s'étonne que la mention « boum, boum » ait été supprimée dans un rapport définitif. Pour M. Davidson, c'est le bruit de l'impact du fuselage sur les branches. Mais M. Asseline soutient qu'il pourrait s'agir d'un « pompage », une sorte de raté des moteurs se traduisant par des explosions. Ce n'est pas l'avis de M. Claude Bechet, président de la commission d'enquête administrative nommée par M. Louis Mermaz, à l'époque ministre des transports : « Tous les éléments montrent que les moteurs repartent normalement mieux que dans la certification et sans aucune trace de pompage. »

Des transcriptions incomplètes, un croquis mal réalisé, des paramètres incohérents, des erreurs d'interprétation : tout cela conforte M. Agron dans son idée d'un complot destiné à couvrir des défauts de l'appareil pour des raisons économiques. Le tribunal ne lui répondra pas sur ce point et se bornera à dire, dans un mois, si M. Asseline a tenu des propos diffamatoires ou si, peut-être, quelques erreurs dans les enquêtes lui ont permis de croire, de bonne foi, à une falsification.

C'était un peu le sens du témoignage de M. Yves Stephan, membre du bureau du Syndicat national des pilotes de lignes, qui a déclaré : « Personnellement, je regrette que les procédures judiciaires n'aient pas été respectées dans la transmission des boîtes noires à la commission d'enquête. Sans contrôle judiciaire, ça laisse tout supposer. » Quant aux caractéristiques de l'appareil, elles sont désormais irréprochables, car ce pilote précise : « L'A-320 qui vole aujourd'hui n'est pas celui de 1988 ; le logiciel a été changé. »

MAURICE PEYROT

FAITS DIVERS

Dans le quartier du Sentier, à Paris

Six morts dans l'incendie d'un immeuble

Six personnes sont mortes et six autres ont été légèrement blessées dans un incendie qui a ravagé un immeuble, 18, rue Léopold-Beilan, dans le quartier du Sentier, à Paris (2), dans la nuit du lundi 12 au mardi 13 novembre. Le sinistre, qui s'est déclaré vers 1 h 30, a été extrêmement violent, puisqu'il a ravagé les six étages de cet immeuble comprenant un hôtel meublé et des logements individuels.

Rapidement sur place, les sapeurs-pompiers ont réussi à maîtriser l'incendie vers 3 heures

du matin. C'est au cours de leurs recherches qu'ils ont découvert, dans une courrette intérieure, cinq cadavres carbonisés et un sixième au dernier étage de l'immeuble.

Selon les sapeurs-pompiers, il semble qu'une explosion, dont la nature n'était pas déterminée mardi matin, se soit produite au premier étage de l'immeuble et se soit propagée par la courrette intérieure, et par la cage d'escalier jusqu'au dernier étage, ravageant entièrement l'immeuble.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 10 novembre :

DES DÉCRETS

- N° 90-997 du 8 novembre 1990 relatif à l'ordre des vétérinaires.
- N° 90-998 du 8 novembre 1990 portant statut du corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne.
- N° 90-1000 du 8 novembre 1990 portant modification du code des postes et télécommunications, de la réglementation et des prix du service des télécommunications dans le régime intérieur.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 11 novembre :

DES LOIS

- Organique n° 90-1001 du 7 novembre 1990 relative à la

représentation des activités économiques et sociales de l'entre-mer au sein du Conseil économique et social.

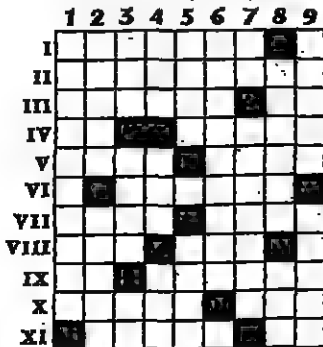
- N° 90-1002 du 7 novembre 1990 modifiant l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986 relative à l'intéressement et à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise et à l'actionnariat des salariés.

UN DÉCRET

- N° 90-1003 du 7 novembre 1990 fixant les conditions exceptionnelles d'accès des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat aux échelles de rémunération des professeurs certifiés, des professeurs d'éducation physique et sportive et des professeurs de lycée professionnel.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5390



HORIZONTALEMENT

- Occasion de donner la réplique.
- Laissez entendre.
- Est bien attaché. « Sème » en toutes saisons.
- Conjonction. Le père d'un capitaine.
- Gros bras. A souvent des dames à ses côtés.
- Vu au violon.
- Récolte des mystères. Annonce un départ.
- Vient de nombreux départs. Sont en nombre croissant.
- Se donne en spectacle. Qui sont donc.
- Est sur le Pô. A éveiller.
- Élément

d'une pompe. Qui ne vit donc plus caché.

VERTICALEMENT

- Bon pour le service.
- Fut un homme à la mer. Moyen d'arriver.
- Suspect des réactions. Voie de bois. A beaucoup fait cuire.
- Dit quitter le foyer. Grande époque. Poli que l'on ne saurait avoir dans la main.
- Est américain. Cours de Pip.
- De quoi faire l'appel.
- Poussé à la médiane. Montrent les dents ou bien donnent des coups de bec.
- Sont mêlés à des attaques. Un homme et une femme.
- Sur un affluent du Rhin. Cherche à mieux connaître.

Solution du problème n° 5389

Horizontalement
I. Cigarière. - II. Adamantin. - III. Semahier. - IV. Selma. Rue. - V. Parc. - VI. Speech. - VII. Or. - VIII. Gai. Libres. - IX. Épiques. - X. Insérer. - XI. Su. Seu.

Verticalement
1. Cassis. Gris. - 2. Kise. Pou. Nu. - 3. Gaminière. - 4. Anan. Pau. - 5. Raie. Crier. - 6. Inn. Phobies. - 7. Edira. Terre. - 8. Rieur. Ire. - 9. Enracinée.

GUY BROUTY

RADIO LIBRE

RENAULT 25 V6 INJECTION

Chaine stéréo avec répéteur des commandes sous le volant

VIVRE LE STYLE RENAULT 25

INVITATION A L'ESSAI DANS LE RESEAU RENAULT PARIS ILE DE FRANCE

RENAULT LES VOITURES A VIVRE

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Stationnées en Allemagne

Douze formations militaires françaises seront dissoutes dès 1991

Le ministère de la défense a confirmé, lundi 12 novembre, des informations de source parlementaire (le Monde du 10 novembre) selon lesquelles l'armée de terre commencera, en 1991, de dissoudre un certain nombre de ses régiments.

Ce programme de dissolution de régiments devrait s'étaler entre 1991 et 1994, dans la perspective d'une diminution des effectifs globaux de l'armée de terre qui passeront de 285 000 à environ 250 000, suite à l'exécution du plan « Armées 2000 ».

Dès 1991, cette décision concerne la 3^e division blindée (DB) installée dans la région de Fribourg, en Allemagne, puisque le chef de l'Etat a pris l'initiative de réduire de moitié, en 1991 et 1992, le corps d'armée français outre-Rhin. Il s'agit de l'état-major de la 3^e DB et du 3^e régiment de commandement et de soutien (à Fribourg); des 42^e régiment d'infanterie, 11^e régiment d'artillerie et de

la 64^e batterie d'artillerie de corps d'armée (à Offenburg); du 135^e régiment du train (à Karlsruhe); du 11^e régiment du génie (à Rastatt); des 12^e régiment de cuirassiers et 34^e régiment d'artillerie (à Müllheim); du 24^e groupe de chasseurs (à Tübingen); du 2^e régiment de cuirassiers (à Reutlingen); et, enfin, du 32^e régiment du génie (à Kehl).

Le commandement des forces françaises en Allemagne a précisé, de son côté, que c'est durant l'été de 1991 que les personnels des unités concernées seront mutés et que leurs matériels seront redistribués dans des formations en France.

« La paix n'est pas un acquis définitif », a expliqué le général Noël Chazarin, le « patron » du corps d'armée français en Allemagne, et nos unités continueront leur entraînement pour la préserver. Le moment venu, les militaires de carrière des unités dissoutes iront enrichir d'autres formations de leur savoir-faire de professionnels de la sécurité extérieure.

M. Chevènement : le réseau « Glaiue » a été démantelé en France

A Europe 1, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a reconnu, lundi 12 novembre, l'existence en France, dans les années 50, du réseau « Glaiue », qui, selon des informations et sources (italiennes, italiennes et chargées de l'opération, le cas échéant, à une éventuelle invasion de forces armées soviétiques dans plusieurs pays européens.

M. Chevènement a affirmé que cette structure, proche des services secrets dans chaque pays et, aussi, des services de renseignement de l'alliance atlantique, avait été dissoute « sur ordre du président de la

République », sans préciser à quelle date. « Il est exact, a expliqué le ministre, qu'une structure a existé, mise en place au début des années 50 pour permettre la liaison entre un gouvernement qui aurait dû se réfugier à l'étranger dans l'hypothèse de l'occupation de son pays. Cette structure a été dissoute sur l'ordre du président de la République. Elle n'a jamais eu à ma connaissance un rôle dormant et un rôle de liaison. » Prié de dire si cette affaire pourrait provoquer des remous politiques en France, comme en Italie, M. Chevènement a répondu : « Je ne pense pas. »

MÉDECINE

Selon l'équipe du professeur Montagnier

Le sida pourrait être à la fois d'origine virale et bactérienne

Une équipe française dirigée par le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) a annoncé, le 12 novembre devant l'Académie des sciences, les résultats de travaux qui apportent de nouveaux arguments en faveur du rôle pathogène de certaines bactéries dans le développement de l'infection par le virus du sida (1). Après un premier travail sur le même traitement publié dans les *Annales de l'Institut Pasteur* (le Monde du 20-21 mai), ces résultats viennent conforter une théorie — généralement considérée comme audacieuse — qui soutient que le sida serait la conséquence de l'action conjointe du virus VIH et de certains mycoplasmes. Si elle était vérifiée, cette théorie ouvrirait de larges espoirs dans la thérapeutique de cette maladie.

Il y a quelques mois, une équipe française associant des chercheurs de l'Institut Pasteur de Paris et du centre de recherche de la firme Rhône-Poulenc démontrait *in vitro* que les mycoplasmes (2) pouvaient jouer un rôle dans le développement de l'infection des cellules par le virus du sida. Cette équipe annonçait alors que certains antibiotiques actifs sur les mycoplasmes pouvaient réduire la destruction cytopathogène des cellules infectées par les virus VIH 1 ou VIH 2. Aujourd'hui, la communication faite devant l'Académie des sciences apporte un nouvel argument de poids pour soutenir cette théorie. Les chercheurs démontrent en effet que les anticorps dirigés contre une région particulière d'un mycoplasme est capable *in vitro* d'inhiber l'infection cellulaire par ce même virus.

Ce travail original a été mené à

partir de *Mycoplasma genitalium*, une espèce pathogène présente sur les différentes muqueuses humaines (trachéale, pulmonaire, rectale et génitale) et qui a déjà été identifiée par l'équipe du professeur Montagnier sur les globules rouges et les lymphocytes d'un malade atteint du sida. La zone retenue pour la fabrication des anticorps est celle, supposée-on, qui permet l'adhésion de bactéries aux cellules qu'elles parasitent.

Ces anticorps ont été fabriqués selon une technique habituelle grâce à l'immunisation de lapins avec cette fraction bactérienne. Leur utilisation sur différentes classes de cellules attaquées par des souches de VIH 1 et VIH 2 a eu pour effet d'inhiber à plus de 90 % la production de virus. Cette inhibition a été calculée de différentes façons (mesure de l'enzyme transcriptase inverse, dosage de l'antigène viral p23, observation de l'effet cytopathogène) et permet de conclure à une inhibition de la multiplication de l'infectiosité de la souche virale.

Comment expliquer un tel phénomène ? Pour les chercheurs, la seule hypothèse à retenir est que l'anticorps ainsi utilisé bloque l'action des mycoplasmes qui, sinon, jouent un rôle essentiel sur l'infection des cellules par le virus. « Plusieurs de nos observations récentes indiquent que de nombreux isolats du VIH sont, à différents degrés, contaminés par des mycoplasmes que nous sommes actuellement en train de caractériser », nous a expliqué le professeur Montagnier. D'autre part, des irradiations de type gamma, capables de détruire les mycoplasmes, entraînent une diminution significative de l'infectiosité du VIH.

Ces observations confirment le rôle important — voire déterminant — de certains mycoplasmes dans le développement du sida. Cette théorie, qui a été dernièrement développée dans le cadre du colloque international des « Cent Gardes » (le Monde du 31 octobre), est souvent qualifiée

d'« audacieuse », quand elle n'est pas sévèrement critiquée dans les milieux internationaux de la virologie. Beaucoup de spécialistes n'envisagent pas en effet sans réserve qu'on puisse remettre en cause le « dogme » de l'origine virale du sida. Une incompréhension d'autant plus étonnante que la remise en cause émane aujourd'hui de celui dont personne ne conteste le rôle majeur dans la découverte en 1983 du virus du sida.

L'association d'un antiviral et d'un antibiotique

Dans l'attente de futures preuves expérimentales venant conforter cette théorie, il convient de souligner que ces derniers, séduisants pour l'esprit, permettraient d'expliquer plusieurs des caractéristiques historiques et géographiques de l'épidémie de sida.

Elles offrent également de nouvelles perspectives thérapeutiques dans la mesure où l'infection pourrait être traitée à partir d'une association médicamenteuse réunissant un produit antiviral (contre le VIH) et un antibiotique actif contre certains types de mycoplasmes. Rien toutefois n'est encore acquis. Il ne s'agit que de perspectives. Des travaux expérimentaux doivent encore être menés chez l'homme avec la plus extrême prudence par des équipes spécialisées.

« Nous ne disposons pas, à l'heure actuelle, de la totalité des arguments qui permettraient de dire que notre théorie est exacte, explique le professeur Montagnier. Plusieurs travaux sont en cours dans plusieurs laboratoires dont le nôtre. Plusieurs firmes pharmaceutiques sont également très intéressées. » En toute hypothèse, l'équipe française n'exclut nullement d'être amenée à reconnaître que ses grands espoirs sont infondés — on devrait savoir à court terme si le sida est, contrairement à ce qu'on pense, une affection due à l'action conjointe d'un virus et d'une bactérie.

J.-Y. N.

1) Cette communication sera publiée dans les *Comptes rendus de l'Académie des sciences* (1990, série 3, tome 311). Elle est signée par L. Montagnier, D. Benveniste, D. Guetard, A. Blanchard, S. Charette, V. Rame (Institut Pasteur, Paris) et J. Van Rieckel, K. Mabrouk et E. Barrouin (CNRS Marseille).

2) Les mycoplasmes constituent une catégorie particulière de bactéries situées le plus souvent à la surface des cellules qu'ils infectent. Ils sont dépourvus de membrane mais dotés du matériel génétique nécessaire à leur production d'énergie. Ils peuvent être définis comme la plus petite cellule vivante autonome.

Lire également page 22
Article de JEAN-YVES NAU
« Sida : prévenir en urgence ».

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt contradictoire devenu définitif en date du 31 janvier 1990, la cour d'appel de LYON, statuant en matière correctionnelle, a condamné M. Hubert VERSPIEREN, P.D.G. de la S.A. LLOYD CONTINENTAL, et cette société en qualité de civilement responsable :

à une peine de 15 000 F d'amende pour publicité trompeuse pour la diffusion de documents publicitaires relatifs à la Carte Santé Dialloy, faits punis et réprimés par l'article 44 de la loi du 27 décembre 1973 ;

et à verser à la Fédération nationale de la Mutualité Française, partie civile, une somme de 1 F à titre de dommages et intérêts. La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication du présent arrêt, par extrait, dans le journal *Le Monde* et dans l'*Argus de l'Assurance*.

Pour extrait conforme : M. M. MOULARD, avocat au Barreau de Saint-Etienne.

DIAGONALES

LOGIQUE. Nom féminin, du grec LOGOS : ensemble des moyens pour bien conduire sa raison vers les vérités qu'on ignore (Descartes). Raisonement cohérent, suite dans les idées (même fausses).

Sens nouveaux apparus vers 1990 :

1) — Force propre aux événements, aux choses, découlant de leur nature même et semblant échapper à toute emprise humaine. Succession de faits inévitables, inexorables, fatals. Ex. : « Nous sommes dans une logique de guerre. »

L'expression fréquente de laisser entendre qu'on prend son parti d'un tel enchaînement, l'homme public pourra profiter de son droit à l'incohérence en ajoutant aussitôt qu'il se place résolument, quant à lui, dans une logique de paix.

2) — Ensemble d'intérêts auxquels se soumet, sans discussion, un individu ou une collectivité. S'emploie avec les verbes se placer, se situer, s'aligner de sa nature, en vous licenciant. Utile se place dans « la logique du marché », il lui « obéit » (non sans chagrin).

3) — Par extension : intérêt supérieur auquel on ne peut rien changer, auquel on a toutes les excuses de sa pitié. Le verbe être est alors préféré au verbe se situer. Ex. : « Saddam Hussein était dans sa logique en annexant le Koweït ; George Bush est dans sa logique en renforçant ses troupes. » Je suis, tu es, il est, dans ma, ta, sa, logique.

4) — Affirmation irrépressible d'un tempérament. Ex. : si un ancien président de la République mise ouvertement sur le décès du président en place, au mépris de la « décence » (voir ce mot) dont il avait naguère plein la bouche, s'il recouvre ainsi le réflexe qui le poussait déjà à percevoir sur le visage de son prédécesseur « la griffe grise de la mort », c'est que sa nature de chasseur le fait regarder toutes choses à travers la croûte d'un fusil à lunette ; on dira de lui qu'il est « pleinement dans sa logique de tueur ».

5) — Ensemble d'avantages acquis ou de privilèges dont on serait bien bête de se priver, comme de se vanter. Ex. : des sénateurs qui touchent chaque mois, en plus de leurs indemnités, une enveloppe de 18 000 francs en espèces et nets d'impôts, on dira qu'ils « sont dans leur logique ». Equivalent plus franc (vulgaire) : « Je vais me gêner ! »

6) — Résignation élégante devant des propos absurdes, des mœurs intellectuelles dégradées. D'un lycéen qui n'a même pas assez lu pour savoir articuler un grief, et qui s'en prend à tout hasard à la pluie ou aux « médias », pour faire comme les grands, on dira qu'il suit « sa logique encore fragile d'adolescent ». Même expression pour le prése-

Voir ce mot

teur de télévision qui interrompt les plus grands esprits au milieu d'une phrase pour glisser les chanteurs de flamenco prévus sur son « conducteur » : « Il se pite à la logique de l'audimat » (voir ce mot).

MOTS se référant aux nouveaux sens de LOGIQUE.

AFFAIRES. Au pluriel.

1) — Objets personnels, vêtements. Ex. : « Pierrot, range tes affaires ! »

2) — Activités commerciales indistinctes. Ex. : « Je crois qu'il est dans les affaires, ou comme ça. »

3) — Affaires (sous-entendu : publiques) : responsabilités politiques supérieures. La logique est d'y revenir : le retour aux affaires.

4) — Sens apparus vers 1990 : manœuvres louches imputées aux dirigeants par ceux qui guignent leur place. Insinuations mal vérifiables mais qui, par leur nombre, font désordre, suggèrent la déliquescence, la nécessité d'un coup de balai. Ex. : « Et puis, il y a les affaires » ; « Exploiter les affaires sans preuve est dans notre logique. »

AUDIMAT. Mot nouveau apparu vers 1980 et invoqué à tout va vers 1990. Procédé, censé mais admet, par lequel on mesure le nombre de spectateurs présents devant leur poste à un moment donné.

Par extension : règle de succès immédiat, imposée à toutes les manifestations audiovisuelles de l'activité artistique, du débat politique, de la vie de l'esprit. Ex. : « L'audimat impose à tous sa logique. »

BONHEUR. D'aimer, d'apprécier, de lire : état qui fait oublier les gouttes au plafond, par exemple au lycée (voir ce mot). Le bonheur ignore sa logique.

DÉCENCE. Comme le mot SÉRIEUX, sert à sanctionner sa propre logique, par opposition à celle du voisin, taxée de manque de sérieux, d'indécence.

ENVIE. Besoin organique ; désir de posséder ; convoitise, jalousie, à l'égard du bien d'autrui.

Sens nouveau : angoisse du manque, provoquée artificiellement dans le public pour déclencher l'achat d'un produit. Ex. : manipuler l'envie des gens est « dans la logique des publicitaires ».

Par voie de conséquence : expression systématique et manique des enfants à propos de toutes choses. Ex. : « La mère de Gorbatchev a sans doute ressenti, en l'attendant, l'envie violente d'une autre logique. »

JUNGLE. Triomphe de la logique.

LIRE. Meilleure façon de ne pas voir tomber la pluie dans la classe et d'échapper à toute logique (voir aussi le mot BONHEUR). Procédé réputé coûteux, à tort. Dans la dernière édition « Folio », les huit volumes de la *Recherche du temps perdu* coûtent au total 276,50 F.

LYCÉE. Endroit où il a toujours plu. Les élèves de 1990 s'en plaignent, c'est leur logique. Autrefois, la logique du délabrement ajoutait au pittoresque de la vie scolaire et au bonheur d'apprendre.

MORALE. Contraire de la logique.

NATUREL, NATURELLEMENT. Euphémisme en usage chez les hommes politiques de tous bords pour rejeter sur la faute à pas de chance la responsabilité de leurs logiques.

ON. Pronom mis pour l'Homme, tu, toi, nous, vous ; personne en particulier, tout le monde.

Sert également à ne pas désigner quelqu'un, une relation invocabable. Ex. (vieux) : « Et que fait-on, dans la vie ? », mis pour : que fait la maîtresse d'Unzli ?

Sens nouveau : manière de ne pas nommer un réseau d'influences, de faire apparaître un diktat social (en matière de mode, d'économie, etc.) comme sans origine identifiable, comparable à un caprice météorologique, éternellement imputable à ses victimes, bref éminemment NATUREL (voir ce mot). Ex. : « Cet hiver, on portera la taille à sa place » ; « A l'ouverture, on se méfie des valeurs françaises, on craint la grève de mercredi... Certains ajouteront : en bonne logique gestionnaire. »

PROFS. Synonyme, en 1990, de bons à rien incultes, de boucs-émissaires. Ex. : « C'est la faute des profs si les gosses regardent trop la télé », « Si on manque de tourneurs-fraiseurs, ce métier si noble... »

Figure inépuisable du prof : Cripure, le héros du roman de Louis Guitoux, le Sang noir, et de la pièce Cripure, que Marcel Maréchal reprend le 18 novembre, à Créteil.

Cripure est un professeur difforme, dans un lycée humide de Bretagne, en 1917. Pacifique troublé par les mutineries ; utopiste fasciné par la révolution bolchevique ; homme de savoir accablé par l'impudence de la pensée à changer la société et de ses espérances fracassées. Porte un longon et une bouffande.

Malgré la fin du rêve soviétique, à cause des menaces de guerre et des manifestations de lycéens, Cripure demeure un exemple, en 1990, pour qui ne se résigne pas aux impasses des logiques modernes.

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGIERE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-89
Téléc : 206.806 F

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Bourvois-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Imprimé
de « Monde »
12, rue de Valenciennes
94822 IVRY-CEDEX
ISSN : 0395-2037

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33.

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BOURVOIS-MÉRY
94822 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 261.311 F

Le Monde
PUBLICITE

André Fontaine, président
François Hugot, directeur général
Philippe Dupuy, directeur commercial
Michèle Orléans,
directrice du développement
2, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDPU26 206 136 F
Téléc : 45-55-04-70 - Société filiale
du Journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 38-15 - Tapes LEMONDE
ou 38-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Bourvois-Méry, 94822 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Vale normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 580 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO SERVICE A DOMICILE. Pour tous renseignements : (1) 40-65-34-70

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Un Angl

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

L'Anglais

CULTURE

ARTS

Un Anglais trop discret

Où l'on vérifie que Ben Nicholson fut le plus précieux des modernes britanniques de ce siècle

Aussi extravagante que la chose puisse paraître, il semble que la dernière exposition personnelle de Ben Nicholson à Paris — et la seule de sa carrière — ait été organisée en 1956. A Londres, naturellement, où il est largement présent à la Tate Gallery, mais encore à Rome, à Barcelone et à New-York, des rétrospectives ont célébré son abstraction déduite du cubisme. Mais pas en France; on ne sait si c'est ignorance ou dédain. Cette indifférence est d'autant plus coupable que la peinture et les dessins de Nicholson sont non seulement inspirés, mais encore dominés par le cubisme parisien.

En 1921, à vingt-sept ans, ce natif de Denham, jusque-là héritier de l'impressionnisme, voit pour la première fois des Picasso et des

Braque cubistes. La commotion est si forte que, à peine deux ans plus tard, il exécute des œuvres abstraites, architectures de droites et de quadrilatères. Le dessin y impose plus que la couleur, qu'il préfère atténuer et mélangé de blanc et de gris afin d'en diminuer l'impact. Ainsi retenue, elle occupe les vides d'une géométrie très régulière, sans en déranger l'équilibre. Nicholson ne recherche ni la violence ni la provocation. Quoiqu'il participe au mouvement abstrait international, adhère à *Abstraction-Création*, fonde *Unit-One* avec Henry Moore et rencontre Mondrian, il se soucie peu d'accepter quelque théorie que ce soit. Comme celle d'Hélion durant la même période, sa peinture ne se réduit pas à un système, fût-il

métaphysique. Elle est même si peu systématique que Nicholson, quand il voyage en France dans les années 30, exécute des croquis de paysage, de maisons et d'arbres où il ne s'interdit pas de représenter choses et volumes.

C'est du reste l'un des grands mérites de l'exposition actuelle que de montrer de tels dessins à proximité des abstractions qui leur sont contemporaines. D'une part, ils surprennent; de l'autre, ils séduisent par le caractère fausement banal, inachevé et comme maladroît du trait.

De clandestine, cette figuration gagne l'œuvre entière à partir des années 40. A nouveau, le fantôme d'Hélion passe dans la peinture, quoique, fidèle à son économie de moyens habituelle et à son culte de

l'euphémisme, Nicholson ne suggère les objets que par leurs contours. Il les entrelace, les croise et les superpose à des plans colorés qui suggèrent reflets et lumières. Dans cet exercice, il est admirable de finesse et de subtilité. A qui le comparer alors, sinon à ses maîtres cubistes eux-mêmes, auxquels il retourne, ayant traversé l'abstraction comme un écran qui lui cachait les apparences? Il y a du Braque dans ces natures mortes indéfinies et, inattendu, du Marcel Duchamp dans son ironique *Queen of Clubs*, reine d'échecs à la couronne de guingols.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Marwan Hoss, 12 rue d'Alger, 75001 Paris, tel. : 42-36-37-38 : jusqu'au 30 novembre.

Les petits cadeaux de Michel Charasse

Tous les deux ou trois ans, le ministère des finances ramène aux services du ministère de la culture une moisson plus ou moins riche : les œuvres d'art exportées frauduleusement et saisies par les douanes. En 1987, les finances pouvaient présenter fièrement deux tapisseries du dix-huitième siècle signées Claude Audran, découvertes à la frontière suisse, au fond d'un camion, sous un amoncellement de caisses. Elles sont aujourd'hui au Musée du Louvre. Cette année, sans être négligeable, la manne est moins généreuse.

Un ensemble de manuscrits, repêché du côté du lac Léman, ira enrichir la Bibliothèque nationale : lettres de Fénelon, Nicolas Fouquet, Beaumarchais, Stendhal et Mérimée, fragments de l'*Histoire contemporaine* d'Anatole France, albums poétiques de Lamartine, minutes du rapport du Directoire sur l'expédition d'Irlande. A côté d'une série de dessins peu exaltants (Cabanel, Foulis, Fragonard fils, Nanteuil), un beau cavalier chinois de la dynastie Tang doit aller au Musée Guimet. Il a été récupéré à Londres, peu de temps avant sa mise en vente aux enchères. Une suite de vingt-quatre lithographies de Chagall sera versée au Musée Chagall de Nice. Les pièces les plus intéressantes sont signées Delou et Carpeaux : cinquante-neuf chefs-modèles en bronze (les premiers bronzes « perdus » réalisés par une fonderie). Là encore, ils ont été rattrapés à Londres, où ils avaient été exportés sous la rubrique « matières premières ». Ils doivent faire l'objet d'une exposition au Musée d'Orsay avant d'être répartis dans les collections publiques.

L'auteur d'une exportation frauduleuse peut soit opérer une transaction avec les douanes (payer une amende ou abandonner une partie des objets saisis), soit attendre un règlement judiciaire qui peut ordonner une confiscation au profit de l'administration. « Nous sommes le bras séculier de la culture », affirme Michel Danet, de la direction générale des douanes. Mais la densité des contrôles est fai-

ble, et la plupart de nos opérations sont faites sans renseignements préalables. Nous ne saisissons pas plus de 8 % à 10 % des objets qui passent frauduleusement la frontière. En revanche, certains professionnels suivent des pièces et peuvent les repérer à l'étranger avant leur vente. Nous essayons alors d'intervenir, parfois avec succès. »

Un Poussin en alternance

C'est ainsi que à la fin des années 70, un conservateur français remarqua dans un musée de Cleveland un tableau de Poussin qu'il savait appartenir à un particulier français. Vérification faite, l'œuvre n'avait reçu aucune autorisation de sortie. Son propriétaire l'avait emportée, discrètement roulée sous son bras. Les douaniers de l'aéroport de Roissy n'avaient rien vu. Arrivé à New-York, le fraudeur avait déclaré son précieux bagage. En règle avec la loi américaine, il avait pu légitimement le vendre au Musée de Cleveland. La justice française lui infligea une amende, qu'il paya. Mais comment récupérer le Poussin acheté légalement aux Etats-Unis par un établissement qui faisait valoir sa bonne foi? Une décennie fut nécessaire pour trouver un compromis : provisoire; pendant dix ans le tableau sera exposé alternativement, six mois durant, à Cleveland et au Louvre. D'ici là, une solution définitive sera, on l'espère, imaginée.

D'autant qu'en 1993 les frontières de la CEE seront ouvertes et qu'il faudra définir la notion de patrimoine européen, aujourd'hui particulièrement floue. Michel Charasse a évoqué ce problème en la voyant sous les idées générales : « Les frontières de 1993 seront ouvertes pour ce qui est légitime, je pense aux supérieurs, je pense aux armées, je pense aux œuvres d'art, et à-t-elle déclaré, l'Europe de demain sera celle de la culture, ce ne peut être l'Europe des fraudes. »

EMMANUEL DE ROUX

THÉÂTRE

Promotions et subventions

M. Jack Lang a présenté les personnalités nommées à la tête de plusieurs centres dramatiques et du TNS

Fidèle à ses amitiés, le ministre de la culture, en présentant les nouveaux responsables de centres dramatiques (*Le Monde* du 13 novembre) a, avec insistance, rendu hommage à M. Bernard Dort, précédent directeur du théâtre et des spectacles, avant de reconnaître le « travail de journal » de M. Bernard Faivre d'Arctier, l'actuel directeur. Il est vrai que « BFA » a tenu les promesses faites pendant le Festival d'Avignon : il a réussi à négocier pas par pas l'installation des artistes, dans la transparence des problèmes financiers et culturels, afin d'éviter les conflits et frictions avec les collectivités locales. « Les maires, pour la plupart, n'ont plus la même mentalité qu'il y a dix ans, ils ont compris l'importance des activités artistiques et sont ouverts aux expériences », a déclaré M. Jack Lang.

Plusieurs de ces nouveaux directeurs ne sont pas encore connus. Leurs spectacles le sont plus que leurs noms. C'est que la nouvelle génération, moins flamboyante que celle des années 70, a misé sur les petits pas, le long terme, le professionnalisme. Et elle arrive juste au bon moment, au moment où le ministre de la culture veut réhabiliter le service public.

Jean-Marie Villégier au Théâtre national de Strasbourg

Né en 1937, ce normalien agrégé de philosophie succède à Jacques Lassalle, administrateur de la Comédie-Française. Jean-Marie Villégier, qui a commencé sa carrière de metteur en scène en montant la *Tentation de Saint-Antoine*, de Gustave Flaubert, en 1974, a une prédilection pour le théâtre baroque. Metteur en scène de la *Mort de Sénèque*, de Tristan L'Hermite (1984), il réalise ensuite le *Couronnement de Poppée*, de Monteverdi, à l'Opéra de Paris, les *Galantises du duc d'Osone*, de Jean Maitre, le *Fidèle*, de Pierre Lurive, et récemment le *Malade imaginaire* de Molière et Marc-Antoine Charpentier. Jean-Marie Villégier a été professeur à l'Ecole supérieure d'art dramatique du Théâtre national de Strasbourg. Il souhaite que cette ville, au cœur de l'Europe,

accueille des compagnies étrangères et invite en résidence des artistes des troupes d'Europe de l'Est.

Strasbourg voit également arriver André Pomarat à la tête du Centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse.

Daniel Mesguich à Lille
Né en 1932 à Alger, élève au Conservatoire national d'art dramatique de Paris, où il monte son premier spectacle, *Le Châtelet*, de Kafka, Daniel Mesguich fonde en 1974 la Compagnie du miroir, à laquelle il adjoint une école. Dès 1974, il monte *Candide*, le *Prince travesti*, *Briarcliff*, *Tête d'or*, et toute une série de pièces de Shakespeare, Dürer, Barthes, et encore la *Tentation de Wagner* en 1983 à l'Opéra de Nice.

Directeur du Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis de 1986 à 1988, Daniel Mesguich, qui poursuit parallèlement une carrière au cinéma et à la télévision, est professeur au Conservatoire d'art dramatique. Il succède à Gildas Bourdet.

Brigitte Jaques et François Regnault à Asnières
Professeur d'art dramatique à la Rue Blanche depuis 1981, Brigitte Jaques met en scène *Le Veil du printemps*, de Weckkind, *Enfer Jouet* 40 (1986), ou *Horace* (1989). Elle a monté le *Partage de midi*, de Claudel, actuellement à l'affiche au Théâtre de l'Atelier.

Philosophie et écrivain, François Regnault a fondé avec Brigitte Jaques la Compagnie du Théâtre Pandora en 1976. Traducteur, adaptateur, il a également travaillé avec Patrice Chéreau : la *Dispute* (1973), le *Ring*, de Wagner (1981), la *Fausse Suivante*, de Marivaux (1985). Brigitte Jaques et François Regnault succèdent à Alfredo Arias.

Christian Schiaretti à Reims
Agé de trente-cinq ans, le successeur de Denis Guénon, est le plus jeune directeur de centre dramatique de cette « promotion ». Co-créateur et co-directeur de l'école-théâtre La Belle de mai (maison de la culture de Créteil), metteur en scène (*Monteur Vitrac*, la *Chute*, d'Antonin Artaud ou, récemment, le *Laborateur de Bohème*, au théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis) Christian Schiaretti a également publié quatre ouvrages, dont *Léon la France*, *Hardi voyage vers l'Ouest américain*.

René Luyon à Besançon
Agé de quarante-deux ans, comédien et metteur en scène, le successeur de Denis Llorca a participé en tant que comédien ou metteur en scène au Théâtre populaire de Lorraine (1969-1975), avant de créer le Théâtre Jeûles, avec Yannick Kerkos, en 1976.

Patrick Pelloquet à Angers
Comédien et metteur en scène de trente-six ans, Patrick Pelloquet succède à Jean Guichard.

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

VILLE DE CAEN
REGION BASSE NORMANDIE
MINISTÈRE DE LA CULTURE

Les Arts Florissants
WILLIAM CHRISTIE

NOVEMBRE 1990

Luigi ROSSI (1598-1653)

ORFEO

Opéra en un prologue et trois actes
Livret de Francesco BUTI

Agnès MELLON - Monique ZANETTI
Sandrine PIAU - Noémi RIME
Jean-Paul FOUCHECOURT
Jérôme CORREAS - Bernard DELETRE

M. BOYER - C. ELLOIR - D. FAVAT - N. ISHERWOOD
B. MALLERET - D. MICHEL-DANSAC
C. PELON - J.M. SALZMANN - B. THIVEL

Chœur et Orchestre LES ARTS FLORISSANTS
Direction William CHRISTIE

Le 14 à 20H30 LILLE Festival de Lille Opéra
Le 16 à 20H00 MONTPELLIER Opéra
Le 25 à 15H30 VIENNE Wiener Konzerthaus
Le 26 à 20H00 PARIS Théâtre du Châtelet
Le 27 à 19H00 LONDRES Queen Elizabeth Hall

RECITAL A DEUX CLAVECINS
Couperin - Le Roux - Rameau - Rigol

William CHRISTIE - Christophe ROUSSET

Le 29 à 20H30 CAEN Eglise N.-D. de la Gloriette

DECEMBRE 1990

M - A CHARPENTIER (1643-1704)

ANTIENNES "O" DE L'AVANT H.36 à 43
NOELS H.531 et H.534/PASTORALE H.483

S. PIAU - C. PELON - N. RIME - B. THIVEL
F. PIOLINO - F. BAZOLA - J. CORREAS
H. REYNE - J.-P. NICOLAS - A.-M. LASLA
S. ABRAMOWICZ - E. MATIFFA - E. BELLOCO

Orgue, clavecin et direction William CHRISTIE

Le 12 à 21H00 ROANNE Théâtre
Le 13 à 19H00 PARIS L'Auditorium / Châtelet
Le 14 à 19H30 LONDRES Wigmore Hall
Le 16 à 15H30 POITIERS Théâtre
Le 17 à 19H00 BUCAREST Athénée
Avec le soutien de l'AFAA
Le 19 à 17H00 PRAGUE Eglise Saint-Jacob
Avec le soutien de l'AFAA

PECHINEY

théâtre de la bastille

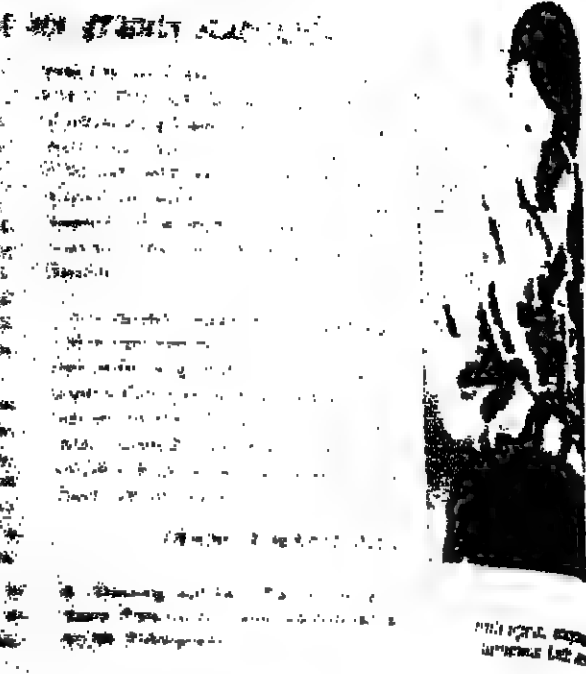
du 13 au 18 novembre à 21h
dimanche à 17h
THEATRE TATOUÉ
Scène Ouverte Orlans
(Boulogne)

du 21 au 26 novembre à 19h30
RECITS D'UN JEUNE MEDECIN
de Michail Boulgakov
Mise en scène Régine Pommeret
avec Eric Doye et Marc Hamois

jeudi 22 novembre à 21h
MARCO REBRETINI
CHRISTIAN BOURGAULT / SCHIELE
GEORGES APPAUX / MUSIL

76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS 43 57 42 14

URE
perfection



LA RUSSIE
Histoires des
mouvements spirituels

LA RUSSIE
Histoires des
mouvements spirituels

LA RUSSIE
Histoires des
mouvements spirituels

LA RUSSIE
Histoires des
mouvements spirituels

LA RUSSIE
Histoires des
mouvements spirituels

Jeudi 14-20

SPECTACLES

CINÉMAS Programmes du mercredi 14 au mardi 20 novembre

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MARDI

En collaboration avec le festival de Montpellier : Amour d'écritures (1907), d'Albert Capellani, la Caduta di Troia (1910), de Giovanni Pastrone, la Sposa del Nido (1911), de Luigi Maggi, 16 h. En collaboration avec le festival de Montpellier : le Village maudit (1928), de Florian Rey, 19 h. Inconnu (1990), d'Alain Bergala, 21 h.

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE

ROUGE (A., v.f.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; Studio 28, 18 (45-06-30-07) ; v.f. : UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-84) ; Hollywood Boulevard, 8 (47-70-10-41).

LES AFFRANCHIS (A., v.f.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; v.f. : UGC Opéra, 8 (45-74-95-40).

L'AGUILLEON DE LA MORT (Jap., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-00).

ALBERTO EXPRESS (Fr.) : Clichés, 6 (48-33-10-82).

LES ARMES DE L'ESPRIT (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (48-33-97-77).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

L'AVENTURE DE CATHERINE C.

FR. : Épée de Bois, 5 (43-57-47-47).

PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

CHARLIE (A., v.f.) : La Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-00) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-93-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-50) ; UGC Maitlot, 15 (40-88-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

CHÉRIE, J'AI RETRÉCÉ LES

GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

LES CHEVALIERS DE LA TABLE

RONDE (Fr.) : Pathéon, 5 (43-54-15-04).

58 MINUTES POUR VIVRE (A., v.f.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; George V, 8 (45-62-41-45).

CRY-BABY (A., v.o.) : Clichés, 6 (48-33-10-82).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-20).

DADDY NOSTALGIE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-47).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 2 (45-32-91-68) ; George V, 8 (45-62-41-45) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

LES FILMS NOUVEAUX

AIR AMERICA. Film américain de Roger Spottiswoode, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-32-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Publicis Saint-Germain, 8 (45-74-94-84) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-60-33) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; Miramax, 14 (43-27-84-50) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-50) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01).

DICK TRACY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; v.f. : UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-84).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Clichés, 6 (48-33-10-82).

DOCTEUR PETITOT (Fr.) : Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-20).

ETOILE CACHÉE (Ind., v.o.) : L'Enfermement, 14 (45-43-41-63).

EXTREMES LIMITES (A.) : La Géode, 19 (48-42-13-18).

LA FEMME FARDÉE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-32-82) ; Pathé Français, 8 (47-40-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-50) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elyades Lincoln, 8 (43-58-36-14).

GREMLINS 2 (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

HALAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; UGC Opéra, 8 (45-74-95-40) ; Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-20).

HENRY & JUNE (Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Les Montparnos, 14 (43-27-82-37).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elyades Lincoln, 8 (43-58-36-14).

GREMLINS 2 (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

HALAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; UGC Opéra, 8 (45-74-95-40) ; Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-20).

HENRY & JUNE (Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Les Montparnos, 14 (43-27-82-37).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elyades Lincoln, 8 (43-58-36-14).

GREMLINS 2 (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

HALAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; UGC Opéra, 8 (45-74-95-40) ; Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-20).

HENRY & JUNE (Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Les Montparnos, 14 (43-27-82-37).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elyades Lincoln, 8 (43-58-36-14).

GREMLINS 2 (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

HALAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; UGC Opéra, 8 (45-74-95-40) ; Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-20).

HENRY & JUNE (Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Les Montparnos, 14 (43-27-82-37).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elyades Lincoln, 8 (43-58-36-14).

GREMLINS 2 (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

HALAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; UGC Opéra, 8 (45-74-95-40) ; Sept Parmissiens, 14 (43-20-32-20).

HENRY & JUNE (Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Les Montparnos, 14 (43-27-82-37).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elyades Lincoln, 8 (43-58-36-14).

GREMLINS 2 (A., v.f.) : République Cin

Cholestérol ou pas ?

Il y a des questions
qu'il faut poser à temps.

La formation des Biologistes de votre
Laboratoire d'Analyses Médicales vous garantit
la qualité de vos analyses.

LES BIOLOGISTES
Des spécialistes indispensables à la vie!

C.N.B. CENTRE NATIONAL DES BIOLOGISTES

des
fusion



Forza

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page, including the word "L'Espresso" and other illegible scribbles.

Journal 150

SCIENCES • MEDECINE

Guerre du feu stellaire

Les grandes manœuvres politico-financières autour de la recherche sur la fusion thermonucléaire menacent la suprématie européenne

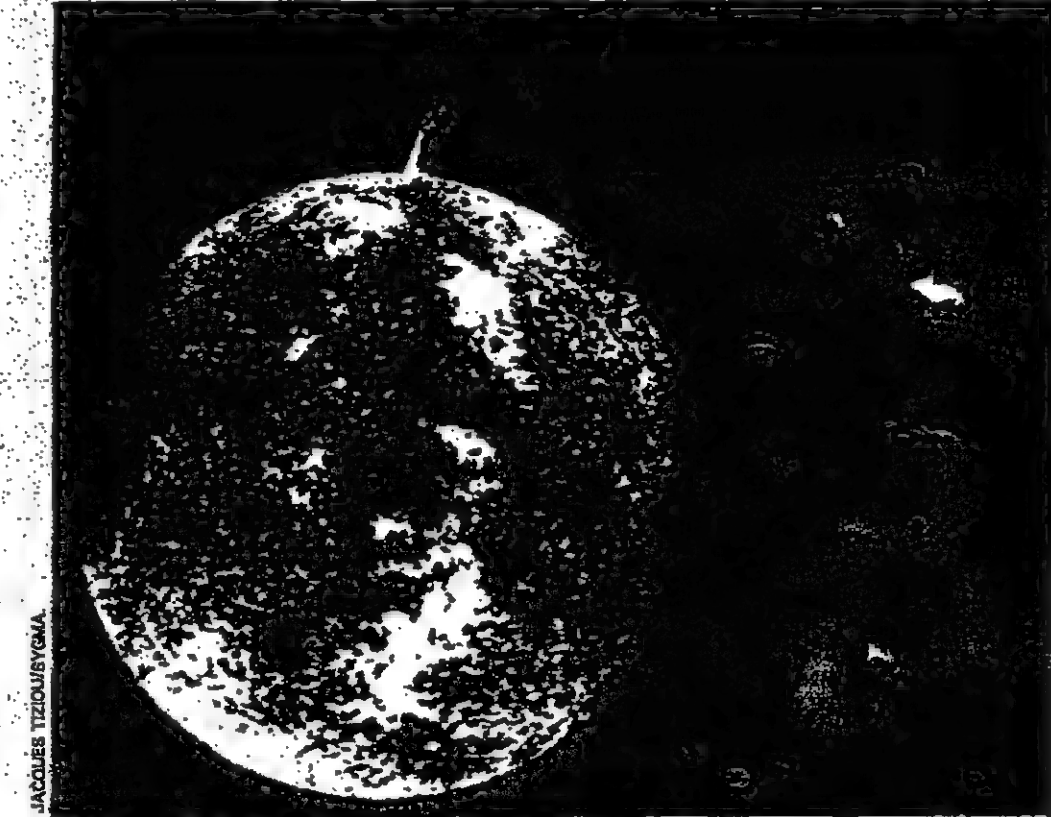
«L A bataille pour la fusion thermonucléaire n'est pas perdue pour l'Europe, mais elle est bien mal engagée. Si les Européens ne font pas preuve d'un minimum de fermeté et de dynamisme, ils joueront, au mieux, les seconds rôles derrière les Etats-Unis, l'Union soviétique et le Japon. Le constat de ce spécialiste de la fusion peut paraître sévère, mais il est largement mérité. Et cette situation est d'autant plus navrante que l'Europe fait, depuis plusieurs années, figure de leader dans cette course à la domestication de l'énergie «H», celle-là même qui anime le cœur des étoiles et fait briller notre Soleil.

Depuis une trentaine d'années, les pays industrialisés se sont lancés dans cette quête avec des fortunes diverses. Des chaudières thermonucléaires, fondées sur le principe des Tokamaks inventés il y a une vingtaine d'années par les Soviétiques, ont donc fleuri un peu partout dans le monde pour les besoins de la recherche. Les plus puissants d'entre eux ont pour nom JET (Joint European Torus) et TORE-SUPRA pour l'Europe, TFTR (Tokamak Fusion Test Reactor) pour les Etats-Unis, JT-60 pour le Japon, et T-15 pour l'Union soviétique.

Le but des scientifiques est donc de créer dans ces enceintes en forme de chambre à air (tores) de ces Tokamaks des températures de plus de 100 millions de degrés nécessaires au déclenchement et à l'auto-entretien de réactions nucléaires de fusion au sein d'un «plasma», gaz de deutérium et de tritium (deux isotopes de l'hydrogène) dont les atomes sont dissociés en noyaux et électrons.

Jour après jour, les physiciens tentent de maîtriser les sursauts du plasma dans ces formidables chaudières. Sur le papier, tout est simple. Pourtant nombreux sont ceux qui ont annoncé sans rire que la fusion thermonucléaire contrôlée était pour dans cinq ans et qu'on allait mettre, sans coup férir, «l'énergie des étoiles en bouteille». Mais il a fallu déchanter : la fusion, qui, demain, doit nous donner des quantités d'énergie presque illimitées, ne se laisse pas domestiquer aussi facilement.

On en voudrait pour preuve les résultats, pourtant encourageants, obtenus ces dernières années dans les laboratoires les plus performants. Les équipes du TFTR ont pu ainsi se glorifier d'avoir atteint les 200 millions de degrés. Celles du JET d'avoir obtenu 140 millions de degrés. Mais pendant combien de temps ces températures ont-elles été maîtrisées ? Et avec quelle densité de plasma ? En général, quelques fractions de seconde seulement et avec des densités de plasma de un, voire de plusieurs



Domestiquer les sursauts du Soleil.

ordres de grandeur inférieurs à ce qui est nécessaire.

Bien que des progrès considérables aient été faits, force est donc de reconnaître que les machines actuelles sont encore loin du *break even*. Ce point de fonctionnement où les conditions de température et de densité du plasma sont telles que la matière engendrée par fusion une énergie équivalente à celle qu'on lui injecte pour la chauffer. Aujourd'hui par exemple, il s'en faut encore d'un facteur 1 à 2 pour que le Joint European Torus (JET) de Culham (Grande-Bretagne), pourtant une des meilleures machines existant au monde, franchisse ce seuil convoité.

Une nouvelle étape

Chacun est donc conscient dans la communauté scientifique que, pour domestiquer la fusion, il faut franchir une nouvelle étape. Construire un nouveau Tokamak qui, sans être encore un véritable réacteur à fusion (à l'image des premiers réacteurs à fusion, ancêtres du pare électro-nucléaire français), permette d'aller au-delà du *break even* et d'atteindre ce que les physiciens appellent l'ignition.

Ce nouvel objectif est ambitieux, car il doit conduire à la construction

d'une machine délivrant pendant un temps certes limité mais important — environ 1 000 secondes — une puissance cinq fois supérieure à celle nécessaire pour le *break even*. Bref, une chaudière thermonucléaire dans laquelle le tritium de la puissance servirait à maintenir le plasma dans de bonnes conditions de fusion et les quatre-cinquièmes restants étant utilisés pour produire de l'énergie.

Tout dit, les Européens ont songé à créer une telle installation, le Next European Torus (NET), prolongement du JET de Culham et du TORE-SUPRA, la machine à fusion supraconductrice de Cadarache (Bouches-du-Rhône), et les Américains firent de même. Mais les Soviétiques, pourtant pionniers de cette technique, préférèrent jouer la diplomatie et la carte de l'internationalisation d'un tel programme pour rapprocher au peloton de tête. C'est ainsi que fut lancée l'idée de la construction d'une telle machine par les quatre grands de la fusion. Le projet, baptisé ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) séduisit le président Reagan au grand dam des Européens et des Japonais. En février 1988, les douze Etats de la CEE donnaient cependant leur aval à une coopération sur ce projet, à condition qu'elle soit menée sous les auspices de l'Agence internationale

de l'énergie atomique (AIEA). Bref tout cela était un peu vague, loin dans le temps et de nature à préserver les intérêts de chacun.

Les choses se sont toutefois précipitées ces derniers mois. Souvent d'une manière un peu confuse. Souci de revenir dans une course à laquelle les performances de leur T-15 ne devaient pas leur permettre de participer, les Soviétiques maintiennent, évidemment, la pression pour le lancement d'ITER. Les Américains, poussés fermement leurs pions bien décidés qu'ils sont à reprendre le leadership mondial de la fusion. Mais ils sont en pleine bagarre interne. Les équipes d'Oakridge, de Livermore et de San Diego jalouxent celle de Princeton et son TFTR. Le laboratoire de Princeton vient de perdre son directeur, et le département de l'énergie américain n'a pas de responsable chargé de la fusion.

Comme pour accroître la confusion, le secrétaire d'Etat à l'énergie, James Watkins, a fait savoir en juillet que les Etats-Unis ne pourraient tout faire dans le domaine de la fusion et qu'il fallait se donner des priorités. Fort de cet avertissement, le laboratoire de Princeton a fortement poussé ses projets en suggérant de construire une machine qu'elle avait sur plans, le Compact Ignition

Tokamak (CIT), dérivée du TFTR et qui serait capable d'atteindre l'ignition, mais pour des périodes de l'ordre de 3,7 secondes seulement. Coût de l'opération : 1,2 milliard de dollars pour une machine dont la mise en service n'interviendrait pas avant 1999.

Pour mieux convaincre, Princeton a profité de la tenue à Washington, début octobre, de la conférence biennale de l'AIEA sur la fusion, pour annoncer que le TFTR était sur le point de réaliser le fameux *break even* que tout le monde recherche. Ce coup de bluff aurait pu passer si certains experts suspicieux n'avaient fait remarquer que les performances annoncées étaient, en fait, le résultat de savants calculs montrant que dans des conditions optimales de fonctionnement du matériel il serait possible que... Possible seulement car le même calcul, effectué par les physiciens du JET, pour le JET n'aboutit

qu'à frôler le *break even*. Pas question donc pour les Européens de se rallier à quelque CIT que ce soit, en faisant du futur ITER un simple programme de développement technologique. «Ce qu'il faut si l'on fait ITER, commente un expert, c'est disposer d'une machine qui permette d'atteindre les conditions d'ignition pendant des périodes de 1 000 secondes.»

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU
Lire la suite page 23

(1) Dans une réaction thermonucléaire de fusion, les noyaux d'atomes légers de deutérium et de tritium fusionnent entre eux pour donner un noyau d'hélium et de l'énergie sous forme de particules (neutrons). Dans la réaction de fusion (celle qui permet à nos centrales nucléaires de fonctionner), en revanche, les noyaux d'atomes lourds d'uranium et de plutonium ne fusionnent pas, mais se brisent en plusieurs morceaux sous l'impact des neutrons.

Un froid dans la fusion

Dix-huit mois après l'annonce de la découverte de la «fusion froide» par MM. Stanley Pons et Martin Fleischmann, «les preuves du phénomène, de plus en plus ténues, tendent vers l'invisible : le tritium s'est évaporé, les rayons gamma ont disparu... et Stanley Pons lui-même se fait rare», écrit récemment l'hebdomadaire scientifique *Nature*.

Cet humour tout britannique n'est plus d'actualité. MM. Pons et Fleischmann, que bien peu de leurs collègues avaient pu rencontrer depuis plusieurs mois, ont en effet réapparu, mercredi 7 novembre, au grand soulagement des autorités de l'université et de l'Etat américain de l'Utah, qui financent l'Institut national de la fusion froide.

L'annonce de cette découverte, le 23 mars 1989, avait fait l'effet d'une bombe. Les deux hommes affirmaient en effet être parvenus à obtenir à température ambiante et par simple électrolyse une réaction de fusion nucléaire (*le Monde* du 24 mars 1989). Celle-là même qui se produit au cœur du Soleil et des étoiles, et que des milliers de chercheurs s'efforcent en vain de domestiquer, et que des milliers de physiciens voudraient bien obtenir dans d'énormes machines dévorantes d'énergie (*lire ci-contre*).

Depuis, malheureusement, leur expérience n'a pas pu être reproduite. Le débat tourne au dialogue de sourds entre une majorité de chercheurs pour qui MM. Pons et Fleischmann se sont — au mieux — trompés, et leurs défenseurs, dont aucun n'a cependant pu apporter une preuve convaincante de la réalité de la fusion froide. Enfin,

malgré des promesses réitérées, les deux hommes n'ont toujours pas publié de compte-rendu précis de leurs expériences.

Cette situation inquiète, évidemment, les responsables de l'Etat et de l'université de l'Utah qui ont investi 5 millions de dollars (complétés par 20 millions de dollars de fonds privés) dans l'Institut national de la fusion froide, depuis la fondation de cet organisme l'an dernier. Ils ont exigé qu'une commission d'experts se prononce avant de décider s'ils continueraient ou non cet effort. Les deux hommes, qui ne s'exprimaient plus que par l'intermédiaire de leur avocat, ne s'étaient pas présentés pour une première réunion, le mois dernier. M. Fleischmann était, paraît-il, souffrant. Quant à M. Pons, il avait vendu sa maison, retiré son fils du lycée, et disparu de la circulation.

On imagine le soulagement général quand les deux hommes ont réapparu, suffisamment mal à l'aise cependant pour tenter de se cacher des caméras de télévision. «J'ai demandé une année sabbatique pour travailler à plein temps sur la fusion», a affirmé M. Pons aux experts qui l'interrogeaient. Avant de leur promettre, à nouveau, la publication d'articles sur ses derniers travaux, «des *deux* cela sera possible sans mettre en cause le dépôt de nouveaux brevets». Les experts commis par l'Utah se sont, en revanche, fixés une date précise : ils remettront leur verdict à l'université le 15 décembre prochain.

J.-P. D.

Forza la dope !

Les athlètes italiens ne nient pas avoir fréquemment recours à des produits dopants mais ils en reportent la responsabilité sur leur entourage

U NE nouvelle tendance estelle en train de naître, au sein même de la communauté des athlètes de haute compétition, pour que soit mis fin à l'utilisation des produits dopants ? Une enquête, publiée dans l'hebdomadaire médical britannique *The Lancet* (daté du 27 octobre), et réalisée sous l'égide du Comité national olympique italien et du Conseil national italien pour la recherche, montre en effet que, si la pratique du dopage est effectivement répandue chez les sportifs transalpins, ces derniers souhaitent la mise en œuvre de contrôles plus stricts et plus fréquents, y compris lors des périodes d'entraînement.

An total, mille quinze athlètes de compétition et deux cent seize médecins, entraîneurs et dirigeants sportifs ont participé, dans le courant de 1989, à cette enquête unique en son genre. Ils avaient été recrutés, selon la méthode des quotas, par l'Institut Gallup, et il leur était demandé de répondre à un questionnaire très précis tenant de cerner les habitudes en matière de dopage.

Première indication : 30 % d'entre eux estiment qu'il est possible

d'améliorer les performances athlétiques grâce à l'utilisation de produits dopants. Environ 10 % des athlètes avouent utiliser fréquemment des amphétamines et des stéroïdes anabolisants pour des compétitions nationales ou internationales et 27 % reconnaissent en prendre, mais seulement occasionnellement.

A contrecoeur

Ces chiffres sont bien entendu du fait même des conditions de l'enquête — en deçà de la réalité. Il n'en démontrent pas moins l'importance de la pratique du dopage. Les raisons avancées par les athlètes pour expliquer ce choix sont multiples, avant tout l'envie de gagner (pour 63 % d'entre eux), le désir d'améliorer les performances (9 %), l'espoir de voir s'améliorer les douleurs physiques (6 %).

Fait important, une majorité de sportifs (62 %) affirmant n'avoir pas décidé d'eux-mêmes de se doper mais avoir cédé aux pressions multiples de leur entourage (entraîneurs, dirigeants, etc.). Seulement 28 % des

athlètes interrogés reconnaissent s'être dopés du fait de leur seule volonté.

Se doper semble en tout cas chose facile : 35 % des athlètes reconnaissent qu'il leur serait «très facile», et 39 % «pas très difficile», de se procurer des produits dopants. Les substances les plus utilisées sont les amphétamines et les stéroïdes anabolisants. Viennent ensuite les antalgiques narcotiques, les transfusions sanguines, les diurétiques, les vasodilatateurs et les bêta-bloquants. Classés par ordre décroissant d'efficacité, on trouve les stéroïdes anabolisants, les amphétamines, les analgésiques narcotiques et les transfusions sanguines. La nouveauté de ces produits est bien connue, en particulier celle des anabolisants et des amphétamines, jugés comme étant, de loin, les plus dangereux.

Tout le paradoxe de cette situation vient du fait que, si le dopage est une pratique répandue parmi les athlètes de haute compétition, c'est en quelque sorte «à contre cœur». Deux tiers des athlètes et des techniciens déclarent des contrôles plus stricts et plus fréquents ; 82 % des athlètes demandant que de tels contrôles soient pratiqués, y compris durant les périodes d'entraînement.

Ces données, certainement sous-estimées, doivent être considérées avec une certaine prudence dans la mesure où la représentativité de cette étude peut être sujette à caution. Sans doute les sportifs ayant le plus recours à des produits dopants sont-ils les moins enclins à jouer le jeu de la vérité. Notons néanmoins que peu d'athlètes ont refusé de répondre. D'autre part, le caractère inédit en Europe d'une telle étude rend impossible toute comparaison.

Il n'en reste pas moins vrai que la plupart des sportifs italiens de haute compétition — mais cela vaut sans doute également pour les athlètes des autres pays européens — connaissent bien les techniques de dopage. Et que — fait particulièrement alarmant — lorsqu'ils en arrivent à se doper, c'est bien souvent à la suite de fortes pressions de leur entourage.

Ces données, après bien d'autres, devraient inciter les fédérations sportives, en coordination avec les médecins du sport, à intensifier l'information auprès des athlètes afin qu'ils connaissent exactement les risques qu'ils prennent en ayant recours à de telles pratiques.

FRANCK NOUCHI

Conférences

Dans le cadre de l'exposition

VIVE L'EAU

mercredi 21 novembre à 17h

«Le goût de l'eau»

par Jacques Puisais, Institut français du goût et Michèle Rizet, Lyonnaise des eaux
Animation : Eric Solal,
«Cuisine et vins de France»

mercredi 28 novembre à 17h

«Comment l'eau façonne la terre»

par René Letolle, université Pierre et Marie Curie
Animation : Emmanuel Serafini,
«Science et vie Junior»

(accès libre)

«Cité des Sciences et de l'Industrie»,
30, avenue Corentin Cariou 75019 Paris. Métro Porte de la Villette.
Informations : (1) 46 42 13 13

Sida : prévenir en urgence

En l'absence de thérapeutiques efficaces, la prévention demeure la seule arme contre le sida. Comment, au plus vite, le faire comprendre au plus grand nombre ?

MONTREUX

de notre envoyé spécial

A quelques mètres du lac Léman, violemment agité par les bourrasques d'automne, on avait, dans les sous-sols asphaltes du Palais des congrès, affiché quelques dizaines de posters, ces affiches résumant les communications scientifiques qui n'ont pas trouvé place dans les sessions plénières. Là, parmi celles venues du monde entier, une équipe suédoise expliquait comment elle avait pu enquêter sur l'infection par le virus du sida chez les clients des restaurants et des cinémas gays d'Oslo. Plus loin on trouvait les bandes dessinées qui au Surinam incitent à l'usage du préservatif. Au premier étage les responsables du programme suisse contre le sida proposaient de luxueuses brochures et des dépliants informatifs, ainsi que divers modèles plus ou moins sophistiqués de préservatifs.

Au programme officiel de la réunion, à laquelle participaient plus de trois cents spécialistes, figuraient aussi bien des travaux sur l'utilisation des condoms par les adolescents norvégiens que les changements de comportement des homosexuels gallois, ou que les actions de prévention organisées dans les motels de Managua. Montreux accueillait ainsi il y a quelques jours, à l'initiative de la CEE, l'une des premières réunions internationales consacrées à l'évaluation des multiples actions de prévention lancées ces dernières années un peu partout à travers le monde (1). Cette manifestation tout à fait originale, après celles qui ont été organisées à Paris et consacrées aux recherches biologiques (le Monde du 31 octobre), puis à l'action des ONG (le Monde du 4-5 et du 6 novembre), témoignait de l'ampleur et de la diversité des problèmes soulevés aujourd'hui par l'épidémie de sida.

L'évaluation des actions de prévention est un sujet encore neuf en médecine, limité pour l'essentiel au

dépistage de certains cancers ou à certaines affections cardiovasculaires. « Avec l'épidémie de sida, est apparue une donnée tout à fait nouvelle, un véritable sentiment d'urgence, qui a eu pour conséquence d'accélérer les programmes d'évaluation des actions mises en œuvre », explique le professeur Fred Paccaud (institut universitaire de médecine sociale et préventive, Lausanne). L'un des principaux organisateurs de la réunion de Montreux, Lancet pour l'essentiel en Europe à partir de 1986, les campagnes de prévention contre le sida sont entrées dans une nouvelle phase. Et pour les pays les plus avancés dans ce domaine, comme le Danemark, on commence à enregistrer certaines difficultés pour maintenir la prévention, pour continuer à susciter de l'intérêt. Il s'agit dès lors de savoir comment nous devons poursuivre des actions plus que jamais indispensables. »

A la différence des autres entreprises de prévention médicale, celle qui concerne le sida implique, compte tenu des caractéristiques de cette infection, d'aborder des sujets extrêmement complexes, au premier rang desquels figurent les comportements sexuels. Le mode de transmission dominant aujourd'hui à l'échelon international ne pouvant plus être réduit aux seules relations homosexuelles, la prévention doit intégrer les multiples formes de l'hétérosexualité à hauts risques de contamination. Il s'agit de s'adresser au plus grand nombre pour rappeler les dangers que peuvent constituer les relations sexuelles sans protection avec des partenaires plus ou moins anonymes ou connus pour être dangereux en regard à leur toxicomanie, à leur bisexualité ou à la multiplicité de partenaires.

Spots télévisés, brochures, affiches, bandes dessinées, encarts publicitaires, incitation à l'usage des préservatifs, promotion de la fidélité, mises en garde répétées, on ne compte plus le nombre, la forme ou le mode de diffusion des messages de prévention contre le sida. Est-il possible aujourd'hui d'en mesurer



Illustration de la campagne suisse contre le SIDA

l'impact et l'efficacité ? La réunion suisse a montré que rien dans ce domaine n'était évident. « Dans les premières années qui ont suivi l'apparition de l'épidémie, les communautés homosexuelles ont réussi, grâce notamment à leurs réseaux associatifs, à mettre en œuvre des actions de prévention efficaces », explique le professeur Peter Piot (institut de médecine tropicale d'Anvers). Aujourd'hui, il s'agit de s'adresser aux toxicomanes, aux jeunes, aux populations migrantes... Cet objectif est d'autant plus difficile à atteindre que nous ne disposons pas d'outils permettant une évaluation précise et objective des actions entreprises. »

Comment en effet mesurer les évolutions et les changements de comportement dans un domaine aussi complexe que celui de la sexualité humaine ? En pratique, les observateurs peuvent avoir recours à une série d'instruments complé-

mentaires. « Nous disposons de trois grands types d'indicateurs », résume le docteur Jean-Baptiste Brunet (centre collaborateur de l'OMS sur le sida, hôpital Claude-Bernard, Paris). Il y a d'abord des critères chiffrés, comme l'évolution des ventes de préservatifs, ensuite les résultats d'études socio-comportementales comme celles réalisées en France par l'équipe de M. Jean-Paul Montil. Enfin, il y a les évaluations de l'impact des campagnes de prévention qui, à mon sens, doivent être prises avec beaucoup de précautions puisqu'elles mesurent plus la satisfaction immédiate de l'auditoire que leur véritable efficacité. » Les spécialistes accordent aussi désormais un grand intérêt à un nouveau type d'indicateur épidémiologique, celui donné par l'incidence des cas de maladies sexuellement transmissibles aiguës (comme les gonococcies) dans la mesure où elles fournissent un reflet

indirect mais fidèle - des comportements sexuels à hauts risques vis-à-vis du sida.

D'une manière générale, les quelques chiffres concernant la prévalence de l'infection dans la population générale ne sont pas - ou difficilement - interprétables pour ce qui concerne l'état réel de l'épidémie ou ses formes évolutives. Sous quelques indicateurs peuvent être tirés d'études réalisées auprès de certaines catégories, au premier rang desquelles figurent les femmes enceintes. Chez ces dernières, on trouve en Europe de l'Ouest des fréquences de contamination très variables dans des rapports de 1 à 100.

L'ouverture vers l'est

D'une manière générale, on estime que le taux moyen de la contamination par le virus du sida dans ce groupe est, au sein de la CEE, de 0,1 % avec de notables différences entre les pays, les villes, voire certains quartiers. A leur manière, les cas déclarés de sida reflètent aussi une certaine réalité épidémiologique en dépit des temps, parfois très longs, existant entre l'infection et l'apparition de la maladie. Tous les pays de la CEE n'ont pas, comme la France, réalisé d'études visant à une approximation raisonnable du nombre des séropositifs - ces derniers ne seraient pas plus de 200 000 en France selon les études récemment publiées sur ce thème (le Monde du 22 septembre). Mais, selon certaines informations, ce nombre, à l'échelon de la Communauté européenne, pourrait se situer aux environs de 400 000.

La plupart des spécialistes de l'épidémiologie du sida sont aujourd'hui inquiets des possibles conséquences infectieuses liées à l'ouverture vers l'est du continent européen dans la mesure où les épidémies se développent avec la circulation des populations. Beaucoup donnent aussi une grande importance, après celle accordée aux

d'aide par excellence, qui respecte l'autonomie de pensée, d'attitude, de demande, sans infantiliser, sans abandonner. Ce n'est qu'appuyés, confortés par ces compétences, qu'à la maison - si on le veut, si on le peut - on à l'hôpital qui suit, s'il le veut, devenir accueillant, « hospitalier », l'amour, l'affection, la spontanéité tendres peuvent apporter au malade le confort suprême de se savoir aimé, donc important, de savoir que cette fin de vie est peut-être un des moments les plus riches et les plus remplis de sa existence.

Et l'euthanasie, dans tout ça ? D'abord, toutes les équipes françaises ou étrangères (anglo-saxonnes ou canadiennes surtout) qui pratiquent depuis des années les soins palliatifs, en unités spécialisées ou ailleurs, s'expriment fermement, là où il y a préoccupation majeure du confort matériel et psychologique du malade et de son entourage et où il y a compétence dans la réponse, la demande d'euthanasie devient infime.

Il faut donc informer, former aux soins palliatifs et d'accompagnement tous les professionnels de santé pour qu'ils les pratiquent « naturellement » ou sachent appeler ceux qui les pratiquent.

Ensuite, subsisteront malheureusement toujours des situations insupportables. Elles ne peuvent pas, ne doivent pas être réglementées : on ne bureaucratise pas la mort. Elles restent de ce ressort singulier, intime, dangereux, du dialogue intime entre le médecin (même s'il a pris avis de son équipe) et le malade (même s'il a pu s'exprimer avec les siens). Hors d'un champ juridique propre, l'euthanasie reste, en droit français, un crime, comme elle reste, en morale, une transgression. La liberté finale est aussi de transgresser dans la douleur, la clarté, le risque, quand il n'est plus possible de respecter les lois mais seulement de respecter les consciences.

► M^{me} Geneviève Laroque fut présidente du groupe de travail ministériel sur l'aide aux mourants en 1985-1986.

POINT DE VUE

La mort, main dans la main

par Geneviève Laroque

A VANT d'être si malade, il avait affirmé, en toute conviction, ferme et calme, qu'il ne supporterait pas de dépendance, la dépendance et qu'il demanderait qu'on l'aide à partir quand il estimerait le moment venu. Il refusait une thérapie illusoire. Il réclamait l'euthanasie.

Déjà malade et conscient de sa maladie, il n'avait accepté de traitement que sous conditions : une promesse, sincère, que le médecin à qui on lui demandait de se confier était un « bon », un « très bon technicien », qui, de plus, ne touchait pas ses malades, qui avait une bonne relation avec eux, qui savait « passer du temps » avec eux, et qui, s'il fallait « pousser la seringue », le faisait lui-même. Il avait gagné presque un an de vie normale, de bonne qualité, presque sans effets secondaires : presque un an de bonheur insoupçonné, évidemment, pleinement vécu.

Quand la souffrance a menacé, les palliatifs efficaces ont été utilisés. Les ajustements techniques, minutieux, délicats, ont été élaborés, appliqués, avec une sérénité compétence, dans un environnement affectif intense, solide, les réseaux professionnels, familiaux, amicaux, soigneusement vérifiés, activés, entretenus. Quand la dépendance est survenue, par l'affaiblissement, l'incapacité de faire seul les gestes les plus ordinaires de la vie, les glissements entre les sites hospitaliers et les domiciles ont pu être faits de manière souple, fluide, sans à-coups meurtriers. Pendant quelques jours encore, il a savouré intensément chaque instant de cette existence, qu'il aurait repoussée avec horreur quelques mois seulement auparavant.

Il savait où il allait : il savait comment il y allait. Il savait que son confort, son absence de souffrance, la maîtrise des malaises surajoutés, l'accompagnement affectueux, les présences relayées, le soutien à sa compagnie, étaient ses priorités absolues.

Il est mort, paisiblement, dans son sommeil, sans nécessité de « renforcer » celui-ci. Il avait encore répété, quelques jours plus tôt, qu'il n'avait pas changé d'avis, qu'il voulait, « si nécessaire », maîtriser le moment de

sa mort. La promesse en avait été réitérée : cette loyauté dans la promesse, et l'attention minutieuse à son bien-être, j'ose dire à son bonheur pendant ces derniers jours lucides, difficiles - car, à-t-il dit, c'est difficile de mourir quand on a envie de vivre - cette combinaison du « vouloir l'aider à vivre jusqu'au bout » et du respect de sa propre volonté, ont permis d'attendre, sans autre nécessité, le bout de la vie.

Il a su, au plus profond de lui, qu'on n'aurait pas besoin de le tuer, même si pour calmer les derniers jours ou dernières heures - pour lui, et, plus encore, pour sa compagnie - on était amené à l'apaiser jusqu'au sommeil. Il savait que la promesse serait tenue, d'une mort paisible et digne, quand elle viendrait - bientôt, - mais « nul ne sait ni le jour ni l'heure ».

Pendant ce temps, d'autres n'ont pas ces « privilèges », et c'est un scandale. Qu'a-t-il fallu pour mener cette stratégie qui a permis, par des thérapeutiques savantes, « pointues », coûteuses, de lui donner un an, un an seulement - mais d'autres gagneront plus - d'une vie d'homme, pleine et entière ? Qu'a-t-il fallu pour tricoter à cette thérapeutique une élaboration et une pratique de soins dits palliatifs adaptés, utiles, « réussis », pour achever un parcours réputé difficile ?

L'humilité d'apprendre

Il a fallu, d'abord, une volonté et une obstination communes à ceux qui l'aimaient. Beaucoup de nos contemporains sont entourés d'amour. L'amour ne suffit jamais, il a fallu des compétences, qui s'apprennent, et ne sont pas encore assez répandues.

Compétences des médecins, d'abord, pour savoir les drogues utiles, pour oser s'en servir, contrebalancer finement les uns par les autres, prendre des décisions rapides sans précipitation, faire les gestes techniques nécessaires. Ces compétences s'acquièrent. Elles sont différentes de celles des thérapeutes qui cherchent, poursuivent une guérison,

même partielle et temporaire. Elles en sont complémentaires. Ces compétences s'apprennent, mais trop nombreux encore sont ceux pour qui elles sont secondaires et faciles. Ils croient sincèrement savoir et ne savent pas. Il faut au médecin beaucoup d'humilité pour apprendre, apprendre sans relâche, alors que sa science ne servirait plus qu'à « soulager, à accepter et accompagner cette mort que tous sa pratique - nécessaire - le conduit à combattre.

Dialogue intime

Ces compétences, on les trouve dans les récentes « unités de soins palliatifs », créées nécessaires, et nécessairement rares, de recherche, de formation, de réflexion. On les trouve aussi ailleurs, chez des médecins de ville, dans des services hospitaliers ou « équipes médicales » peut-être suffisamment polyvalentes, et c'est aussi pour cela qu'il faut des équipes, et pas de hommes seuls.

Compétences des équipes infirmières, qui savent voir et informer, qui savent écouter et prendre des initiatives, qui connaissent les gestes qui soulagent et les gestes qui gênent. Le rôle infirmier est central, de la thérapie à la palliation : rôle technique, certes indispensable, rôle aussi de carrefour entre le médecin, le malade et l'entourage. Rôle difficile de médiation discrète. Les infirmières de ville, libérales, et plus encore - car l'accompagnement des fins de vie exige le plus souvent un travail d'équipe - les quelques centaines de services d'hospitalisation à domicile ou de soins infirmiers à domicile doivent, pour cela, être informés, formés et multipliés.

Il n'empêche que, souvent, l'hôpital, structure organisée, permanente, reste le lieu le plus rassurant, le mieux outillé pour ces tâches, s'il apprend à s'ouvrir plus largement, dans ses murs comme dans son mode de fonctionnement, à l'entourage naturel du malade.

La compétence « froide » ne suffit pas à entourer le mourant et sa famille. Encore faut-il y ajouter cette attitude compréhensive, relation

homosexuels et aux toxicomanes, aux migrants, ces populations marginales souvent rejetées par leur pays d'origine et par leur pays d'accueil, éloignées des systèmes de distribution des soins et dont les comportements sexuels sont généralement très difficiles à étudier.

Ces mêmes spécialistes, notamment ceux de nationalité belge, regrettent que les responsables religieux en général, catholiques en particulier, ne s'impliquent pas plus directement dans les actions concrètes de prévention du sida (2). Ils soulignent enfin que, compte tenu de la multiplicité des situations socio-culturelles existant sur le Vieux Continent, il est tout à fait illusoire d'espérer aujourd'hui que des messages européens standardisés de la lutte contre le sida puissent voir le jour.

« On ne peut nullement imaginer que les actions de prévention contre cette épidémie soient similaires dans les régions à forte dominante catholique du sud de l'Italie et dans celles, protestantes, du nord de l'Allemagne », explique le docteur Brunet. Pour ce qui est de la France, pays latin à dominante catholique, nous en sommes restés à l'opposition quelque peu simpliste entre le préservatif et la fidélité. De la sorte, nous évitons de parler directement des pratiques sexuelles qui permettent de réduire le risque de contamination. Il est de fait difficile d'imaginer que l'on puisse, dans notre pays, aborder cette question dans un spot télévisé à une heure de forte audience... »

Plus généralement, la réunion de Montreux a souligné avec force que les travaux actuels de prévention contre la diffusion de l'épidémie impliquaient la participation de diverses disciplines des sciences humaines qui jusqu'à présent n'étaient, peut-être à tort, que fort peu associées aux recherches de la médecine préventive. Les avis sont encore très partagés sur l'apport réel de ces disciplines et sur la qualité ou l'efficacité de la greffe tentée avec les sciences plus fondamentales inhérentes à la formation et à la recherche médicales.

Il n'en est pas moins vrai que dans ce domaine, le progrès passera par l'obtention d'une véritable complémentarité entre des spécialités tenues jusqu'alors pour étrangères les unes aux autres. La lutte contre le plus dangereux des « effets secondaires » des campagnes de prévention (la discrimination vis-à-vis des personnes malades, contaminées, ou à haut risque de contamination), soit en d'autres termes la défense des droits de l'homme, qu'ils soient ou non malades, impose qu'on y parvienne au plus vite.

JEAN-YVES NAU

(1) « Assessing AIDS prevention » Montreux 29 octobre-1^{er} novembre. Cette réunion était organisée par la CEE, l'Organisation mondiale de la santé et les autorités suisses.

(2) Lors de la récente conférence consacrée à l'action des ONG face au sida, un débat très animé a opposé les représentants des ONG et ceux des autorités sanitaires.

L'éros en France

Si la Commission nationale d'information et de libération n'oppose pas son droit de veto, une enquête de grande ampleur concernant les comportements sexuels des Français sera mise en œuvre à partir du premier semestre de 1991. Réalisée à l'initiative de l'Agence nationale de recherche sur le sida, confiée par la direction générale de la santé et le Comité français d'éducation pour la santé, cette enquête devrait être menée auprès de 20 000 personnes âgées de dix-huit ans et plus, vivant en France métropolitaine. Elle mobilisera une vingtaine de chercheurs du CNRS, de l'INED et de l'INSERM.

Une première étude de terrain menée auprès de 800 personnes, dont les résultats ont été présentés à Montreux (Nathalie Bajos, Alfred Spira, unité 293 de l'INSERM), a montré les avantages et les inconvénients des deux méthodes pouvant être utilisées : l'entretien face à face ou celui par téléphone. Aucune décision n'a encore été prise sur ce sujet.

Cette enquête viendra avant tout.

J.-Y. N.

Deux vrais ovnis

LE MOND
Toute la

Vite

à TA

EN

Le me

choix

SCIENCES • MEDECINE

Les débris d'un mystère

Trois jours auront suffi pour donner une explication à un phénomène étrange apparu dans le ciel d'Europe

Le mystère n'aura duré que trois jours. Vendredi 9 novembre, les phénomènes lumineux observés le 3 novembre dans le ciel de France étaient identifiés. Ainsi que le confirmait un communiqué du Centre national d'études spatiales (CNES), ils provenaient de la désintégration du troisième étage d'une fusée soviétique, lancée le 3 octobre dernier pour mettre en orbite un satellite de télécommunications, Gorizont-21. Après cinq semaines de voyage orbital, les débris de la fusée en combustion ont pénétré les

couches denses de l'atmosphère, le 5 novembre à 19 heures (heure française), selon une trajectoire allant de Pau à Strasbourg. Trois jours durant lesquels, pourtant, tous les rêves furent permis. Les conditions météorologiques, particulièrement nettes ce soir-là au-dessus de l'Europe de l'Ouest, avaient permis à des milliers de témoins, simples passants ou professionnels de l'aviation, d'observer le phénomène (Le Monde du 8 novembre). Les témoignages, dans un premier temps, sont contradictoires : « Trois boules, orange, jaune, et

verte, disposées en triangle », « Un objet très lumineux en forme de Y, qui se déplaçait sans bruit », « Une soucoupe volante en losange ». Mais, très vite, le portrait-robot de l'objet volant non identifié (ovni) se précise. De Biechwiller (Bas-Rhin) à l'aéroport de La Rochelle (Charente-Maritime), des Landes aux Ardennes, ainsi qu'en Allemagne, en Belgique, en Grande-Bretagne et en Italie, la plupart des observations s'accordent à décrire « des points lumineux rouge orangé se déplaçant simultanément, en forme de triangle ou de trapèze, suivis d'une tache plus brillante de couleur blanche ».

L'affaire, cette fois, est immédiatement prise au sérieux par les spécialistes. Infinitement plus qu'au printemps dernier, durant lequel les avions de chasse belges décollèrent à plusieurs reprises pour traquer de mystérieux engins survolant le ciel de Bruxelles (Le Monde du 9 mai). « Depuis le 5 novembre, nous avons recueilli sur les trois quarts du territoire français des milliers de témoignages concordants, dont l'un émane d'un cosmonaute français, d'autres d'une vingtaine de pilotes civils et militaires, d'autres encore de clubs d'astronomes amateurs. Un cas exceptionnel qui exclut totalement l'hypothèse d'une hallucination collective », souligne dès le 7 novembre M. Jean-Jacques Velasco, directeur à Toulouse du service d'expertise des phénomènes de rentrée atmosphérique (SEPRA) du CNES.

Un ovni, donc, mais encore ? Pour le SEPRA, l'enquête ne fait alors que commencer. Vingt-quatre heures à peine après l'apparition lumineuse, ses responsables appellent les témoins à leur fournir toutes les précisions sur leurs observations, par l'intermédiaire de la gendarmerie et de la police nationales, des services de météorologie ou de l'aviation civile et militaire. Quelques jours plus tard, le service d'expertise croit alors les appels. Un mal nécessaire, puisque seule la multiplication des témoignages aurait permis, si le

phénomène n'avait été élucidé dans les jours suivants, d'évaluer très précisément l'altitude et les caractéristiques de trajectoire de l'ovni observé.

Dès les premiers jours, et tout en n'excluant « aucune hypothèse », les chercheurs du SEPRA avaient quasiment éliminé celle de la « pierre tombée du ciel ». « Les points de lumière ont été observés plusieurs minutes d'affilée, alors que la rentrée d'un corps céleste dans l'atmosphère n'exclut jamais quelques dizaines de secondes, objectait déjà M. Velasco. De plus, les données recueillies donnent une idée de l'envergure et de la trajectoire approximative de l'objet. S'il s'agissait d'une météorite, elle serait de grande taille et serait très probablement tombée sur le sol, non dans la mer. Or aucun impact important n'a été signalé depuis le 5 novembre... »

Aucun écho sur les radars

Restait donc l'hypothèse d'un objet artificiel, débris de satellite ou de fusée. Depuis le lancement, le 4 octobre 1987, du premier satellite artificiel de la Terre, Spoutnik-1, plus de trois mille cinq cents engins spatiaux ont été volontairement envoyés dans l'espace. Soit des millions d'objets divers mis en orbite dans la même période, le lancement d'un engin spatial s'accompagnant obligatoirement de la satellisation non désirée de tout un tas de débris, boules, éléments de protection ou restes d'étages de fusée en désagrégation. Selon l'hebdomadaire britannique *New Scientist* (1), trois millions et demi de débris d'une taille supérieure à 10 centimètres seraient ainsi, actuellement, en orbite autour de la Terre, la plupart provenant d'engins spatiaux soviétiques et américains.

Du fait de leur faible altitude (moins de 300 km pour les orbites basses), la plupart des débris satellisés finissent par se consumer dans les couches denses de l'atmosphère, le plus souvent sans que les Terriens s'en aperçoivent. Il

suffit cependant qu'un débris de grande taille entre dans l'atmosphère avec une vitesse et un angle d'incidence importants pour que sa combustion devienne visible, à condition, bien sûr, que l'événement survienne de nuit et au-dessus d'un continent.

C'est précisément ce qui s'est produit dans la soirée du 5 novembre. Encore fallait-il pouvoir le confirmer au terme d'une enquête rigoureuse. Encore fallait-il, également, ne pas se laisser impressionner par un détail apparemment déroutant : observé par des milliers de témoins, le troisième étage en combustion de la fusée soviétique n'a fourni aucun écho aux radars civils et militaires. « Ce qui signifie simplement que l'objet est passé plus haut ou plus bas que la zone d'altitude détectée par les faiseurs radar », soulignait dès le lendemain M. Velasco, avec une logique toute scientifique. Familiers de l'étrange depuis plus de treize ans

(voir encadré), les responsables du SEPRA prirent contact, dès les premiers témoignages, avec la NASA.

Très vite, celle-ci évoqua la piste de la fusée soviétique, dont le troisième étage se trouvait jusqu'alors en orbite d'attente. Quelques jours encore, et le centre de calcul du CNES de Toulouse vérifiait que la rentrée dans l'atmosphère de ces morceaux de fusée coïncidait exactement avec les horaires et la trajectoire du phénomène observé.

Le mystère de l'ovni disparaissait. Reste une enquête exemplaire et rondement menée, un peu de déception, et le souvenir de trois jours durant lesquels tout, ou presque, fut possible.

CATHERINE VINCENT

(1) *New Scientist* n° 1 738, 13 octobre 1990.

Guerre du feu stellaire

Suite de la page 21

« C'est à ce prix que l'on pourra démontrer qu'il est possible de faire de l'énergie à partir de la fusion et tester, sans souci d'endurance, des matériaux destinés au futur réacteur à fusion. Il faut être raisonnable, dit-il, avancer pas à pas et ne pas s'imaginer que l'on peut tout faire en même temps. »

Si la voie de la raison semble devoir l'emporter sur ce point, celle de la politique risque fort de balayer les espoirs européens. Car, au mois de juillet, les Japonais, qui renâchaient sur le projet ITER, ont fait soudain volte-face et apporté leur soutien le plus total aux Soviétiques. Les voici prêts à brûler les étapes et à faire en sorte qu'un accord complet sur le site, sur les caractéristiques de la machine,

sur son directeur, sur son financement, soit signé au 1^{er} janvier 1991.

Mission impossible ? Peut-être pas tant que cela. Les Américains pourraient, en effet, se montrer un peu plus souples sur ce projet de 5 milliards de dollars, à condition que les Japonais acceptent de financer une part (2 milliards de dollars) des 9 milliards de dollars que leur coûtera une autre grosse machine : le Superconducting Super Collider (SSC), un accélérateur de particules géant que les États-Unis veulent construire au Texas pour effacer la suprématie du Large Electron Positron Collider (LEP) européen du CERN. Un tel accord risquerait, s'il n'y avait pas garde, de lamenter le Vieux Continent.

J.-F. A.

LE MONDIAL EN 98 & LES J.O. A PARIS
Toute la Seine Saint-Denis est prête

Vite le grand stade
à TREMBLAY
EN FRANCE

Le meilleur score pour le
choix du sport



TREMBLAY



Seine Saint-Denis
Conseil Général

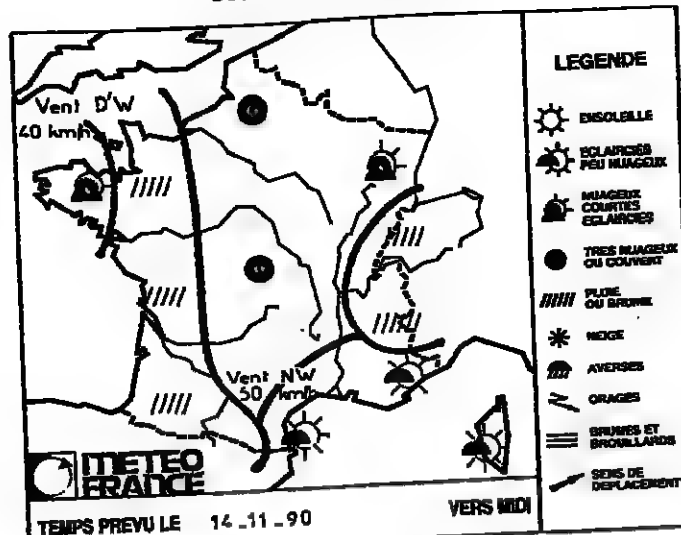


STADE DE FRANCE
Paris - Tremblay

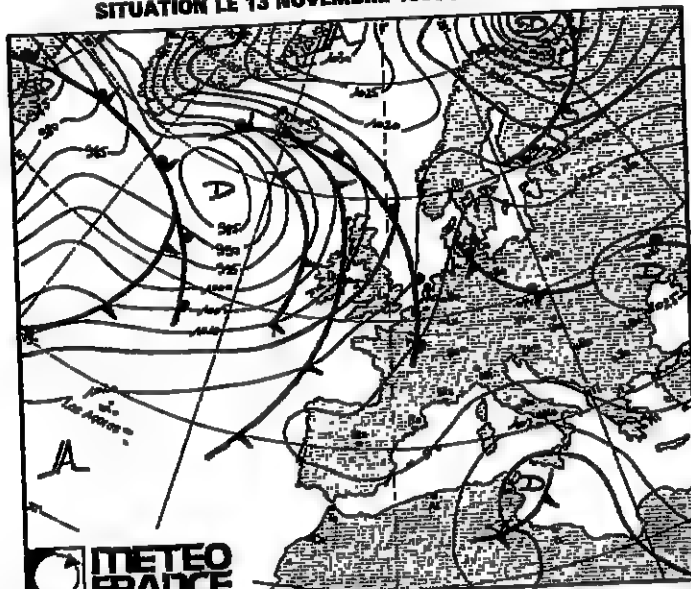
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 14 novembre
Couvert, doux, pluvieux.



SITUATION LE 13 NOVEMBRE 1990 A 0 HEURE TU



Le temps sera souvent brumeux et très nuageux sur la France. Les pluies faibles et éparsees se renforceraient à partir de vendredi soir. Seul le pourtour méditerranéen sera favorisé avec de bons moments ensoleillés.

Jeu : beaucoup de grisaille. - Sur les Alpes, le ciel bien nuageux le matin s'éclaircira l'après-midi.

Sur le pourtour méditerranéen la journée sera bien ensoleillée.

De la Vendée et de Poitou-Charentes au Limousin, à l'Aquitaine et à Midi-Pyrénées ainsi que sur la Bourgogne, la Franche-Comté et l'Auvergne, il y aura des brumes et des brouillards le matin. L'après-midi, la tendance sera au ciel gris malgré de rares éclaircies qui apparaîtront ici ou là.

Sur les régions plus au nord, soit sur la Bretagne, la Normandie, le Nord, le Bassin parisien, les Ardennes, l'Alsace et la Lorraine, le ciel sera gris et bas. Il pleuvra un peu par moments. Le vent de sud-ouest sera assez fort près de la Manche.

Les températures du matin seront de 3 degrés à 6 degrés dans l'intérieur. Sur les côtes, elles atteindront 7 degrés à 10 degrés.

L'après-midi, il fera de 11 degrés à 14 degrés et même 16 degrés à 19 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 15 NOVEMBRE A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 13-11-

Le Monde

BILLET

Rêves de gouverneurs

Douze hommes sérieux réunis mardi 13 novembre à Bâle devaient achever de dessiner les grandes lignes d'une institution idéale : la future banque centrale européenne.

Le Comité des gouverneurs des douze banques centrales de la dernière main au projet de statuts de l'Eurofed, qui sera examiné le 14 décembre prochain à Bruxelles lors de l'ouverture de la conférence intergouvernementale sur l'UEM (Union économique et monétaire).

Ces spécialistes, à ce stade de la procédure, se sont fait plaisir. Ils ont élaboré, à en croire les informations qui ont filtré sur leurs travaux, une sorte de banque centrale de rêve, entièrement déchargée du contrôle des politiques.

L'exercice est si « théorique » que le gouverneur de la banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton, a pu y participer pleinement, alors que son pays est officiellement opposé à l'UEM et défend un projet très différent, où l'écu circulerait en parallèle avec les autres monnaies européennes.

L'objectif majeur de l'Eurofed, et il devrait être inscrit dans les statuts, sera le maintien de la stabilité des prix. La banque n'apporterait son soutien à la CEE que pour des politiques non inflationnistes.

Indépendance : aucun membre des instances de décision de l'Eurofed ne pourrait recevoir d'instruction des instances politiques.

Compétences : l'Eurofed aurait la responsabilité exclusive de la définition et de la mise en œuvre de la politique monétaire communautaire, y compris l'émission de billets et de pièces.

Organisation : le conseil, composé des gouverneurs des douze banques centrales, déciderait à la majorité simple ; le président, nommé par le conseil des ministres de la CEE, ayant voix prépondérante.

Les banques centrales nationales ne conserveraient que la responsabilité des paiements nationaux et la tutelle des systèmes bancaires. Par les abandons de souveraineté qu'il suppose, un tel projet risque de provoquer de vives oppositions lorsqu'il arrivera sur le bureau des dirigeants politiques. En France notamment.

S. Gh.

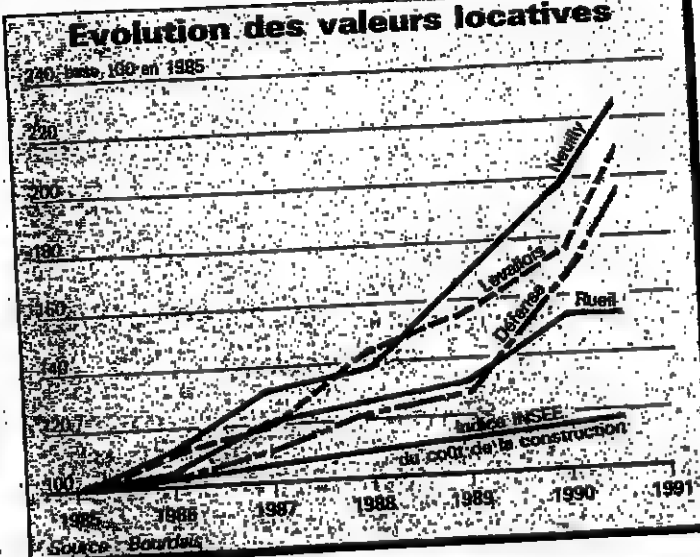
Dans l'ouest de la capitale, et en particulier dans les Hauts-de-Seine

Les loyers des bureaux de la proche banlieue parisienne ont fortement augmenté

On commence à voir, dans Paris, sur des immeubles de bureaux, et dans les beaux quartiers, des pancartes blanches offrant à la location des mètres carrés de bureaux. Après la pénurie (intense jusqu'en 1984), puis la frénésie de la construction neuve – surtout en banlieue – accompagnée d'une hausse vertigineuse des prix, le temps est-il venu du retournement de tendance ? Pas vraiment, si l'on en croit l'étude présentée mardi 13 novembre à la presse par M. Jean-Claude Bourdais, spécialiste en immobilier d'entreprise, sur « Le marché des bureaux dans l'ouest parisien » (1). Ce marché, avec un an de stock, aurait trouvé son équilibre.

Depuis qu'à la fin de 1984, le gouvernement Fabius a supprimé la nécessité d'un agrément pour la construction de bureaux « en blanc » (entendez : sans affectation préalable), on a beaucoup construit de bureaux, dans la région parisienne. A Paris, bien sûr, quand on pouvait, et où en pouvait, mais la capitale offrait peu de terrains disponibles, et ce sont surtout la rénovation et la reconstruction de locaux qui ont fourni les 543 000 mètres carrés mis sur le marché.

C'est dans les Hauts-de-Seine que les bureaux sont sortis de terre, comme champignons après l'onde de la déreglementation : en tout 3,3 millions de mètres carrés en cinq ans (soit 69 % des mises en chantier de la petite couronne) avec, pour la seule année 1989, plus d'un million de



mètres carrés. Il semble cependant que la situation se calme, puisque, selon la DREIF (direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France), de juillet 1989 à juin 1990, on n'a mis en chantier que 850 000 mètres carrés de bureaux. Tout y incluant, il faut bien le dire : outre la liberté recouvrée, l'amélioration de la situation économique permettrait aux entreprises de s'offrir à l'envi de se mieux loger, dans des locaux plus fonctionnels et plus confortables ; enfin, pour les entreprises en expansion, s'agrandir supposait presque obligatoirement d'aller en banlieue. Paris intra-muros offrait peu de bureaux neufs sur de grandes surfaces.

Chemin faisant, les prix se sont envolés (voir graphique ci-dessus) : si à Rueil, la hausse en cinq ans n'a été que de 33 %, le prix du mètre carré par an passait en moyenne de 950 à 1 450 F, elle est de 108 % à Levallois (de 1 250 à 2 600 F), de 95 % à La Défense, dans le secteur du quartier de la Défense, de 1 800 à 3 500 F), de 125 % à Neuilly (de 1 600 à 3 600 F). Mais, comme toujours dans l'immobilier, qu'il soit professionnel ou d'habitation, les prix varient fortement, selon « les prestations offertes par les immeubles, la prestige plus ou moins élevé du site, la qualité de la desserte », et même pour des quartiers voisins : 1 400 à 2 000 F à Nanterre, contre 3 500 F à la tête de La Défense.

Louer plutôt qu'acheter

Jusqu'ici, les entreprises préféraient louer plutôt qu'acheter, mais lorsque les loyers s'envolent, elles peuvent décider d'acheter ou... lorsque leur activité le leur permet, déménager pour un site moins coûteux. La forte hausse intervenant à La Défense a ainsi conduit des entreprises vers Rueil ou vers Cergy, où l'on trouve des locaux pour 600 et 1 000 F de compris entre. La plupart des responsables considèrent en effet que la charge du loyer ne doit pas dépasser 10 % du chiffre d'affaires de l'entreprise.

Acheter pose bien sûr le problème de l'immobilisation de capitaux. A

titre d'exemple, donnons les valeurs maximales du mètre carré de bureau dans les quatre communes de bureau citées : 18 700 F à Rueil, 40 000 F à Levallois, 58 000 F à La Défense, et 60 000 F à Neuilly.

Les stocks se sont reconstitués et couvrent grosso modo une année de commercialisation. Sur la totalité de la région Ile-de-France, ils atteignent 5,3 millions de mètres carrés au début de l'année, en progression de 30 % sur 1989. Mais dans la proche banlieue ouest, ils étaient inférieurs à un million de mètres carrés, et de 600 000 mètres carrés en grande banlieue ouest.

Cependant, la révision du schéma directeur de la région, le réajustement des activités entre l'est et l'ouest, la création de grands pôles tertiaires à la Plaine-Saint-Denis, à l'amont de la Seine, à Roissy, à Massy, à Marnes-la-Vallée : la livraison de programmes importants dans Paris même (Tolbiac...), le démarrage des conventions Eau/communes (qui engage la collectivité locale à construire 2 mètres carrés de logements pour 1 mètre carré de bureaux) (2), la taxation sur les bureaux construits, qui fait peser une fiscalité plus lourde à l'ouest (50 F le mètre carré à Boulogne-Billancourt, au lieu de 15 F en Seine-et-Marne), tout cela risque de provoquer une évolution du marché, avec l'émergence d'une nouvelle concurrence.

Au demeurant, le premier critère de choix des entreprises, toutes options confondues, reste la proximité des moyens de transport : « Une desserte de qualité en transports en commun, des accès routiers performants sont des atouts incontournables ». En, en fin de compte, l'étude de Bourdais reste optimiste pour l'ouest parisien : « Malgré la volonté politique de réajuster le futur développement du secteur tertiaire, l'ouest demeure le secteur privilégié des entreprises (...) ce qui favorise le bon écoulement des stocks. » N'y a-t-il pas là une sorte d'incantation ?

JOSÉE DOYÈRE

(1) Bourdais, 160, boulevard Haussmann, Paris-8, 1 500 F.
(2) Surseaux, Boulogne, Levallois, Asnières, Courbevoie ont signé une telle convention, qui devra être votée par le Conseil d'Etat. Rueil devrait le faire bientôt.

38. Marchés financiers
39. Bourse de Paris.

L'évolution des rémunérations en 1991

« Les grands axes de la politique salariale ne doivent pas être modifiés » estime le CNPF

Dans sa traditionnelle recommandation salariale annuelle, M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, considère que les incertitudes économiques actuelles imposent aux entreprises « de faire preuve de prudence et de réalisme » en 1991. Il précise que « les grands axes de la politique salariale ne doivent pas être modifiés ».

La lettre de cadrage adressée mardi 13 novembre par le CNPF aux fédérations et unions patronales ne déroge pas aux habitudes. C'est justement, serait-on tenté d'écrire, ce qui en fait l'intérêt. Alors que l'année 1990 « s'est caractérisée par une réelle progression de la masse des rémunérations des salariés du secteur privé qui garantira une augmentation du pouvoir d'achat » (pour le premier semestre, l'INSEE évalue à 1,4 % le gain de pouvoir d'achat du salaire mensuel brut) et que « l'environnement économique paraît moins favorable », le patronat ne semble guère redouter un dérapage en 1991.

Dans sa missive, M. Giral rappelle que les revalorisations « doivent être compatibles avec la situation propre à chaque branche professionnelle et plus généralement avec la situation de l'entreprise ». Le développement de l'intéressement et « la prise en considération des performances individuelles », à condition

qu'elles soient « objectivement mesurées », sont une nouvelle fois encouragés. « Une telle politique se doit d'être menée dans un esprit de concertation qui passe par la recherche d'accords collectifs », poursuit M. Giral. Le CNPF, qui a renoncé depuis 1983 à avancer une référence salariale chiffrée, insiste sur « la nécessité impérieuse » de ne pas relancer l'inflation et de « proscrire tout retour à l'indexation ». Mais il n'est pas question de changer de cap.

Ainsi, prend soin de préciser M. Giral, il importe que les branches professionnelles « persévèrent dans leur démarche contractuelle et soutiennent la dynamique des négociations portant notamment sur tous les éléments du problème des garanties de salaires qualifiés. Traduction : les engagements pris en juin dernier auprès des pouvoirs publics et des syndicats pour améliorer le déroulement de carrière des salariés du bas de l'échelle seront tenus. Ce qui n'empêche pas le patronat de réaffirmer sa volonté d'aboutir à « la mise en place, dans certaines professions, de barèmes de garanties annuelles hiérarchiques prenant en compte l'ensemble des éléments de rémunération ».

J.-M. N.

A trois semaines de la fin de l'« Uruguay Round »

Le directeur général du GATT juge que la négociation est « compromise »

La réussite de l'« Uruguay Round », le cycle de négociations commerciales multilatérales qui doit s'achever début décembre à Bruxelles, est désormais « compromise », a déclaré lundi 12 novembre à Genève le directeur général du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), M. Arthur Dunkel.

A moins qu'une volonté politique générale ne se manifeste « dans les prochains jours ou au maximum dans les prochains jours », a ajouté M. Dunkel, « je ne vois pas comment nous pourrions apporter à Bruxelles une base de travail pour des décisions finales réellement multilatérales ».

La dramatisation dans la phase finale d'une négociation aussi vaste n'a rien de soi d'étonnant. Samedi, les Etats-Unis et les quatorze pays du groupe de Cairns ont rejeté l'offre de la Communauté économique européenne concernant la réduction des subventions agricoles et interrompu les pourparlers.

Est-ce la rupture ? Pas du tout, à en croire le commissaire européen à l'agriculture, M. Ray McSharry, qui a estimé lundi que les discussions avaient simplement été « ajournées » à cause de plusieurs rencontres à haut niveau prévues cette semaine. D'abord à Washington mardi où le

chef du gouvernement italien, M. Giulio Andreotti, et le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, rencontreront le président George Bush. Jeudi à Bruxelles, les ministres de l'Agriculture des Etats-Unis et de la CEE.

Faut-il s'étonner de cette différence d'appréciation entre les responsables européens d'une part, les Etats-Unis et la direction du GATT de l'autre ? La CEE est habituée aux moments de forte tension qui précèdent les grands accords. Mais il est vrai qu'un cycle du GATT est une affaire encore plus complexe qu'un « paquet » communautaire, et que le temps presse.

M. Dunkel n'a pas voulu laisser planer l'éventualité d'un report de la réunion ministérielle finale du Round prévue du 3 au 7 décembre. Celle-ci aura lieu aux dates prévues mais, ses résultats risquent d'être mitigés, estime-t-on dans son entourage. De très sérieux blocages demeurent dans la plupart des quinze volets de cette grande négociation visant à une nouvelle libéralisation du commerce mondial, le plus grave portant sur le dossier de la réduction des subventions agricoles.

S. Gh.

Les projets de réforme de la Sécurité sociale

La longue marche de la contribution sociale généralisée

La contribution sociale généralisée (CSG) ne constitue pas seulement l'aboutissement d'une idée née au début des années 80. Les projets de réforme visent à élargir le financement du régime général, en effet, presque tous les anciens que la Sécurité sociale elle-même.

L'originalité du « modèle français » de sécurité sociale, créé en 1945, était qu'il reposait à la fois sur des cotisations patronales et des cotisations salariales. Alors qu'à l'étranger la protection sociale obligatoire repose généralement avec fiscalité, cette construction française atypique a suscité assez rapidement des critiques et inspiré dès le début des années 50 de multiples projets de réforme (1).

En 1951, M. Théobald Braun, futur ministre délégué chargé des personnes âgées (de juin 1988 à octobre 1990), présente au Conseil économique et social (CES) un rapport qui insiste sur

les défauts d'un système auquel on reproche de peser excessivement sur le coût du travail et de décourager l'entreprise, notamment dans les industries de main-d'œuvre. Quelques années plus tard, le III^e Plan (1958-1961) propose de transférer « une partie des prestations sociales sur un financement soit par l'impôt direct, soit par l'élévation des taxes de TVA ».

Quant au V^e Plan (1966-1970) et VI^e Plan (1971-1975), ils préconisent un dédoublement partiel des cotisations. Engagé en 1967, celui-ci deviendra effectif en 1983 pour l'assurance-maladie et en 1990 pour la branche famille.

D'autres propositions, comme un prélèvement assis sur la valeur ajoutée des entreprises – proposé notamment en 1974 par le CES – feront des adeptes dans les rangs syndicaux mais connaîtront moins de succès. La nécessité d'un élargissement du financement reste néanmoins d'actualité car, au fil des années, le hiatus se creuse entre un financement par des

cotisations – reflet d'une logique d'assurance basée sur la solidarité professionnelle – et une protection sociale qui tend de plus en plus à se généraliser sans tenir compte de l'effort contributif de ses bénéficiaires.

Une fiscalisation rampante

De fait, la fiscalisation est rampante : la part des cotisations dans les recettes de la « Sécurité » régresse peu à peu (elle perdait six points entre 1959 et 1985) au profit de taxes affectées et de taxes en charge directes par l'Etat (Fonds national de solidarité, allocation aux adultes handicapés, même si ce dernier s'avère souvent mauvais payeur. De plus en plus d'experts considèrent qu'il convient d'aller plus loin, mais chacun s'accorde pour le dire, n'est pas l'instrument adéquat. D'où l'idée de créer un prélèvement proportionnel sur l'ensemble des revenus prenant le relais des cotisations. En 1981, une note du commissariat du

plan – rédigée notamment par M. Dominique Strauss-Kahn, actuel président socialiste de la commission des finances de l'Assemblée nationale – fixe les principes de ce qui pourrait être le futur prélèvement. Celui-ci doit être progressif, l'effet dégressif des cotisations sociales, d'intégrer les revenus de remplacement et de répondre aux prévisibles besoins de financement des régimes sociaux. Or ces derniers se font de plus en plus pressants et, en 1983, le ministre des finances, M. Jacques Delors, propose de recourir à ce nouvel instrument.

Hostile au projet, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, obtient gain de cause : le « 1 % Delors » aura un caractère « exceptionnel » et il sera prélevé non pas sur tous les revenus mais sur les seuls revenus imposables. En 1985, il sera supprimé pour les salaires (mais non sur les revenus du capital) avant d'être rétabli en 1986 au taux de 0,4 %. Toujours à titre « exceptionnel ».

Le concept de prélèvement généralisé garde néanmoins de nom-

breux adeptes. On le retrouve dans les propositions du X^e Plan, dans celles du CES ou dans le programme du Parti socialiste. Le rapport du comité des « sages » installé en 1987 par le gouvernement de M. Jacques Chirac lors des Etats-général de la Sécurité sociale le reprend à son compte. Les « sages » recommandent un prélèvement « de nature fiscale », déductible du revenu imposable et affecté à un fonds de régulation permettant de combler les déficits des régimes de base. Mis à part la CGT, ni les syndicats ni le patronat ne repoussent le principe d'une telle réforme.

L'enfant de MM. Juppé, Séguin, Chotard...

Dans un article paru dans le Monde du 21 mai 1987, M. Alain Juppé, ministre du budget, plaide en faveur d'un « prélèvement étendu à l'ensemble des revenus, de faible taux, voté par le Parlement et prélevé autant que possible à la source ». Soutenu par M. Philippe Séguin, ministre des

affaires sociales, M. Juppé ne parviendra pas non plus à ses fins. Un an plus tard, le pré-rapport rédigé par M. Yvon Chotard, ancien président de la commission sociale du CNPF, va dans le même sens mais, pour d'autres motifs, il sera rejeté.

Le projet de CSG, qui ne figure pas dans la Lettre à tous les Français, aura finalement été imposé par M. Michel Rocard avec l'approbation du président de la République au terme de deux années d'un interminable bras de fer interministériel marqué par l'opposition résolue de M. Bérégovoy. Il reste encore à cette réforme un obstacle à franchir, à parer du 15 novembre à l'Assemblée nationale. Ce ne sera pas l'un des moindres.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) M. Jean-Marc Dupuis, du Laboratoire d'études et de recherches économiques de l'université de Caen, en dresse un inventaire complet (« La réforme du financement de la protection sociale », ministère des affaires sociales-Mission recherche-expérimentation, décembre 1989).

170 PS : USA (NY), 2 S : USA (Chatt), 226 S.

ÉCONOMIE

Espoirs et limites de l'action sur les quartiers défavorisés

Ils vivent un mal-être insupportable dans des banlieues inhumaines. On essaie d'améliorer leur sort. Mais on ne sait pas créer la ville

« Aucun de nous ne saurait tolérer plus longtemps que des hommes, des femmes et des enfants vivent dans de pareilles conditions. » Ainsi s'exprimait M. Jacques Chaban-Delmas, alors premier ministre, il y a bientôt un quart de siècle, visitant bidonvilles et garnis.

Les bidonvilles ont à peu près disparu, les garnis — moins visibles, moins recensés — perdurent vaillamment, mais de grands ensembles dégradés ont largement pris le relais de la honte. Il y a quelques semaines, Vaux-en-Velin s'enflammait, témoin du mal-vivre de villes trop hâtivement bâties, devenues des ghettos inhumains et dangereux, où seuls restent ceux qui n'ont pas les moyens d'aller vivre ailleurs : chômeurs, souvent en fin de droits, jeunes sans formation, familles monoparentales, Français et étrangers de couleur et aussi RMistes, salariés en invalidité, tous souffrant à des titres divers de leur situation d'exclus.

Pas de recette infallible

Pourtant, les actions n'ont pas manqué. De fonds d'action sociale en délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain, de programme « Habitat et vie sociale » en procédure DSQ (développement social des quartiers), de loi sur le « droit au logement » en projet de loi « anti-ghettos », pour n'en citer que quelques-unes, les initiatives se sont multipliées, au fil des années, avec des fortunes diverses.

A mi-parcours du programme « Développement solidarité » (voir encadré ci-contre), la Caisse des Dépôts a jugé qu'il était venu « le temps de la réflexion », selon la formule de son directeur général, M. Robert Lion. Un colloque, à La Villette, le 25 octobre, a été l'occa-

sion pour quelques acteurs du terrain (chefs de projet DSQ ou DSU, maires, animateurs, responsables d'organismes d'HLM, chefs d'entreprise d'insertion) et quelques témoins spécialisés (chercheurs, sociologues, psychanalystes...) de confronter leurs réflexions sur la pérennité des actions entreprises, sur l'utilité collective des expériences, sur la difficulté de saisir la demande sociale.

Les efforts faits, les expériences menées n'ont pas donné naissance à une recette si simple, si évidente, du moins applicable partout dans ses grandes lignes. On a ainsi pu se rendre compte qu'il était aussi difficile de créer la ville que de créer la vie. Enfin, on prend aujourd'hui conscience que réparer les erreurs accumulées est une gageure.

Tout le monde est d'accord désormais sur l'absolue nécessité de réunir tous les acteurs autour d'un même projet, de regrouper tous les moyens, humains et financiers, d'agir de façon concertée, de galvaniser, dans un endroit donné, à un moment choisi, les énergies de tous les protagonistes. L'absolue nécessité en question est plus facile à définir qu'à mettre en pratique, tant les acteurs sont nombreux et les comportements difficiles à changer.

Comment organiser un véritable partenariat entre la municipalité, les organismes d'HLM, les divers services départementaux (équipement, action sociale...), les directeurs d'école, les organismes de formation professionnelle, les chambres de commerce et d'industrie, les chambres de métiers, le commissariat de police, les juges, les associations de locataires, les travailleurs sociaux, les animateurs, etc. ? Est-ce possible, ou faut-il croire avec Christian Bachmann, chercheur en sciences sociales, que la simple « globalisation des budgets départementaux » est un vœu pieux, le représentant du ministère de l'Intérieur n'étant pas

prêt à donner un sou à celui de l'éducation nationale, pendant que des gens s'épuisent sur le terrain ?

Encore faudrait-il, pour que les expériences des uns puissent servir aux autres, que les dispositifs mis en place et les politiques adoptées « ne se développent pas à des rythmes différents », comme le dénonce M. Pierre Maclouf, professeur à l'université de Limoges. La capitalisation de dix ans d'expérience ne peut plus reposer sur le postulat d'une « contagion », qui gagnerait de proche en proche naturellement. Trois objectifs peuvent s'attacher aux expériences positives menées ici ou là : les faire durer dans le temps ; agréger ces micro-initiatives ; faire que les nouvelles politiques transforment les règles du jeu au niveau national.

Béquilles à usage temporaire ?

Quant au rôle des institutions, des structures, il est controversé. Indispensables pour mettre en route les projets, rassembler et fournir les financements, pour harmoniser et coordonner les actions, doit-on en attendre qu'elles assurent, mais capables de fonctionner longtemps, la pérennité de l'action entreprise ? Ou bien sont-elles des béquilles à usage temporaire, susceptibles d'être mises de côté quand ça marche ?

Encore faudrait-il connaître la demande profonde des intéressés, de ceux qui vivent — mal — ces pseudo-villes. Selon les associations, la demande porte sur l'emploi, le logement, la considération, la dignité. La recherche des besoins et des souhaits est récente : « Il a fallu connaître l'échec cuisant de la première vague de réhabilitation pour prendre l'avis des habitants », dit

M. Michel Bonetti, chercheur au CSTB (Centre scientifique et technique du bâtiment).

De l'écoute nouvelle, on peut craindre une dérive technocratique, qui consiste à « faire le bonheur des gens malgré eux et faire croire qu'on le fait avec eux ; c'est une offre très terroriste même sous le couvert d'un libéralisme avancé » (la formule est de Pierre Bourdieu, professeur au Collège de France, et chargé d'une étude par la Caisse des Dépôts). Assurer une formation, créer des emplois, entretenir sans relâche le cadre bâti et son environnement, cela va de soi, mais ne suffit pas.

Selon M. Bourdieu, enregistrer une demande, la prendre au pied de la lettre est insuffisant, car « il n'est pas certain que les gens sachent très bien ce qui leur manque ». Comment formuler une demande culturelle, par exemple, quand on n'a jamais assisté au moindre spectacle ? Il faut « transformer des malaises en symptômes », « inventer une manière d'interroger différente », et « faire rencontrer l'information informelle et la surdité sélective de

l'administration », car, souvent, « les gens concernés ne se retrouvent pas dans la démarche des administrations, même si les mesures adoptées évitent des drames plus graves encore » (Alain de Romefort, homme de terrain à Saint-Fons, dans le Rhône). En gros, Pierre Bourdieu ambitionne de « fournir à la société un organe qu'elle n'a pas, faire savoir aux responsables qu'ils ne savent pas, que c'est très compliqué ».

La pauvreté, une fatalité

Au passage, les « évaluateurs » de la demande et du résultat des actions entreprises, fabricants d'études en tout genre, s'égarent eux-mêmes. Si l'objectif louable est de « faire de l'évaluation un instrument de pilotage de l'action » (A. de Romefort), trop souvent les évaluateurs ont une « fonction décorative », à l'efficacité immédiate et limitée : « On leur demande des études qui ne servent à rien et dont personne ne

tiendra compte pour avoir des subventions. » (Ch. Bachmann).

Au reste, selon Bernard Prétel, du BIPE (Bureau d'informations et de prévisions économiques), « l'opinion publique ferme les yeux sur les pauvres », et beaucoup « considèrent que la pauvreté est une fatalité, inévitable dans l'évolution du monde moderne » : « La maladie de notre société, c'est que les gens sont de plus en plus conscients, mais de moins en moins prêts à agir ; c'est le soutien sans participation. » Et, de plus, un jugement moral sous-tend inconsciemment l'analyse : il est pauvre, laid, malade, sans emploi, donc il l'a mérité.

Enfin, comment obtenir que les pouvoirs (locaux et nationaux) définissent en la matière des politiques à long terme, et cessent d'avoir recours aux expédients, comme on le fait depuis longtemps, qu'il s'agisse de l'agriculture, de la retraite, de l'emploi ou... des quartiers dégradés ? En fait, « les politiques ne se saisissent de ces problèmes que lorsque l'ordre est menacé » (M. Bonetti).

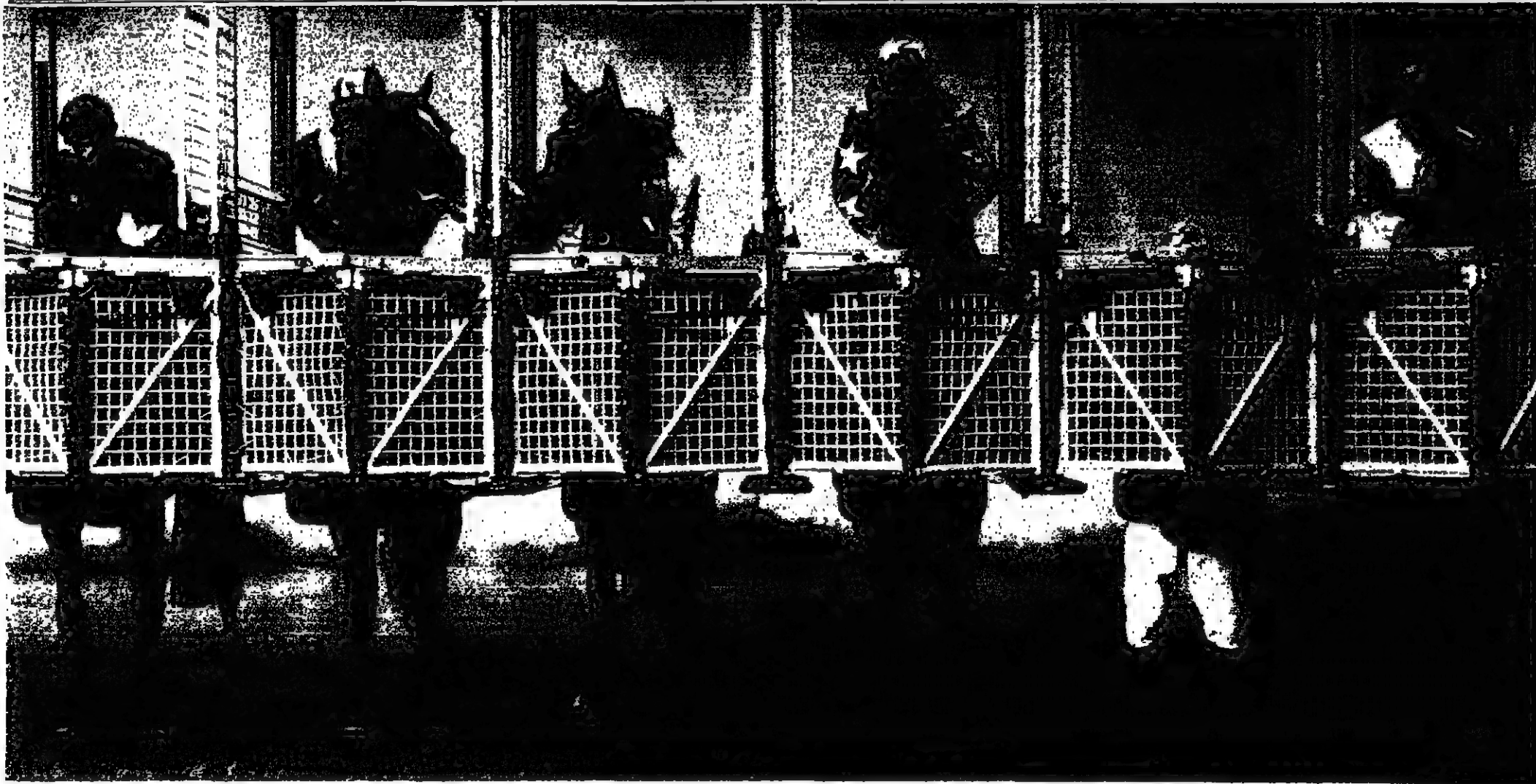
Constat déprimant ? Pas complètement. M. Michel Rocard, l'actuel successeur de M. Chaban-Delmas à la tête du gouvernement, n'a-t-il pas souligné, en clôture de ce colloque, la nécessité de la durée et celle de « réinventer la démocratie de base, celle du quartier, du voisinage ou de l'agglomération » ? Le discours a évolué, et ne doutons pas que les exclus de toutes sortes obligent au fil du temps — fût-ce par des flambées de colère excessive — les responsables de tous niveaux à assurer la pérennité de la lutte contre l'exclusion.

JOSÉE DOYÈRE

Dix milliards de francs en trois ans

Le programme « Développement Solidarité » de la Caisse des Dépôts est né d'une demande du premier ministre, en juillet 1988. Les ressources mobilisées pour trois ans atteignent 10 milliards de francs : 8,6 milliards de prêts viennent du livret A des caisses d'épargne (que gère la Caisse) et 1,4 milliard de subvention des fonds propres de la Caisse. Un grand nombre de projets se développent selon trois axes d'action avec les partenaires les plus divers : développement

économique et social des quartiers et des villes (16 villes, appuyé à la délégation interministérielle à la ville, programme « déplacements et sécurité en ville », etc.), insertion logement des personnes défavorisées, adaptation des centres sociaux, des foyers de jeunes, des résidences pour personnes âgées, aide à la délégation interministérielle au RMI, éducation formation (relance des zones d'éducation prioritaires, modernisation des lycées...).



Devinez qui n'a pas fait confiance à Federal Express?

Appelez-nous et nous vous donnerons notre parole. Une parole qui a fait notre renommée dans le monde. Parole que nous livrons votre envoi en temps voulu. Sans exception. Notre flotte, et ses 393 avions, distribue près de 1,3 millions de colis dans 110 pays. Ce n'est pas tout : grâce à notre système « Cosmos », nous pouvons vous préciser où se trouve votre envoi et vous garantir la preuve de l'enlèvement et de la livraison, au moment même où vous téléphonez. Qu'il s'agisse de Documents ou de Fret Aérien à remettre en France ou à l'autre bout du monde, vous pouvez faire confiance au Numéro 1 mondial du Transport de Colis et de Fret Aérien. Une confiance inconditionnelle et absolue. ☎ 1/40.85.38.00. Federal Express. Quand il s'agit de livrer à temps.

DROIT DES SOCIÉTÉS
L'EUROPE RESTE A

Le droit des sociétés est un domaine complexe et en constante évolution. Les directives européennes ont joué un rôle crucial dans l'harmonisation des règles. Les sociétés à responsabilité limitée (SARL) et les sociétés par actions (SA) sont les formes les plus courantes. Les droits des associés et des actionnaires sont protégés par la loi. Les procédures de liquidation et de faillite sont également régies par des règles strictes. Les experts juridiques sont essentiels pour naviguer dans ce paysage réglementaire.

36 15

L M

Le service télématique
expert de l'emploi

ÉCONOMIE

CEE

Des normes européennes pour les produits alimentaires ?

La menace du cassoulet aux pois chiches

Le groupe de réflexion sur la normalisation dans l'agro-alimentaire, créé il y a un an sur l'initiative des ministères de l'Agriculture et de la Consommation, des organismes interprofessionnels et de l'AFNOR (Association française de normalisation) vient de rendre, mardi 13 novembre, ses premières conclusions.

Qu'est-ce qu'un yaourt ? Éléments, selon le dictionnaire : « lait caillé par un ferment spécial, originaire de Bulgarie ». Pas si simple, répondent les professionnels français : pour eux un bon yaourt est un yaourt « vivant », autrement dit contenant un million de bactéries par gramme. Ce qui exclut de la dénomination tout produit ayant subi un traitement par la chaleur, tel le yaourt thermisé allemand. Et il existe au moins autant de débats de ce genre que de produits alimentaires sur le marché européen.

La perspective du « grand marché » est venue compliquer encore un peu plus les choses. Par souci d'harmonisation, les autorités communautaires ont limité depuis 1985 le champ d'application des règles européennes au strict minimum, santé publique et information du consommateur, principalement. Par exemple, la Communauté définit les qualités du lait liquide, mais les dénominations de vente restent libres pour les produits transformés, matières grasses, crème ou yaourt.

À la limite, non ne s'oppose à ce qu'on vende un cassoulet à base de pois chiches », s'inquiète M. Pierre Creysse, conseiller d'Etat, spécialiste de ces questions. Il préside, en 1987, la Commission d'experts sur la modernisation du droit alimentaire. Il dirige depuis un an un groupe de réflexion sur une « stratégie de normalisation dans l'agro-alimentaire ».

Dans le rapport d'étape qui devait être présenté, mardi 13 novembre, le groupe Creysse, composé de quarante-quatre experts, professionnels et représentants de l'administration, tente de définir une « voie moyenne ». C'est-à-dire s'écarter

du laissez-faire actuel — le cassoulet aux pois chiches — sans tomber dans l'illusion d'un gigantesque corpus de normes universelles : « il a fallu 18 ans pour établir une norme confiture », ironise M. Daniel Hirsch, membre du groupe et responsable de l'agro-alimentaire à l'AFNOR (Association française de normalisation).

Un logo pour différencier les produits

Entre ces deux écueils, le groupe propose d'abord de développer l'acquis européen par l'adoption de réglementations « verticales » concernant « un certain nombre de produits de base ». Mais surtout, les experts français souhaitent mettre en place « un système de régulation volontaire fondé sur la normalisation (...) et la certification » par un organisme tiers indépendant, en respectant « le principe de reconnaissance mutuelle des règles techniques et des normes d'un Etat à l'autre ». En clair, le consommateur français pourra trouver dans les rayons, sous le nom de yaourt, son produit habituel aussi bien que la recette en vigueur outre-Rhin. A condition, imagine M. Creysse, qu'il puisse les différencier immédiatement « grâce à un logo, par exemple ».

Schéma idéal : il n'entrave pas le libre-échange, puisque tout industriel peut choisir de ne pas respecter la norme et s'exposer à la concurrence des produits « estampillés » ; il assure en même temps l'information du consommateur sur la composition et l'origine de ses achats. Un système qui risque toutefois de favoriser les « exigences privées ». « L'AFNOR est un lieu de pressions », reconnaît M. Hirsch. Si le groupe Creysse préfère se féliciter de la « concertation » amorcée et de la « prise de conscience » des professionnels, il sera bien difficile d'empêcher tel grand groupe, leader sur un produit, d'essayer d'obtenir une norme aussi proche que possible de sa propre norme.

FRÉDÉRIC BEGHIN

AGRICULTURE

Le cabinet de M. Mermaz

Le ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermaz, a communiqué lundi 12 novembre la composition de son cabinet dont le directeur est M. Jacques Berthomeau (auparavant directeur adjoint du cabinet de M. Henri Nallet). Les conseillers du ministre sont MM. Georges Morin et Jean-Pierre Philippe. Ancien conseiller technique de M. Nallet, M. Daniel Basset devient chargé de mission auprès de M. Mermaz, chargé des questions liées, du bois, de la forêt et des relations avec les organisations professionnelles agricoles. M. Monique Elifassy a été nommé chef de cabinet et M. Didier Lauga directeur adjoint. Ont été nommés ou maintenus conseillers techniques MM. Jacques Bernard (budget, financement, fiscalité), Joseph Bonnemare (enseignement, recherche, développement), Alain Le Berre (productions végétales, viticulture), Marcel Janet (production sociale, calamités), Michel Prost (productions animales), Luc Serot-Almeras (relations internationales bilatérales), Jean-Louis Tostat (agroalimentaire), Jean-Claude Vial (aménagement rural) et M. Riou-Canals (GATT, affaires européennes). M. Elisabeth Vinot est chargée de la communication et M. Olivier Blanchard des relations avec le Parlement.

PTT

A l'Assemblée nationale

M. Quilès fait adopter le nouveau budget des postes et télécommunications

Les députés ont adopté, lundi 12 novembre, le projet de budget du ministère des postes, des télécommunications et de l'espace (PTE), qui représente 601,4 millions de francs. Compte tenu de la loi du 2 juillet dernier, le ministre de M. Paul Quilès ne comprend plus les services d'exploitation de la Poste et de France Télécom, qui deviendront, à partir du 1^{er} janvier 1991, des personnes morales de droit public, dotées de l'autonomie financière.

En cette période de « vaches maigres » pour le gouvernement (huit budgets adoptés sur vingt), le projet de budget de M. Quilès a remporté un beau succès en recueillant 286 voix en sa faveur (les socialistes, M. Pierre de Bénardville (RPR) et treize non-inscrits) contre 248 voix (RPR, UDF, PCF, six non-inscrits). Les députés centristes se sont abstenus, ainsi que deux députés RPR (MM. Gorse et de Rocca-Serra) et deux députés UDF (MM. Pelchat et José Rossi).

Pour la première fois depuis 1923, il n'y a pas de budget annexe des PTT. En outre, une page adminis-

trative de notre pays a été tournée, et l'autonomie de gestion a été attribuée aux deux exploitants publics : la Poste et France Télécom. A partir du 1^{er} janvier prochain, ils vont vivre leur vie, et j'ai veillé à ce que la représentation nationale dispose des moyens pour s'assurer qu'ils mettent bien leurs succès techniques, économiques et sociaux au service du pays et des Français, de tous les Français », a expliqué le ministre des PTE pour « cadrer » ce budget d'un nouveau type. S'agissant de la délicate question des prêts qui pourrait consentir la Poste (sujet qui avait suscité une certaine polémique à l'Assemblée comme au Sénat lors de la session de printemps), M. Quilès a précisé que le gouvernement déposera bien, devant le Parlement, un rapport sur cette question.

Le ministre souhaite, en effet, pouvoir remettre en route cette affaire dans un climat plus serein que celui qui avait prévalu lors de la discussion du projet de séparation de la Poste et de France Télécom. Le gouvernement vient donc de confier une mission sur ce sujet à M. Yves Ulmo, conseiller-maire à la Cour des comptes et secrétaire général du Conseil national du crédit. « Le rapport aura également pour objet d'évaluer les conséquences pour le système financier français d'un accès de la Poste aux activités de

prêts », a expliqué le ministre, en ajoutant que l'étude sera remise au Parlement dans les prochains mois et sera discutée lors de la session de printemps.

M. Quilès a enregistré, au cours de ce débat, nettement plus de louanges que de critiques. C'est ainsi qu'un député centriste, M. Jean-Pierre Foucher (Hauts-de-Seine), s'est montré sensible aux efforts déployés pour que la réforme se fasse dans la concertation. « Nous nous réjouissons que la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications, à laquelle participent deux parlementaires centristes, se soit mise en place dans les délais prévus », a-t-il dit. M. Daniel Le Moir (PC, Aisne), dont le groupe s'était retrouvé seul pour voter contre la loi du 2 juillet, a dénoncé la politique de M. Quilès. « Votre politique livre le service public des P et T aux impératifs des grandes sociétés. (...) Pour faire passer le service public sous la coupe du privé, votre loi a permis de supprimer le « carcan administratif » dont vous parlez le 27 octobre 1989 : l'heure serait à la dérégulation venue des Etats-Unis... »

PIERRE SERVANT

EN BREF

■ **Métallurgie** : la révision de la prime d'ancienneté est écartée. — Lors de la séance de négociation du 12 novembre, l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) a écarté l'avenir de la prime d'ancienneté qui peut représenter 15 % du salaire au bout de 15 ans d'ancienneté. La réforme éventuelle est liée au relèvement des salaires minima, sur lesquels sont calculés les primes d'ancienneté, et qui peuvent être inférieurs au SMIC. Elle serait nécessaire, selon la délégation patronale, dans le cadre de la revalorisation des bas salaires qui impliquerait une refonte des barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques, cette fois supérieure au SMIC. Cela « ne signifie en aucun cas une diminution des ressources du salarié », a précisé M. Bernard Leroy,

secrétaire général de l'UIMM. La CGT a refusé le marché de dupes de l'UIMM.

■ **Les importations d'automobiles japonaises en Europe** : M. Rocard pour une transition de « pas loin de dix ans ». — M. Michel Rocard s'est prononcé lundi 12 novembre à Tokyo pour une période transitoire de « pas loin de dix ans » jusqu'à l'arrivée sans restriction en Europe des voitures japonaises après l'instauration du marché unique de 1993. Le premier ministre français, qui a eu un entretien avec le ministre japonais du commerce extérieur et de l'Industrie (MITI) M. Kabin Muto, a estimé que la transition de cinq ans (jusqu'au début 1998) proposée par la Commission européenne « n'était pas assez ». Les constructeurs automo-

biles français demandent une période transitoire de dix ans.

■ **Volvo va supprimer 900 emplois en Suède**. — Près de 900 emplois seront supprimés en 1991 dans les usines Volvo de Torslanda, près de Göteborg (sud de la Suède) à la suite de la disparition des équipes du soir et de la nuit, a annoncé lundi 12 novembre le constructeur automobile suédois. Par ailleurs, la production de voitures sera ramenée de 120 000 à 100 000 par an. Selon Volvo, « l'équipe du soir disparaîtra dès la dixième semaine de 1991 et l'équipe de nuit à partir du 1^{er} juin de l'année prochaine ». Quelques 8 000 personnes sont actuellement employées à Torslanda, où Volvo fabrique les modèles des gammes « 200 », « 700 » et « 900 ».

■ **Grève à la Sorensol**. — La restauration est de nouveau interrompue sur le TGV Sud-Est, les grévistes de la Sorensol (filiale des Wagons-lits, 980 salariés), ayant à nouveau bloqué l'approvisionnement lundi 12 novembre. La direction, qui avait suspendu le service vendredi 9, puis l'avait repris dimanche à la suite de la levée des piquets de grève, a envoyé des lettres de licenciement à 44 salariés pour « entrave à la circulation des camions et des chariots transportant la nourriture ». Soutenus par la CGT et la CFDT, les salariés en grève depuis deux semaines (50 % des « roulants » selon la CGT) réclament une hausse des salaires mensuels de 1 000 F et une amélioration des conditions de travail.

DRIT DES SOCIÉTÉS ? L'EUROPE RESTE A FAIRE

Aujourd'hui, le marché des entreprises c'est l'Europe. Une Europe où dans un domaine vital, celui du droit des sociétés, chaque pays a conservé son propre droit. Une situation complexe, difficile à maîtriser.

Il existe maintenant un recueil à feuillets mobiles, le « Droit des Sociétés dans les pays de la CEE », dans la collection JUPITER, qui apporte une réponse à toutes les questions que l'on doit se poser.

Pays par pays, il présente les textes de loi, leur traduction, des études et commentaires, actualisés chaque mois.

Le « Droit des Sociétés Jupiter » : un outil unique qui bénéficie des 30 ans d'expérience des droits nationaux européens de la collection JUPITER, éditée par la LGDJ.

Actuellement et jusqu'au 31 Décembre 1990, vous pouvez bénéficier d'un tarif préférentiel.

Pour toute information, appelez le (1) 43 35 01 67 ou écrivez à : LGDJ 26, rue Vercingétorix 75014 Paris

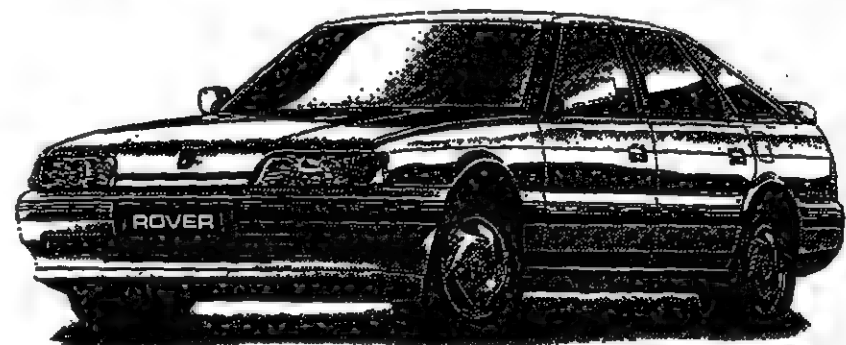
«Droit des Sociétés Jupiter» Maîtriser les droits nationaux pour conquérir l'Europe

LGDJ 26, rue Vercingétorix 75014 Paris

36 15 TM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

PAYEZ VOTRE ROVER SÉRIE 800 EN 36 MOIS LE MÊME PRIX QU'AU COMPTANT



AVEC LA L.O.A. FORMULE ROVER

Jusqu'au 31 décembre 90, Rover vous fait bénéficier d'un financement exceptionnel sur la Rover Série 800 de votre choix avec la L.O.A. Formule Rover.

Moyennant un premier versement de 45 % du prix clés en main (Dépôt de garantie de 15 % + 1^{er} loyer de 30 %), pouvant être représenté en totalité ou en partie par la reprise de votre voiture, vous partirez au volant de la Rover Série 800 de votre choix.

Ensuite vous serez à acquitter 11 loyers d'un montant de 2,80 % du prix de votre Rover Série 800, puis 12 loyers de 2,20 %, enfin 12 loyers de 1 %.

Au terme de cette location avec option d'achat sur 36 mois, vous pourrez devenir propriétaire de votre Rover Série 800 sans rien régler. L'option finale d'achat, équivalente à 0,80 % du prix tarif sans prélevée sur votre dépôt de garantie de 15 % dont le solde (soit 14,20 %) vous sera restitué.

Au bout du compte, sur 36 mois, avec la L.O.A. Formule Rover, votre Rover Série 800 vous coûtera exactement le même prix qu'au comptant.

Exemple : Rover 820e 16v prix tarif au 30/09/90 : 120 000 F TTC

- 1 ^{er} versement		
Dépôt garantie (15 %) :	18 000 F	54 000 F
1 ^{er} loyer (30 %) :	36 000 F	
- Ensuite 11 loyers (2,80 %) x 3 360 F		36 960 F
- Puis 12 loyers (2,20 %) x 2 640 F		31 680 F
- Enfin 12 loyers (1 %) x 1 200 F		14 400 F
- Restitution du solde du dépôt de garantie avec déduction de l'option d'achat finale 15 % - 0,80 % soit 14,20 % du prix TTC du véhicule		- 17 040 F
Coût total (Hors assurances) au bout des 36 mois équivalent au même prix qu'au comptant		120 000 F

Rover Série 800, une gamme prestigieuse de 12 modèles, Scénics et Fastback, 16, 24 soupapes et Turbo Diesel, à partir de 120 000 F TTC. Modèle présenté : Rover 827i Vitesse V6, prix : 200 000 F TTC. Prix tarif clés en main au 30 septembre 90 (millésime 91).

ROVER SÉRIE 800

Cette offre exceptionnelle est valable du 12 novembre au 31 décembre 90 chez les concessionnaires Rover participants à l'opération, sous réserve d'acceptation de votre dossier par Rover Financement, département de Leclercq 51, boulevard des Dunes 1302 Marseille - S.A. au capital de 22 000 000 F - R.C.S. Marseille B 871 800 130

ROVER

Pour connaître votre concessionnaire, téléphonez au 05 102 102 (appel gratuit) ou composez sur votre minitel le 36.15 Rover.

[illegible]

COMMUNICATION

L'endettement d'Hachette atteint son niveau maximal

L'inébranlable foi en l'avenir de M. Lagardère

« Le groupe Maxwell doit faire face à une lourde échéance financière dès maintenant; celui de Murdoch est astreint à rembourser ses dettes très bientôt, quant au géant Time-Warner, son endettement record doit être réglé dans les deux ans. En comparaison de ces groupes multimédias de rang mondial, l'endettement d'Hachette, étalé sur des emprunts à long terme, paraît normal. Et il n'y a pas d'explosion prévisible », lundi 12 novembre, M. Jean-Luc Lagardère, PDG d'Hachette, s'est employé pendant près de deux heures à convaincre les analystes financiers de la bonne santé du premier groupe de communication français.

La plupart des groupes mondiaux affrontent une phase délicate – le premier d'entre eux, Time-Warner vient de se mettre en quête de partenaires pouvant l'aider à régler sa dette de 10,8 milliards de dollars – et Hachette doit lui aussi faire la preuve de ses capacités à

diriger et relancer ses acquisitions. A la fin de cette année, le groupe dont le chiffre d'affaires devrait s'établir à 30,2 milliards de francs (contre 7,8 milliards lors de son rachat par M. Lagardère il y a dix ans), va atteindre un niveau d'endettement global de 11,7 milliards. Même si la plus grande partie de cette somme est couverte par des prêts à long terme, le niveau maximal est atteint. « Nous n'allons plus faire d'acquisitions qui risquent d'augmenter notre dette; contracter d'autres emprunts ne fait pas partie de notre stratégie », assure le PDG d'Hachette, qui estime que « les investissements de l'ordre de trois milliards de francs réalisés ces derniers temps, l'ont été au détriment du résultat 1990 mais au bénéfice du futur ».

Une dimension mondiale

Depuis trois ans, le groupe a acquis une dimension mondiale en s'implantant aux Etats-Unis par le biais de l'achat du réseau de distribution Curtis, de la maison d'édition Grölier puis du groupe de presse Magazines Diamond rebaptisé il y a quelques semaines Hachette Magazines Inc.

En Europe, le rachat de la maison d'édition espagnole Salvat puis de 25 % de la Cinq font partie d'une même stratégie de conquête. Mais si Curtis se révèle « une bonne affaire qui débute 28 % de part de marché dans la distribution aux Etats-Unis, contre 13 % lors de son rachat », les activités éditoriales et presse magazine – et surtout cette dernière confrontée à la récession outre-Atlantique – sont grevées par leur endettement.

En dépit de la conjoncture économique, M. Lagardère garde cependant bon espoir. Selon lui, en 1991, le cours des choses devrait s'inverser et la filiale américaine de presse magazine devrait dès l'an prochain couvrir de larges parts des frais financiers grâce à ses bénéfices.

Le groupe assure avoir les reins solides. En plus d'une ligne de crédit de deux milliards de francs, Hachette pourrait en cas de difficultés mobiliser rapidement deux autres milliards de francs en cédant certains actifs. Mais M. Lagardère reste mystérieux sur ceux-ci. Il ne veut pas céder le groupe de presse régional le Provençal, « pour lequel, lors du rachat, il a souscrit l'engagement moral et écrit de le conserver au sein d'Hachette », ou vendre la société d'édition Grölier, ou encore se désengager du Furien, des immeubles de la librairie Hachette, voire celui d'Europe 1, autour desquels les rumeurs de cession vont bon train.

Quant à la Cinq, elle a coté pour l'instant 620 millions de francs au groupe Hachette, derrière augmentation de capital incluse. Il n'est bien sûr pas question d'envisager de céder cette chaîne, « qui représente pour le vingt et unième siècle d'Hachette ce que le livre fut au vingtième », déclare avec emphase celui qui est aussi le patron de Matra.

Afin d'atteindre 18 % d'audience en 1994 (contre 12 % aujourd'hui), le groupe Hachette prévoit d'opérer de nouvelles dépenses d'environ 1,75 milliard de francs issues de la vente de son immeuble des NMPE. La chaîne devrait se muscler en couvrant 85 % des foyers en 1991 contre 66 % actuellement et en accueillant « dans les jours qui viennent » les grands professionnels tant attendus.

YVES-MARIE LABÉ

Canal J réclame des émetteurs plus puissants. – La chaîne thématique payante Canal J, qui doit émettre sur un réseau hertzien couvrant Paris et 22 villes, va réclamer au CSA des émetteurs plus puissants, notamment à Paris, et plus nombreux. Handicapée par les problèmes des satellites TDF1/TDF2 (le Monde du 10 novembre), la chaîne demande en compensation des garanties sur une bonne couverture technique du territoire avant de poursuivre ses investissements. Elle espère ainsi, à son lancement définitif en mars prochain, pouvoir toucher une quinzaine de millions de Français.

A Rouen, FMR disparaît

La fin d'une vraie radio locale

ROUEN

de notre correspondant

La radio locale associative FMR de la région de Rouen, installée à Mont-Saint-Aignan, créée il y a neuf ans, a définitivement fermé son antenne au début de la semaine, après la mise en liquidation de l'association lundi dernier. Ainsi prend fin le rêve d'une équipe constituée avant la libération des ondes en 1981.

Radio FMR était née de la fusion de diverses initiatives dont une station pirate (Radio-Méduse) qui avait fait l'objet de saisies spectaculaires en 1980. Elle a par la suite réussi à conserver son indépendance tout en restant généraliste, réunissant une centaine de bénévoles sur son antenne. Elle employait trois permanents dont un journaliste professionnel. Radio FMR produisait quinze heures d'émissions quotidiennes avec des journaux d'information, des magazines, un programme culturel reconnu pour sa qualité, comprenant notamment des créations (feuilletons). Elle travaillait régulièrement avec l'éducation nationale.

Pour se développer, FMR avait créé un service de formation continue en communication et monté des radios locales ponctuelles pour des animations communales. L'ensemble de ses revenus couvrait les deux tiers d'un budget de six cent mille francs, le reste étant en principe fourni par le fonds de soutien à l'expression radiophonique versé par le ministère de la culture et de la communication.

« Malheureusement, nous avons souffert de l'irrégularité des versements du ministère », constate amèrement Laurent Delabouglise, directeur de la station disparue. Les banques n'ont donc jamais voulu s'engager dans des plans de financement à long terme. Pour tenter de s'en sortir, FMR s'était tournée vers les collectivités locales comme le suggère la loi pour les radios associatives, avait échoué un plan avec le SIVOM, (syndicat intercommunal à vocation multiple) de l'agglomération de Rouen (quatre cent mille habitants), présidé par M. Laurent Fabius. « Nous étions la seule radio généraliste dans la zone de diffusion recouvrant l'agglomération. Forts de cet avantage, nous avions proposé au SIVOM la réalisation d'un radio-guidage original pour aider les automobilistes pendant les importants travaux de construction du futur métro de Rouen », raconte Laurent Delabouglise.

Septes quatre communes avaient répondu. A ce peu d'écho, s'est ajouté l'ajournement d'octobre 1990 à février 1991 de la décision du SIVOM de lancement des travaux du métro (deux milliards de francs). Déjà handicapée par les aléas de la loi sur les radios locales privées, Radio FMR a eu le tort de s'appuyer sur l'agglomération rouennaise, paralysée par des querelles entre la droite, le PS et le PCF. « Nous nous sommes trompés, car l'agglomération de Rouen n'existe pas », conclut le dernier directeur de Radio FMR.

ETIENNE BANZET

LE MONDE diplomatique

Novembre 1990

- LA CRISE DU GOLFE : LE RISQUE ET LA RAISON. – Par CLAUDE JULIEN. L'essoufflement de l'économie mondiale, les signes de récession sont entrainés à l'échelle de la crise dans le Golfe. Dans les salons des « décideurs », ils posent tout autant que la nécessité d'imposer le respect d'un ordre international qui faisait fi du droit. La raison peut-elle encore conjurer le risque de guerre ?
- LA SOCIÉTÉ SOVIÉTIQUE A BOUT DE NERFS. – Par JEAN-MARIE CHAUVIER. La stratégie économique de M. Gorbatchev s'est finalement portée au Parlement soviétique, mais ses adversaires radicaux n'ont point désarmé, et la Russie menacée de faire sécession. Tandis que s'accroissent les pénuries, la société, à bout de nerfs, redoute les effets de cette perestroïka « new look ». Les pleins pouvoirs suffiront-ils à M. Gorbatchev ?

Également au sommaire :

- L'économie supporterait-elle un troisième « choc pétrolier » ? par Jean-Louis Combaud.
- Washington touche les dividendes de l'opération « Bouclier du désert », par Ibrahim Warde.
- Les frontières du Proche-Orient, brèves claires du partage colonial, par Jacques Thobie.

En vente chez votre marchand de journaux

Des secrets des frères

Les méconnus du roman familial.

Un ouvrage collectif des éditions Autrement 192 p. 89 F. En librairie.

autrement

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

CARNET DU Monde

Naissances

– Naïline et Luc LEGAL.
Ils ont obtenu d'annoncer la naissance de Jérôme.

le 11 novembre 1990, à la villa Tarnier, à Chartres.

Rue de l'Église, 28700 Lèvesville.

Marriages

– Marie ALLEGON et Charles ARICI.
ont le plaisir d'annoncer leur mariage, le 10 novembre 1990, à Nancy.

Décès

– Le président.
Le conseil d'administration, la direction générale et le personnel de la Mutualité des architectes français, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Marc BISSUEL, architecte DELCA, ancien président de la MAF, croix de guerre 1939-1945, officier de l'Ordre national du Mérite.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 15 novembre 1990, à 14 h 30, en l'église Saint-Clément de Tassin (69160).

9, rue Hamelin, 73116 Paris.

– Nous apprenons le décès, survenu lundi 12 novembre 1990, de

M. Jacques MANSION, compagnon de la Libération,

dont les obsèques seront célébrées, mercredi 14 novembre, à 14 h 30, en l'église d'Orléans-sur-Mer (Vendée).

(Né le 7 mars 1914 à Saint-Denis, dans la banlieue de Paris, Jacques Mansion se réfugia, le 17 juin 1940, en Angleterre, où, après l'appel de général de Gaulle, il est volontaire pour effectuer des missions spéciales en France. Il accomplit notamment quatre longues missions clandestines dont certaines devaient coûter sa vie et sa liberté. Le 1940 à 1942, au total, ces différentes missions de renseignement ont entraîné trois fois sa mise au secret au Fort de Breteuil. En 1944, il est nommé chef de la section des renseignements de la Direction générale des études et recherches (DGER), qui, sous le commandement de Jacques Soustelle, puis de Michel Frenay, reçoit puis dirige les services militaires français et qui devient, en 1948, le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), l'ancêtre de l'actuelle Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). En juin 1944, il est parachuté en Bretagne. Le 7 mars 1945, Jacques Mansion a été fait compagnon de la Libération, comme capitaine à la DGER. Titulaire de la Croix de Saint-Médard, il était officier de la Légion d'honneur.)

– M. André Orsini, son épouse, M. Danielle Orsini-Labos, M. et M^{me} Gérard Orsini, ses enfants, Germaine, Blanche et Lionel, Raphaële et Maxime, ses petits-enfants, M. Antoine et Cécile Campana, M. Valérie Ballion-Campana, ses neveux, M. Pélita Cosimo-Orsini, sa belle-sœur, ses neveux et nièces, ses filles, ses parents et alliés, ont l'honneur de faire part du décès de

Josephine-Raphaëlle ORSINI, née Campana, survenu le 12 novembre 1990.

Une cérémonie religieuse aura lieu à l'église Saint-Pierre de Montrouge, place Victor-Basch, Paris-14, le mercredi 14 novembre, à 13 h 45. Elle sera suivie de l'inhumation dans le tombeau familial, à Poggio-Mezzano (Corse), après une absoute en l'église Saint-Jean.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille exprime sa reconnaissance aux diverses équipes médicales, et particulièrement à tous les membres de l'unité de soins palliatifs de l'Hôpital international de l'Université de Paris.

12, rue Emile-Faguet, 75014 Paris. 20, boulevard Paulin, 20200 Bastia.

« Verra la mort et aura l'œil ouvert ».

– M^{me} Delphine Roumaïthas, son épouse, Jean et Anita Roumaïthas, ses enfants, Etienne, son petit-fils, ses neveux, ses nièces, la famille et les familles alliées, ont la douleur de faire part du décès de

Jean ROUMAÏTHAS, directeur départemental des services sociaux de l'impair, militant syndical et mutualiste, chevalier de l'Ordre du Mérite,

survenu subitement le 5 novembre dans sa quatre-vingt-huitième année.

Selon la volonté du défunt, la cérémonie s'est déroulée dans la plus stricte intimité familiale.

68, rue Champ-Lagarde, 78000 Versailles.

Entretiens

– Dans l'avis de décès de Marie-Louise PLESSIS.

il convenait de lire :

leur mère, belle-mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

Remerciements

– Sommières (Gard), Londres, Jersey Island.

Françoise Kestman, son épouse, Penelope Hopo-Durrell, sa fille, et son époux, John Hope, Gerald et Les Durrell, ses frères et belle-sœur, remercient tous ceux qui leur ont témoigné leur amitié lors de la disparition, le 7 novembre 1990, de

Lawrence DURRELL.

La crémation a eu lieu, selon son désir, à Orange (Vaucluse), le 9 novembre, dans la plus stricte intimité.

Que son esprit et son cœur qui ont tant donné à ses lecteurs trouvent paix et repos.

(Le Monde du 9 novembre.)

– Saint-Quentin. Catenoy.

M^{me} Zahra Romenteau Et toute la famille. La direction régionale des affaires culturelles de Picardie. Le personnel de l'Association pour les fouilles archéologiques nationales, La Société archéologique de Picardie, Le CRAVO et ses collègues archéologues, Les équipes de l'autoroute A-16 et de l'IGN, très touchés des nombreuses marques de sympathie qui ont été témoignées lors du décès de

M. Pierre ROMENTEAU, archéologue,

préient toutes les personnes ayant assisté aux obsèques ou qui, empêchées, leur ont exprimé leur sentiment de condoléances, celles qui se sont associées à leur deuil par un envoi de fleurs, de trouver ici avec leurs remerciements émus, l'expression de leur vive gratitude.

P.-F. Vignon, Saint-Quentin. P.-F. Grigaut, Laoncourt.

Anniversaires

– Il y a deux ans, le 14 novembre 1988, nous quitte

Christian GALLENCIA, professeur des universités.

Son souvenir est vivant parmi nous. Prière pour elle.

« All days are nights to see till I see Thee. »

Manifestations du souvenir

– Anciens de la 10^e division,

un service solennel à la mémoire des camarades de la 10^e D.I. tombés au champ d'honneur sera célébré, le dimanche 25 novembre, en l'église des Blancs-Manteaux, rue des Blancs-Manteaux (métro Hôtel-de-Ville), à 10 h 45.

Communications diverses

– Première conférence du cycle : HALAKHA – du Collège des études juives de l'Alliance israélite universelle, jeudi 15 novembre 1990, à 20 h 30, à l'IAU, 45, rue La Bruyère, Paris-9^e, par le rabbin Shlomo Naor, sur le thème : « Le shabbat » PAF.

– Université Paris-XII « sciences », le jeudi 15 novembre, à 14 h 30, salle des Thèses, bâtiment P, M. Denis Bemer : « Exploitation des propriétés physiques d'un aérogl pour la mesure de la taille des particules et de leur concentration. Applications ».

– Université Paris-III, Sorbonne nouvelle, le vendredi 16 novembre, à 13 h 30, salle Bourcier, 17, rue de la Sorbonne, 75005 Paris, M^{me} Suzanne Frayssé : « Folie, écriture et lecture dans l'œuvre de Vladimir Nabokov ».

– Université Paris-I, Panthéon-Sorbonne, le vendredi 16 novembre, à 15 heures, salle 113, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie Jean-Baptiste-Dumas, Sorbonne, M^{me} Françoise Oppikoff-Brusch : « Gaston Chassaing : totems, masques, pierres et objets enluminés ».

– Université Paris-III, Sorbonne nouvelle, le vendredi 16 novembre, à 13 h 30, salle Bourcier, 17, rue de la Sorbonne, 75005 Paris, M^{me} Suzanne Frayssé : « Folie, écriture et lecture dans l'œuvre de Vladimir Nabokov ».

– Université Paris-I, Panthéon-Sorbonne, le vendredi 16 novembre, à 15 heures, salle 113, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie Jean-Baptiste-Dumas, Sorbonne, M^{me} Françoise Oppikoff-Brusch : « Gaston Chassaing : totems, masques, pierres et objets enluminés ».

ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Louis TREVES,

survenu le 8 novembre 1990 à Jérusalem.

38 Rehov Ramban, Jérusalem. 139, chemin des Buleaux, La Tour-de-Peilz (Suisse). 64, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

STERN
GRAVEUR
depuis 1840
Papiers à lettres
Imprimés de haute
qualité
le prestige de la gravure
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.86.45

ÉTUDIANTS*
GAGNEZ
EXAMINATION INTERNATIONALE

La communication interne au GAN, une assurance de réussite

En pointe dans notre métier d'assureur, nous le sommes aussi au niveau de la communication interne et offrons une opportunité nouvelle à un

Jeune Chargé de Communication Interne

Au sein d'une petite équipe et en liaison étroite avec les correspondants communication locaux, vous assumerez une double mission :

- rédaction d'articles, suivi des publications ;
- participation à la conception et à la réalisation de divers chantiers (séminaires, conventions, documents audiovisuels...).

Diplômé d'études supérieures de communication complétées par une bonne culture économique, vous justifierez d'une première expérience en communication interne, acquise idéalement au sein d'une structure importante du secteur financier. Au-delà de vos solides compétences techniques incluant une excellente maîtrise de la rédaction, vos qualités relationnelles affirmées ainsi que votre esprit d'initiative vous permettront d'être un interlocuteur apprécié à tous les niveaux de l'entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. ED/LM/56 à GAN, Gestion et Recrutement des Cadres, 2 rue Piller-Wil, 75448 Paris Cedex 09.

L'énergie de tous les projets

gan
assurances

Importante organisation humanitaire (Association reconnue d'utilité publique) orientée vers le soutien au développement des Tiers-Mondes recrute

RESPONSABLE DE SON SERVICE AMÉRIQUE LATINE

Missions et objectifs :
Sous la responsabilité du Directeur du Département Projets et Programmes, il met en œuvre les objectifs de développement définis par l'Association pour le continent latino-américain. Il gère et contrôle un budget de 15 MF et assure le suivi des réalisations mises en œuvre dans le continent. Il assure la gestion des ressources humaines de son service (quatre personnes).

Profil attendu :

- Expérience réussie de plusieurs années de gestion d'un budget.
- Encadrement d'équipe et expérience de vie associative.
- Connaissance et expérience du continent latino-américain.
- Niveau de culture générale et technique : bac + 5.
- Bonne maîtrise de l'espagnol.
- L'expérience des problèmes de développement, la pratique du portugais ainsi que la pratique de l'informatique sont un plus.

Intérêt de la fonction :

- Action et innovation dans un contexte international en changement.
- Finalité et environnement riches.

Conditions offertes :

- Grande autonomie et importantes responsabilités.
- Rémunération en relation avec environnement associatif et selon l'expérience (référence 160 KF).

Ecrire sous n° 8127 - Le Monde Publicité 5, rue de Montessuy - 75007 Paris.

JEUNES DIPLOMÉS (HEC, ESSEC, ESCP CENTRALE, MINES, SUPELEC.)

Au sein du groupe Calan Ramolino et Associés, partenaire de Spicor and Oppenheim International, 12ème entreprise mondiale de consulting, choisissez le conseil en organisation dans des conditions idéales.

Nous vous offrons une structure de dimension internationale (55 pays), une formation continue à notre méthodologie, et des missions variées auprès d'entreprises prestigieuses.

Nous saurons en plus vous accueillir dans une équipe soudée à taille humaine, où chacun participe à l'enrichissement des outils en place.

Nous saurons enfin, grâce à notre développement, vous faire évoluer très rapidement au sein du groupe.

Merci d'adresser lettre, cv et photo sous référence LM 10, à Sandra Soriano, Groupe Calan Ramolino et Associés, 2 rue Paul Cézanne, 75008 Paris.



CHARGÉ DE MISSION RESSOURCES HUMAINES

La branche béton prêt à l'emploi du groupe des cimentiers français compte aujourd'hui 2000 personnes et représente un CA de 2,5 milliards de francs. De formation supérieure BAC + 4, + 5 (DECS - Ecole de Commerce...), vous justifierez d'une première expérience acquise dans le domaine des Ressources Humaines. Vous maîtriserez l'outil micro-informatique.

Nous vous confierons la mise en place de notre système informatique de gestion des Ressources Humaines. Vous organiserez l'harmonisation des systèmes de rémunération, de retraite et de prévoyance et assurerez toute étude statistique dans le domaine social.

Votre goût des contacts, votre rigueur et votre sens du travail en équipe seront vos meilleurs atouts pour réussir au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la réf. CM007 au Département des Ressources Humaines - UNIMIX - 15 quai le Châtelier 93454 L'ILE SAINT-DENIS CEDEX.

Le Groupe Ciments Français, diversifié dans les métiers de construction : ciment, granulat, béton prêt à l'emploi, pétonne, industrie réalise un CA de 38-40 Mds F. Présents dans 14 pays, 17.000 collaborateurs dont plus de la moitié à l'international participent au même objectif : progresser, servir les clients, produire durablement.

Aujourd'hui, CEMENTS FRANÇAIS affirme sa volonté d'être un groupe industriel de dimension internationale.



inventer pour progresser

25 MILLIARDS DE C.A.
100.000 LOGEMENTS
LOCALITÉS
1.500 COLLABORATEURS

Directeur d'agence Orléans

L'agence Centre du Groupe Immobilier 3F rayonne sur 6 départements. Elle a construit et gère 2.400 logements répartis en 45 programmes.

Directeur de l'Agence vous animez, coordonnez, gérez une équipe de trente collaborateurs dont vous optimisez la productivité. Impliqué fortement dans la recherche foncière et le montage d'opérations, vous déployez votre dynamisme relationnel pour devenir rapidement une personnalité reconnue dans la région.

Diplômé d'une école supérieure de commerce ou de gestion, votre expérience opérationnelle de l'immobilier vous a permis d'acquérir des compétences juridiques et financières ainsi qu'une sensibilité aux techniques de construction.

Jacques SKOWRON vous remercie de lui faire parvenir lettre, C.V. et photo sous référence 3425 B BOSSARD CARRIÈRES - 4, rue Quentin Bauchart 75008 PARIS.

SARESCO

Notre Groupe est présent sur deux métiers, le commerce avec des boutiques de produits haut de gamme et la restauration. Il développe ses activités principalement sur les aéroports et évolue vers le milliard de chiffre d'affaires avec le concours d'un millier de personnes.

Nous recherchons, pour notre filiale de restauration de ROISSY CDG 2, site de 300 personnes, un :

CHEF DE PERSONNEL

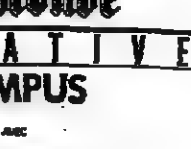
Vous interviendrez sur tous les aspects de la fonction : • Gestion des Ressources Humaines : intégration, appréciation, mobilité... • Formation : Elaboration du plan, suivi et animation des structures internes... • Recrutement... • Administration du Personnel... • Relations avec les partenaires sociaux avec participation à la négociation annuelle.

Directement rattaché au Directeur Opérationnel Restauration, en liaison avec la DRH Groupe, vous serez assisté d'une équipe de quatre personnes et vous animerez.

A 30 ans environ, vous avez une formation supérieure et une expérience "terrain" de 4/5 ans dans la fonction Personnel. Vos qualités personnelles seront déterminantes dans notre choix et votre réussite.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo, salaire actuel) à SARESCO, Direction des Ressources Humaines, 74/76 rue Laugier, 75017 PARIS.

LA BOURSE AUX STAGES Ces entreprises vous offrent DES STAGES A VOCATION INTERNATIONALE



Le Monde INITIATIVES CAMPUS

EUROPE 1

Lafarge Coppes

Responsable Développement et Gestion des Carrières

Responsables d'Affaires

Responsables Recherche Foncière

Responsable ACI

RESPONSABLE DE SON SERVICE
AMÉRIQUE LATINE

LAFARGE NOUVEAUX MATÉRIAUX Filiale du leader de l'industrie mondiale des matériaux de construction (35 milliards de CA, 33 000 personnes), nous sommes une fédération de moyennes entreprises dont le CA a quadruplé en quatre ans, soit aujourd'hui un CA de 3,6 milliards de francs avec 3 300 personnes.

Ce fort développement nous amène à renforcer notre Direction des Ressources Humaines. Nous recherchons notre

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT ET GESTION DES CARRIÈRES

Vous serez rattaché au Directeur des Ressources Humaines et aurez pour mission :

- l'assistance des filiales dans la gestion des hommes qui comprend :
- la mise en œuvre d'outils de gestion prévisionnelle de l'encadrement,
- la sensibilisation des sociétés filiales à une démarche d'évaluation,
- l'assistance opérationnelle dans les recrutements en tenant compte des besoins immédiats et futurs.
- l'ensemble de la gestion du personnel siège.

Par vos contacts permanents avec les Directeurs de filiales et les Directeurs opérationnels, vous contribuerez donc à harmoniser et dynamiser la politique des Ressources Humaines dans l'ensemble de la société.

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure (Droit, Sciences Po, CEESA...) ayant au moins 5 ans d'expérience dans la fonction personnelle, avec la pratique du recrutement et/ou de la gestion prévisionnelle de l'encadrement. La connaissance de la méthode HAY serait un atout supplémentaire.

Compte tenu du caractère international de la société, la pratique courante d'une deuxième langue sera vivement appréciée.

Ce poste constitue un tremplin pour une évolution dans notre groupe dont la réputation est non seulement liée à son efficacité économique, mais également à sa politique sociale.

Poste situé à Paris.

Ecrire sous réf. 45 B 1998-OM
Discretion absolue.



Société de Promotion Immobilière
Filiale d'un des majors du BTP
recherche

RESPONSABLES D'AFFAIRES

Rattachés à la direction générale, ils seront chargés du montage des opérations qu'ils auront à gérer sur les plans techniques, juridiques, financiers tant en logements qu'en bureaux et locaux d'activités.

L'un des postes pourra évoluer à terme vers une fonction d'encadrement et, de ce fait, demande obligatoirement une pratique dans la fonction d'un mois cinq ans.

Les autres postes pourront s'adresser à des candidats qui doivent aussi avoir une première expérience dans la fonction.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, BTP...) seront âgés de trente-cinq ans environ.

RESPONSABLES DE RECHERCHE FONCIÈRE

Rattachés au directeur général, ils seront chargés de rechercher des sites nouveaux pour la réalisation de bureaux, parcs d'activités et logements. Les candidats devront avoir un sens aigu des opportunités à saisir ; une expérience en la matière est nécessaire.

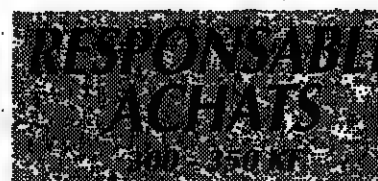
Le salaire sera motivant en fonction des réalisations.

Ces postes sont basés à Paris.

Adresser : CV + photographie d'identité + lettre manuscrite + prétentions au journal, sous réf. n° 8133.

LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montesson - 75007 Paris

Groupe international
du secteur mécanique,
leader européen,
recherche pour l'une de
ses unités décentralisées
(600 personnes) située
à 150 km Est de Paris :



Membre du comité de direction de l'usine, vous créez un service achats autonome : mise en place d'une politique achat, organisation et animation de votre équipe.

Vous avez en charge la gestion de 200 MF environ en collaboration avec les services Etudes, Qualité et Production. Vous établissez des relations de partenariat avec les fournisseurs dans le cadre de l'assurance qualité et mettez en œuvre un plan de productivité achats.

De formation supérieure (Ingénieur, Ecole de Commerce...), vous avez une expérience significative de la fonction en milieu industriel. Organisé et bon négociateur, votre réussite à ce poste vous ouvre de larges perspectives d'évolution dans le groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 10 059 à AVENIR CARRIÈRES CADRES 4 rue Théodore de Banville 75017 PARIS.



la COMPAGNIE
GÉNÉRALE de SANTÉ

Leader
EUROPÉEN de
l'HOSPITALISATION
PRIVÉE
(3 Md de CA)

RECHERCHE POUR UNE UNITÉ DE 200 PERSONNES A PARIS SON :

RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

Après du Directeur Général, vous développerez la gestion des emplois et des carrières, assurerez la mise en place et le transfert d'un nouveau système de paie vers les services comptables.

HOMME DE COMMUNICATION, vous imprimerez une culture d'entreprise indispensable dans un secteur en pleine évolution et prendrez en charge :

- la formation et l'assistance au recrutement des opérationnels.
 - l'évaluation des hommes et la motivation du personnel.
- Agé de plus de trente ans, de formation supérieure (ECS, IEP, CIPFOP...), vous avez une expérience opérationnelle significative et souhaitez développer vos capacités de Manager des Ressources Humaines.

Prenez contact avec nous en adressant votre candidature (C.V. + lettre de candidature) sous la référence RH/M à la Compagnie Générale des Eaux - Service Relations et Ressources Humaines - 52, rue d'Anjou - 75008 PARIS.

LA PASSION DU SERVICE

Schlumberger

JEUNES
CADRES DE
PERSONNEL
VISEZ
L'INTERNATIONAL



La Direction du Personnel de SCHLUMBERGER LIMITED Paris souhaite intégrer 2 jeunes diplômé(e)s de l'IEP, du CIPFOP ou du CELSA ayant une bonne maîtrise de l'anglais et d'une autre langue européenne.

Vous êtes débutant(e) ou vous avez acquis une courte expérience de la fonction personnel. Nous vous confierons dans un premier temps, sous l'autorité du Responsable "Employee Benefits", l'établissement, l'aménagement et la mise à jour de bases de données concernant les avantages sociaux en vigueur dans les pays où SCHLUMBERGER est implanté.

La connaissance de notre environnement et de nos structures, jointe à vos capacités d'initiative et de responsabilité, vous permettront d'évoluer à moyen terme vers un poste opérationnel de Chef du Personnel dans l'une des unités de SCHLUMBERGER.

La rigueur professionnelle, la sens des contacts et la mobilité seront les garants de votre réussite chez SCHLUMBERGER.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et rémunération souhaitée, en précisant la référence LM/1310, à la Direction du Personnel.

SCHLUMBERGER LIMITED
42, rue Saint-Dominique, 75007 Paris

CANNES MANDELIEU

ESCOTA, société d'Economie Mixte, ayant pour vocation la construction et l'exploitation d'autoroutes, renforce les structures de sa Direction des Ressources Humaines et crée la fonction de

Chargé de la formation et de la communication interne (H/F)

Placé sous l'autorité du Directeur des Ressources Humaines, vous aurez pour missions la conception et l'animation de la Formation dans l'Entreprise. Vous aurez également un rôle privilégié dans la promotion d'une politique de Communication Interne. A ce double titre vous agirez en tant que conseil auprès de la hiérarchie mais vous serez aussi conduit à réaliser des actions sur le terrain.

Pour réussir dans ce poste à créer, vous devez posséder une formation supérieure et une première expérience acquise

dans un Service du Personnel, d'une société Industrielle ou commerciale. On vous reconnaît donc déjà un professionnalisme dans le domaine de la Formation ou de la Communication Interne.

Bien entendu, votre principal atout réside dans vos indiscutables qualités relationnelles et votre sens de l'écoute. Des talents d'animateur (stages, réunions, etc.) seraient un plus. La rémunération attractive est complétée par des conditions matérielles intéressantes.



Guy Postel

Adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) en précisant la référence 0646 et un numéro de téléphone à Guy POSTEL CONSEIL, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup. Vous serez contacté confidentiellement et rapidement.



VOUS AVEZ UN FORT TEMPÉRAMENT COMMERCIAL
ET VOUS ÊTES MOTIVÉ PAR LA VENTE

Jeunes Diplômés BAC + 2/BAC + 4
débutants ou avec une première expérience, devenez

CONSEILLERS EN ASSURANCE VIE H/F

dans une entreprise en pleine expansion - augmentation du C.A. 89 de 54 % et des objectifs encore plus ambitieux pour les 3 années à venir.

Après formation, vous aurez à faire preuve d'autonomie dans la prise en charge d'un secteur où vous vendrez sur rendez-vous nos contrats de PRÉVOYANCE, de RETRAITE et de PLACEMENT auprès des Chefs d'Entreprise, des artisans, des professions indépendantes et des salariés du bâtiment et des travaux publics, ainsi qu'auprès de toutes catégories de particuliers.

Vos réelles qualités relationnelles feront de vous un commercial averti et diplomate. Vous aurez à votre disposition un matériel informatique performant. Une éventuelle expérience de la vente de produits d'assurance serait un atout supplémentaire.

Nous vous offrons une rémunération constituée d'un salaire mensuel de 8.050 F X 13.6 auquel s'ajoutera une large participation aux résultats, perçue trimestriellement.

Vous bénéficierez d'une formation rémunérée : statut cadre à un an + voiture indispensable.

Postes à pourvoir : en RÉGION PARISIENNE (Crétail - Roissy - Cergy Pontoise - Melun) à PARIS

Merci d'adresser votre dossier de candidature et vos prétentions sous réf. CAV/3 EN PRÉSENTANT LA VILLE CHOISIE à SMA-Vie BTP - Service Recrutement 114, avenue Émile Zola - 75739 PARIS CEDEX 15

L'ASSUREUR VIE DES CONSTRUCTEURS

La Matière Bleue
l'audace d'aller jusqu'au bout pour de jeunes diplômés

Présentes dans tous les secteurs de l'économie (Banque, Assurance, Industrie, Secteur Public, Défense, Services...), les équipes de la Branche Conseil et Informatique de Gestion France s'appuient sur les méthodes et outils du Groupe. Au cœur de nos projets, vous releverez de nouveaux défis au sein d'un groupe de 7500 personnes présent dans toute l'Europe.

RECHERCHE DÉBUTANTS DÉLIBÉRÉMENT

1. Vous venez d'achever vos études d'ingénieurs, vous êtes diplômé d'une grande école, ou universitaire du 3e Cycle. Trouver un emploi n'est pas, pour vous, un problème. Mais le plus souvent vous vous heurtez à l'exigence d'une première expérience.
2. Nous avons un plan pour vous début janvier : D'abord un stage de formation qui constituera pour vous un véritable 4ème cycle, puis une intégration dans nos équipes pour participer au développement des systèmes d'information.
3. Ensuite ? Toutes les opportunités de carrière en informatique de gestion que peut offrir un groupe de conseil et d'ingénierie informatique, intervenant dans tous les secteurs de l'économie.

SEMA GROUP

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite sous référence MC812 à Pascale Rajaoiera, SEMA GROUP, 16-18 rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.

JEUNES CADRES FINANCIERS

Filiale de la COGEMA, le groupe SGN (3000 personnes, 5 milliards de frs de CA) a acquis des compétences mondiales reconnues dans le domaine de l'ingénierie du cycle du combustible nucléaire. SGN se développe également vers les secteurs de haute technologie.



Fort de notre croissance, nous recherchons pour le Service Plan de notre Direction Financière située à ST-QUENTIN-EN-YVELINES, un JEUNE CADRE FINANCIER. Au sein d'une équipe de quatre personnes et en relation avec les autres Directions, vous participerez :

- à l'élaboration des prévisions à court terme et du plan moyen terme de la société et de ses filiales,
- à la réalisation d'analyses financières et d'études économiques.

De formation supérieure (École de Commerce : option Gestion, Science Po, Dauphine...), vous justifiez d'une première expérience dans un poste similaire. Votre dynamisme, votre capacité de synthèse et votre aptitude à travailler en équipe sont les qualités que nous recherchons.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), s/réf. OJ/CF/LM, à SGN, D.F.R.H., 1, rue des Hérons, Montigny-Le Bretonneux, 78182 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.

SGN

RECRUTEMENT

DEVELOPPER LES ACTIVITES D'UN GRAND CABINET EN AQUITAINE

Nous sommes un important Cabinet Français de recrutement de Cadres et de Dirigeants (par annonces et approche directe).

Nous recherchons un **Responsable** motivé et de bonne envergure, capable et désireux d'animer une équipe et de développer une activité déjà solidement implantée.

Nous confierons cette responsabilité à un candidat de formation supérieure (psychologue, Grande École de Gestion, Sciences Po, ...), ayant au moins 5 ans d'expérience dans le recrutement de cadres (acquise en Cabinet ou en entreprise).

Nous avons une réputation de qualité, d'efficacité et de sens du service aux Clients et il est évidemment indispensable de partager notre éthique, de participer à notre dynamisme commercial et de témoigner de la disponibilité et de la sagacité qu'implique une activité de conseil.

Connaissance de l'anglais et/ou de l'italien très souhaitée.

Rémunération : 350.000 F +

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) et prétentions sous réf. 2916-M à JLT 13, rue Rosenwald - 75015 PARIS qui transmettra.

Consultant en recrutement

Pour renforcer notre équipe (5 personnes), nous souhaitons intégrer un jeune consultant. Vous aurez la responsabilité complète de missions de recrutement, vous gèrerez une partie de notre clientèle et en assurerez le développement.

Plus qu'une formation supérieure, plus qu'une première expérience, de préférence en ressources humaines, c'est une personnalité que nous recherchons avant tout.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous la référence ALCOLM à ALCANE - 26, rue du Quatre Septembre 75002 Paris

Créé il y a 3 ans, notre cabinet conseille des entreprises de secteurs variés dans la constitution de leurs équipes de cadres. Généralistes du conseil en recrutement, par annonce et par approche directe, nous fondons notre démarche sur la confiance établie tant avec nos clients qu'avec les candidats, et sur la qualité de notre service.

ALCANE

Consultant(e) Junior

Vous souhaitez entrer de plein pied dans l'action avec responsabilités et autonomie : nous vous offrons d'intégrer notre Cabinet Conseil en Recrutement et de participer activement à son développement. Une formation à nos méthodes, une bonne culture générale, un niveau Bac + 4 et une première expérience (même petite) dans le domaine des relations humaines vous permettront d'appréhender avec aisance les missions que nous allons vous confier.

Tonus, disponibilité, ouverture et rigueur sont vos meilleurs atouts.

Ghislaine CAIRE traitera confidentiellement votre dossier de candidature (lettre + CV + prétentions) sous réf. 9011/77/M.

L.T.M. Ressources Humaines 28 rue Bergère 75009 PARIS.

LTM
Tous les métiers du transport

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Responsable de production Moulins

Voyou

Filiale d'un important groupe agro-alimentaire (7 000 p - CA 9 M), nous fabriquons et distribuons des aliments pour chiens et chats.

Rattaché au Directeur d'usine et dans un contexte de fabrication élaboré, vous prenez en charge l'ensemble de la production depuis le contrôle-réception jusqu'à l'expédition des produits (planning, organisation et suivi de fabrication, respect des normes qualité et des délais...); vous encadrez une équipe de 40 professionnels et travaillez en liaison étroite avec notre atelier maintenance et le labo contrôle-qualité.

Jeune ingénieur AGRI (spécialisation IAA), vous avez une première expérience de la production en agro-alimentaire, vous vous sentez motivé pour évoluer à terme vers des responsabilités de direction d'usine.

Rejoignez notre groupe qui sait proposer à ses cadres de valeur des opportunités de carrière.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. MO/10992, à notre conseil PG Consultants, 21 rue Emile-Zola, 37000 Tours.

PG Consultants

ANGERS - BORDEAUX - NANTES - PARIS - REIMS - TOULOUSE - TOURS

PROMOTEUR IMMOBILIER DE LOISIRS

Filiale d'un important groupe financier, recherche

RESPONSABLE DE PROGRAMME

basé à Montpellier.

Sous l'autorité du Directeur de la Promotion, en véritable gestionnaire, vous réaliserez le montage des projets immobiliers au niveau juridique, administratif, financier et technique.

Avec rigueur, vous veillerez au strict respect des coûts, délais et qualités d'exécution.

De formation supérieure (Ecoles de Commerce, IEP, Droit...), vous justifiez d'une première expérience de montage et de gestion d'opérations immobilières.

Merci d'adresser, sous pli confidentiel, votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à J.L. AZAM - ROCAMAR S.A. 316, rue de Casseyrols - 34080 MONTPELLIER.

LA VILLE DE MEUDON
(HAUTS-DE-SEINE)

RECRUTE PAR VOIE DE MUTATION, DÉTACHEMENT OU CONTRAT

SON DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Sous l'autorité du Maire, il définit et coordonne l'ensemble des actions de communication et de relations publiques de la Ville.

Profil du poste :

- Connaissance indispensable des collectivités territoriales.
- Qualités rédactionnelles affirmées.
- Sens de l'organisation et du travail en équipe.

Adresser candidature manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 250 à : Monsieur le Maire de Meudon Hôtel de ville - 92190 MEUDON.

AS
Autoroutes du Sud de la France

Autoroutes du Sud de la France, première société française d'autoroutes (3 200 personnes) recherche

SON RESPONSABLE DE LA PRESSE ET DE LA COMMUNICATION INTERNE

Rattaché hiérarchiquement au directeur de la communication, vous avez entre 25 et 35 ans environ. Vous bénéficiez d'une première expérience réussie en entreprise. De formation Sciences-Politiques, CELSA ou Lettres, vous possédez de solides capacités rédactionnelles et vous maîtrisez bien les techniques de relations avec la presse.

Le poste est disponible immédiatement. Il est basé à Paris avec de fréquents voyages en province.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à :
AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE
Direction de la Communication
16, avenue Elisée-Reclus - 75007 Paris

RESPONSABLE DU

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Assistent de relations sociales

Le Monde

des Cadres

ADP
Aéroports de Paris

Etablissement public qui construit, exploite et développe les aéroports, recherche

2 ASSISTANTES SOCIALES

- D.E. Assistante Sociale et diplômée conseillère du travail, vous avez une première expérience de plusieurs années du service social du travail et si possible de l'encadrement. Vous serez chargée de l'animation, la coordination et l'encadrement du service social du travail. Ce poste est basé à Paris. (réf. AC/90/502).
- Diplômée et si possible conseillère du travail, vous avez de préférence une première expérience en entreprise. Ce poste est basé à Orly. (réf. AC/90/389).

Adressez lettre manuscrite + C.V. sous la référence choisie aux AEROPORTS DE PARIS - Service Gestion Prévisionnelle et Emploi - 291 bd Raspail 75675 PARIS CEDEX 14.

SAFEGE, spécialiste de l'ingénierie de l'environnement pour le monde entier, recherche pour travailler au sein d'une équipe pluridisciplinaire :

UN HYDROBIOLOGISTE

Bénéficiant d'une expérience en bureau d'études de l'environnement ou au sein d'une administration, vous assurerez la responsabilité de l'aspect qualité des eaux faune et flore aquatiques dans les études destinées à nos clients publics.

Réf. 1041/ELM

UN INGENIEUR GENIE CHIMIQUE

Vous serez responsable de nos interventions auprès de clients industriels concernant les rejets liquides et gazeux.

Réf. 1041/F LM

Pour ces deux postes basés à Nanterre, vous avez une formation d'ingénieur ou équivalent complétée de préférence par un 3ème cycle ou un doctorat.

A 30 ans environ, vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine concerné. Anglais impératif.

Merci d'adresser votre candidature (CV + photo + prétentions, sous référence) à Danielle MEKEL, Cabinet SWTCH 40, rue Anatole - 75011 PARIS.

Partenaire de vos ambitions **SWTCH**
Département Recrutement

634 000
LECTEURS
CADRES
SUPÉRIEURS,
le Monde
est la
première
source
d'information
des cadres
supérieurs.
(IPSOS 90)

Dans le cas d'une annonce domiciliée au "Monde Publicité", il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

SMITHKLINE BEECHAM
LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES

Diriger une de nos deux unités affaires réglementaires

Votre mission : Rattaché au Directeur Pharmaceutique, vous serez assisté par un pharmacien et le secrétariat correspondant. Dans le cadre d'un fonctionnement en équipe-projet, vous développerez les produits de plusieurs gammes thérapeutiques, en collaborant à l'établissement des objectifs et en déterminant le cahier des charges technico-réglementaire.

Votre profil : Pharmacien Diplômé (si possible DESS Droit de la Santé), vous avez une expérience de plusieurs années des Evénements. De plus, vous connaissez le développement pharmaceutique en Laboratoire ou Société de services. Anglais courant souhaité. Personnalité de contact, vous apporterez une authentique contribution au travail de groupe.

Adressez lettre manuscrite, CV photo et desdites à notre Conseil Olivier de LANGENHAGEN, GROUPE PANISSOD Activités Santé 103, rue de Turin - 75003 PARIS, qui vous garantira réponse rapide et stricte confidentialité.

PIERRE FABRE
recherche son
CHEF DE CABINET

Vous remplacerez l'actuel titulaire appelé à occuper une fonction opérationnelle au sein de l'Entreprise. Les LABORATOIRES PIERRE FABRE emploient 4 000 personnes en FRANCE et à l'ETRANGER. En 1989, notre EXPANSION a permis une AUGMENTATION du C.A. de 35% et l'arrivée de 670 Collaborateurs. L'Entreprise est présente dans trois secteurs d'activités :

- PHARMACEUTIQUE (Médicaments),
- MEDICATION FAMILIALE (O.T.C.),
- DERMO-COSMETIQUE (sélective).

Agé d'environ 35 ans, ancien élève d'une GRANDE ECOLE de MARKETING ou de Gestion, ou de formation équivalente, vous avez une EXPERIENCE SIGNIFICATIVE dans l'INDUSTRIE. Vous ASSISTEREZ le PRESIDENT dans toutes les tâches non directement assumées par les Opérationnels ou les Fonctionnels spécialisés... mais vous êtes à la croisée de toutes les actions et informations !

Le poste est basé à CASTRES (50 000 habitants), dans le TARN, où sont situées toutes les Directions, y compris, bien entendu, la Direction Générale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo), à PIERRE FABRE S.A. Direction des Ressources Humaines - Réf. D 266/2 11, rue Thérion Pérille - 81106 CASTRES CEDEX.

CIGNA Grand Groupe International d'Assurances recherche pour la France

SON FUTUR DIRECTEUR des ASSURANCES DE PERSONNES

PROFIL : — 35 - 45 ans, — Grande écoles ou équivalent, — Sens du contact et de la négociation, — Esprit créatif et innovateur, — Expérience à haut niveau dans la profession, — Anglais courant.

MISSION : — Atteindre les objectifs d'un plan à 4 ans ambitieux, — Définir les stratégies pour atteindre ces objectifs, — Adapter notre savoir faire international au marché français, — Manager et faire progresser une équipe qui atteindra rapidement 70 personnes.

Adressez C.V., photo et prétentions à CIGNA - Direction des Ressources Humaines - 14, rue Baldu - 75009 PARIS

Chilly-Mazarin 91

ADJOINT ADMINISTRATIF

CSEE Transport est une entreprise qui utilise les techniques les plus avancées de l'informatic, de l'électronique et du traitement du signal.

Elle recherche, un Adjoint administratif. De formation Sciences PO, Essec, Dauphine, vous serez chargé de mission administratif financier, juridique, dans le cadre de la gestion de gros contrats.

Assistant direct du chef de projet, vous serez en contact avec notre clientèle, les sous-traitants et différents services internes : comptabilité, achats...

Votre aisance relationnelle assurera votre succès dans cette mission. De réelles possibilités d'évolution vous seront offertes au sein de notre Direction administrative et financière.

Adressez votre candidature à l'attention de R. PETAIN - CSEE Transport - 21 de la Vigne-sur-Loup rue Denis Papin 91380 Chilly-Mazarin.

CSEE Transport

FORMATEUR

Salaire de départ 130 KF

Cabinet de conseil et formation (7 intervenants) recherche UN COLLABORATEUR pour intervenir dans grandes entreprises tous secteurs, sur les thèmes du management, de la qualité, des méthodes de travail et de la communication.

- Formation supérieure
- Connaissance de l'entreprise
- Fortement motivé par l'animation de groupes et le travail en équipe
- Charme personnel
- Déplacements fréquents en province (20 à 25 semaines/an).

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à : GAME CONSEIL - 10, rue d'Hautpoul - 75019 PARIS.

ADJOINT(E) DE DIRECTION

Conseil de direction, nous apportons aux entreprises une contribution de qualité en management des ressources et structures humaines : évaluation, recherche et sélection de cadres et dirigeants, audit psycho-social, actions spécifiques de formation. Nous souhaitons accueillir un adjoint de direction en charge directement auprès de notre directeur général de responsabilités opérationnelles diversifiées affectées à la préparation et à la réalisation de nos missions de conseil et à la gestion du cabinet. Bac + 3 minimum, droit, sciences-éco, sciences humaines... (DESS apprécié), vous connaissez l'entreprise de l'intérieur et souhaitez enrichir votre acquis et développer votre personnalité au sein d'une structure à taille humaine.

Merci d'adresser CV détaillé, photo et salaire actuel sous réf. AD/M au Cabinet PELISSIER, GUILLOIN & ASSOCIES, 93 rue Joffroy, 75017 PARIS.

PELISSIER, GUILLOIN & ASSOCIES

Société d'Economie Mixte

recherche pour COLOMBES

INSPECTEUR FONCIER

Négociateur

pour réaliser acquisitions foncières et participer à l'action de développement foncier de la collectivité locale.

Formation juridique supérieure ou expérience aménagement indispensable.

Ecrire avec C.V. et prétentions, sous n° 8129 Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy - 75007 Paris

Presse Professionnelle

JOURNALISTE

Notre revue mensuelle spécialisée s'adresse à tous les professionnels de la chaîne graphique. Elle informe sur les équipements, les fournisseurs, les marchés ainsi que sur les stratégies des différents acteurs de cette branche d'activité. Connue de longue date pour le sérieux de ses investigations et pour son action professionnelle, la rédaction cherche aujourd'hui à étoffer son équipe de permanents.

Entre 25 et 30 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une première expérience du journalisme et vous avez un intérêt pour les problèmes de fabrication ou d'édition. Prêt à vous immerger totalement dans ce milieu, vous parlez l'Anglais, l'Allemand ou l'Italien.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 46/336 F à :

EGOR COMMUNICATION ET MEDIAS
8, rue de Berni - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.23.71.07

Ville de La Ciotat (Bouches-du-Rhône)

classée 40 000/80 000 habitants recherche

- 1 directeur des affaires sociales
- 1 directeur adjoint des affaires sociales pour gérer les actions concernant le logement, l'emploi, la santé et la famille, l'action sociale et le RMI
- 1 attaché responsable RMI aux conditions statutaires ou détachement
- 1 directeur de l'Office Municipal du Tourisme

Adressez candidature manuscrite avec C.V. et photo à : Monsieur le Maire - RSCG - Mairie de La Ciotat BP 121 - 13712 La Ciotat Cedex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNÉRIE BATIMENT

Région Parisienne recherche

pour son Département ENERGIE et ENVIRONNEMENT

1) TECHNICIEN SUPÉRIEUR CHAUFF./CLIM. (D.U.T., E.T.S. ou équivalent)

pour travailler en équipe dans les domaines du chauffage urbain, de la maintenance et du traitement des déchets. Perspective d'évolution pour candidat ayant le sens du contact et du travail en équipe. Intervention sur le territoire national.

Adressez lettre manuscrite + C.V. sous le numéro 3846 à Agence Centrale de Publicité, BP 229 93523 Saint-Denis Cedex qui transmettra.

MEGA
SALES EXECUTIVE

COMMERCIAL

Directeur Général

INGÉNIEURS DU MATÉRIEL

36 15

Le service télématique de l'emploi



Handwritten text in a box: 10/11/90

FABRE
CHEF DE CABINET

PHARMACIEN

JOURNALISTE

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde de la Fonction Commerciale

... Le Monde • Mercredi 14 novembre 1990 35



OMEGA
Never ending storage solutions.

OMEGA, le premier constructeur mondial de systèmes de stockage magnétique par disques amovibles, basés sur le principe Bernoulli, accroît ses activités en Europe du Sud et recherche :

SALES EXECUTIVE

Basé en région parisienne et qui s'occupera de nos activités en France.

Profil

- ★ Hautement motivé
- ★ Expérience du marché micros/minis et des réseaux de distribution
- ★ Bilingue français-anglais
- ★ Connaissance de l'Italie ou Espagne
- ★ Capable de travailler indépendamment
- ★ Pouvoir poursuivre l'implantation de la société OMEGA en France
- ★ Capable de gérer et de développer le réseau de ce territoire
- ★ 30-35 ans environ

Nous offrons

- ★ Rémunération intéressante
- ★ Plan de commissions attractif, plus avantages dont une voiture de société
- ★ Un avenir au sein d'une société de haute technologie en pleine croissance.

Si notre proposition vous intéresse, veuillez adresser votre C.V. à :

OMEGA CORPORATION
70, avenue du Général-de-Gaulle, 94022 CRÉTIL CEDEX

CADRE COMMERCIAL

De formation supérieure avec quelques années d'expérience, vous avez une bonne compréhension des questions juridiques, fiscales et financières et une pratique courante de l'anglais. Vous êtes dynamique et capable d'initiatives. Vous avez une solide culture générale et un excellent contact.

Vous serez chargé de développer en France une clientèle de haut niveau, particuliers et entreprises, en proposant les services que notre banque commercialise.

Vous participerez à l'élaboration des nouveaux produits et services. Une extension de votre domaine d'activité vers les autres pays européens pourra, le cas échéant, être envisagée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV photo et références sous réf. LM/7007 à :

MEDIA PA 80/54, rue de Sully - 82513 BOULOGNE BILL. CEDEX, qui transmettra.

En France comme à l'international, notre croissance a une forme olympique... Et vous ?

Notre réussite commerciale sur le marché français comme à l'étranger est fondée sur un marketing clientèle très élaboré, l'excellente image de notre Groupe, la qualité technique de nos produits et le professionnalisme reconnu de nos ingénieurs commerciaux. Compétence technique et implication leur permettant de prendre avec succès le parti pris du client.

Ingénieurs en électrotechnique, électronique, génie électrique...
De nombreuses opportunités vous sont offertes pour révéler votre enthousiasme en France ou à l'international.

France. Notre Direction Commerciale France (1 400 pers., 4 régions opérationnelles) connaît une exceptionnelle croissance et étoffe ses équipes. Pour nos agences de Lille, Limoges, Marseille, Montpellier, Nantes, Orléans, Rouen, Tours, nous recherchons des

ingénieurs commerciaux confirmés

Vous possédez une expérience d'ingénieur commercial de 3 à 5 ans dans un domaine technique.

Au contact direct avec les utilisateurs de nos produits moyenne et basse tension (gros installateurs, tableaux, PME, PMI...) vous vous impliquerez dans l'ensemble de leurs problèmes techniques et leur proposerez des solutions efficaces. Vous révélez vos compétences et votre sens aigu du client, développerez nos activités et pourrez évoluer au sein de notre Groupe.

réf 1C MOND 493

International. Notre Division Réalisation d'Ensemble a pour mission d'accroître la diffusion de nos technologies dans les grands projets industriels et tertiaires internationaux.

ingénieurs d'affaires export confirmés

Véritable patron d'affaires d'importance variée - 5 à 150 MF - vous préparez les offres, bâtissez la stratégie d'approche et d'obtention des contrats, négociez et garantissez qualité, délais et prix dans la réalisation. Vous agissez dans ce contexte en relation avec des interlocuteurs variés - clients, fournisseurs, services internes... en manager avant et soudes de l'efficacité du travail de vos équipes.

Ingénieur grande école, vous possédez une expérience de quelques années dans une activité internationale et maîtrisez l'anglais ainsi que l'allemand ou l'espagnol. Postes basés à Grenoble avec des déplacements de courte et moyenne durée.

réf 1C MOND 494

Merlin Gerin ?
Une forme olympique !

- près de 20 % de croissance par an : 3,1 milliards de CA en 1980, 19 milliards aujourd'hui dont 50 % à l'international !
- 30 000 collaborateurs dont 3 500 cadres dans 67 pays,
- une belle santé financière (jetez un coup d'œil dans la presse économique),
- un développement qui s'accélère encore cette année,
- un enthousiasme partagé par tous.

la maîtrise de l'énergie électrique

MERLIN GERIN

GRUPE SCHNEIDER

Le Monde des Cadres

Petite société internationale
Leader européen du vidéotexte interactif pour la formation RECHERCHE-SON

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Diplômé de l'enseignement supérieur, possédant une première expérience de la gestion d'une PME et de l'animation d'une équipe créative, vous comprenez le monde de la formation, de l'audiovisuel et de l'informatique. Gestion financière, gestion de la production, négociation sont vos points forts et vous parlez parfaitement l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature à :

INTERAKS
Monsieur le Président-Directeur Général,
154, rue Jean-Jaures, 92800 PUTEAUX.

Le ministère de l'Intérieur
recrute

5 INGÉNIEURS DU MATÉRIEL

Spécialités :

- automobile
- bâtiment

Conditions d'admission :

- diplôme d'architecte, d'ingénieur
- licence ès-sciences, maîtrise
- être âgé de moins de 35 ans au 1/01/1991

Date du concours :

- 15 et 16 janvier 1991

Clôture des inscriptions :

- 14 décembre 1990

Renseignez-vous :
Tél. : (1) 60-37-13-21

36 15

IM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres.



L'enthousiasme est votre atout ? C'est aussi le nôtre !

Nous vous donnerons toutes les raisons de le conserver durant votre parcours professionnel.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence correspondante à Merlin Gerin, Gestion prévisionnelle des cadres, 38050 Grenoble cedex.

Entretiens sur Paris ou province.

NOS CLIENTS SONT DANS 143 PAYS



MICHELIN
Les moyens de se passionner.

Nous recherchons plusieurs
HEC - ESSEC - ESCP - IEP
débutants ou première expérience.

Nous faisons appel à des hommes de terrain, désireux de valoriser leurs talents de commerçants, et capables de prendre rapidement en charge après une période de formation en France d'environ 2 ans

LA DIRECTION COMMERCIALE D'UNE DE NOS FILIALES A L'ÉTRANGER

Vous avez obtenu un diplôme commercial, et vous ferez tout pour ne pas rester derrière un bureau. Vous voulez éviter la filière «classique». Assistant Chef de Produit, Chef de Produit, vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation, vous souhaitez prendre rapidement des responsabilités de commandement.

Veuillez adresser votre dossier de candidature, sous réf. LM/39 à **MICHELIN**, Service du Personnel - Olivier BRUET 63040 CLERMONT FERRAND CEDEX

18 0003-07

60A

Le Monde de la Fonction Commerciale

Génie Climatique Régulation Thermique

DIRECTEUR DE REGION

Paris - Ile de France

Filiale Française de l'un des plus importants fabricants européens de matériels de Régulation et de Télégestion, Thermique et Climatique, cette société est réputée pour la qualité de ses produits qu'elle fabrique et commercialise. Elle réalise une progression constante de son chiffre d'affaires. Pour accélérer son développement, elle recherche le Directeur de sa Région Paris - Ile de France.

Dans le cadre de la politique de l'entreprise, le candidat aura pour mission d'élaborer et de mettre en place une stratégie commerciale offensive à même de développer le niveau d'activité de la Région auprès d'une clientèle d'installateurs, de revendeurs et de prescripteurs dans le domaine du chauffage, et du génie climatique. Il disposera pour cela des moyens humains et financiers nécessaires à sa réussite.

Nous recherchons pour ce poste un candidat autonome, de formation Ingénieur ou Technicien supérieur avec de fortes connaissances en génie climatique, thermique et/ou électronique industrielle qui souhaite bâtir sa réussite sur le terrain. Un esprit de développeur et une expérience confirmée de manager sont indispensables pour cette fonction.

L'entreprise bénéficie d'une excellente notoriété. Le statut et la rémunération qu'elle propose sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération sous réf. M 44/2630 H à :

EGOR CARRIERES COMMERCIALES

63, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

Tél. : (1) 42.56.01.44

EGOR

PARIS ALGER PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

INGENIEUR COMMERCIAL FRANCE ET EXPORT

Ensembles industriels automatisés - Notre société est spécialisée dans les équipements industriels de projection de poudre et peinture par procédé électrostatique. Notre renommée internationale est fondée sur la qualité des systèmes mis en œuvre, notamment auprès des "grands" de la technologie aéronautique et automobile. Poursuivant notre expansion, nous recherchons un ingénieur commercial confirmé qui prendra en charge le développement de notre activité en France et à l'export. Au sein de la direction commerciale, il est res-

pensable du suivi de la clientèle, depuis la préparation de l'offre jusqu'à la réalisation de l'affaire. Ingénieur généraliste à dominante mécanique, vous avez déjà réussi une ou plusieurs expériences de la vente de biens d'équipements industriels, par exemple dans le secteur automobile. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Ecrivez à D. BONNEFOY en précisant la référence A/3244M - PA Consulting Group - 78, Bd du 11 Novembre - 69626 VILLEURBANNE Cedex - Tél. 78.93.90.63 (Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

Au service des grands comptes

Nous sommes une des premières SSI (1760 personnes dont 80 % d'ingénieurs) partenaire d'un grand groupe international. Notre Division Gestion connaît un fort développement et renforce son équipe commerciale. Nos prestations, forfaits ou assistance technique sont reconnues dans les domaines de la gestion administrative et comptable, la finance, la gestion du personnel et la logistique.

INGENIEUR COMMERCIAL

Vous devez assurer le développement d'un centre de profit, entretenir des relations à haut niveau avec les administrations, les entreprises para-publiques et les grands groupes industriels et financiers. Vous êtes entreprenant et accrocheur et possédez une expérience de 5 ans minimum de la vente de prestations intellectuelles. Cette dynamique vous intéresse...

Adressez votre dossier de candidature sous référence 1289 à
SYSECA - 315, bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD Cedex.

SYSECA

COMMERCIAUX

Vous aimez la facilité et vos pantoufles ?
Ceci ne vous concerne pas.

Vous connaissez le verre, produit noble,
vous voulez vous battre, relever un défi.

ENEZ NOUS REJOINDRE

Vous ne connaissez pas le verre,
mais vos clients l'utilisent, alors n'hésitez pas

ENEZ NOUS REJOINDRE

Située au nord de Paris, notre Société, de taille moyenne,
a pour activité la négoce du verre et son environnement.
Vous contactez Claudine BOURGY au :

(1) 48-26-40-24

DSM France

Filiale française de commercialisation de Matières Plastiques,
du Groupe Hollandais D.S.M., nous recherchons

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Après une période de formation, nous vous confierons le suivi et le développement d'affaires auprès des transformateurs de matières plastiques.

Pour ce poste, une formation supérieure (Technique ou Commerciale) ainsi qu'une première expérience réussie de la vente auprès d'industriels est nécessaire.

Compte tenu de notre contexte international, une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. 2447R/M ou transmettez-le à CVCADRE en composant le 3615 code JCM sur votre minitel où vous trouverez des renseignements complémentaires sur l'entreprise.

JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL
12, RUE PONTHEU - 75008 PARIS

PARIS - LYON - NANTES
TOULOUSE - BARCELONE

SCETA voyageurs

Nous sommes l'un des leaders dans l'organisation du transport public, de voyageurs et du tourisme par autocars. Nos 20 filiales emploient 2.000 personnes et gèrent 1.800 véhicules. Notre forte expansion nous conduit à intégrer à PARIS et à LYON deux

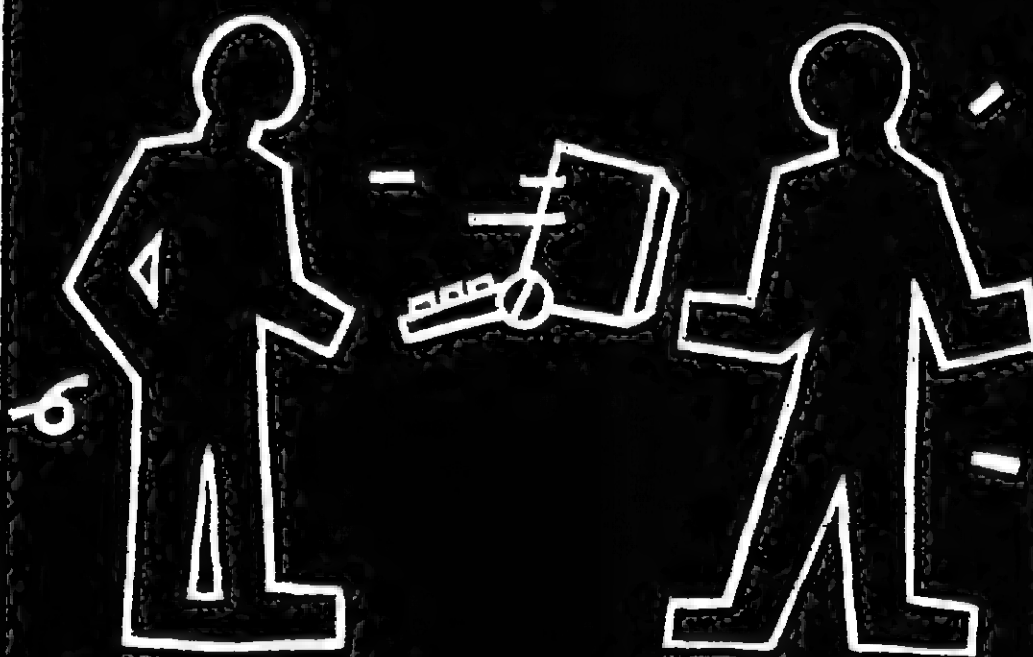
JEUNES RESPONSABLES MARKETING

Avec une large autonomie, vous conduirez des missions très variées de marketing (anticipation du marché, actions visant à améliorer le CA, la qualité et l'image de services réguliers...), d'ingénierie des transports (réponse aux appels d'offres, études d'implantation et de restructuration de lignes...), de négociation et de conseil à haut niveau auprès des collectivités locales. Au siège ou en région, vous prendrez appui sur le savoir faire de nos équipes et sur des outils informatiques performants. A votre solide formation de type ingénieur ou Ecole de Commerce, vous ajoutez une première expérience opérationnelle incluant des contacts commerciaux. Vous avez des aptitudes à concevoir et à mettre en œuvre des projets d'envergure. Ces postes débouchent à moyen terme sur la direction d'un centre de profit.

Merci de confier votre dossier complet (CV, lettre man., photo, sol. act.) à Gisèle GUILLOU sous réf. SCE 5 M - HERVE LE BAUT CONSULTANTS - 57 rue des Mathurins - 75008 PARIS - Tél. 42 65 38 39.

h/b

Maintenant, vous pouvez répondre
en quelques minutes à l'offre
d'emploi de votre vie.



**36 15
T M**

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

FORMATION
PROFESSIONNELLE

CADRES -
RECHERCHE ET CONSEIL

CONSEIL

RECHERCHE ET CONSEIL

RECHERCHE ET CONSEIL

RECHERCHE ET CONSEIL

RECHERCHE ET CONSEIL

RECHERCHE ET CONSEIL

RECHERCHE ET CONSEIL

RECHERCHE ET CONSEIL

RECHERCHE ET CONSEIL

RECHERCHE ET CONSEIL

RECHERCHE ET CONSEIL

RECHERCHE ET CONSEIL

RECHERCHE ET CONSEIL

RECHERCHE ET CONSEIL

RECHERCHE ET CONSEIL

a - bureau détaché - b - office - c - poste détaché - d - demandé - e - prix indéfini - f - membre titulaire

Les manifestations de lycéens

M. Jospin propose un « plan d'urgence »

Au terme de sa rencontre avec les délégués des coordinations, M. Lionel Jospin a fait, lundi soir 12 novembre, la déclaration suivante : « J'ai proposé à mes interlocuteurs que les représentants du mouvement lycéen, à partir des demandes et propositions qu'ils ont élaborées, viennent discuter avec moi (...) selon des modalités définies en commun.

« Qu'il s'agisse de nouveaux moyens, humains et matériels, pour les lycées, des conditions de vie à l'intérieur des établissements, des droits et obligations des lycéens, de l'organisation des études ou des rythmes scolaires, les sujets de discussion et de décision paraissent bien établis.

« A cet effet, le principe d'un plan d'urgence pour les lycées a été décidé. »

« La discussion avec les lycéens, poursuit le ministre de l'éducation, sur leurs conditions de vie et d'études doit être aussi menée

localement, en fonction des solutions à apporter au sein de l'établissement avec les conseils de délégués des élèves, au niveau régional, dans les conseils de la vie lycéenne. »

« Par ailleurs, l'ensemble des partenaires de la communauté éducative seront associés à la nécessaire réflexion sur l'avenir des lycéens, notamment au conseil supérieur de l'éducation. Le dialogue est largement engagé, les moyens d'une issue positive sont réunis, conclut M. Jospin. A chacun, en exerçant sa responsabilité, d'y prendre sa part. »

M. Mitterrand : « Ils savent de quoi ils parlent »

Au terme de la rencontre, à l'Élysée, entre le président de la République et la délégation des lycéens, M. Hubert Védrine, porte-parole, a indiqué que « toutes les revendications portées sur la démocratie au lycée sont acceptables. »

Il a également ajouté que « toutes les demandes entraînant des charges financières nouvelles, s'ajoutant à l'effort considérable déjà envisagé, méritent d'être discutées et doivent être dans les jours qui viennent, aussi vite que possible, en accord avec les lycéens », citant les propos de M. Mitterrand à ses jeunes interlocuteurs.

Selon M. Védrine, la parole a été

donnée à tous les délégués qui l'ont demandée.

« Plusieurs lycéens ont décrit de façon concrète la situation dans laquelle ils se trouvent, les problèmes qu'ils rencontrent et ce qui motive leur mouvement. Le président a été frappé par la qualité de la discussion, par la maturité de la plupart de ses interlocuteurs, par leur sérieux et leur sens des responsabilités », a souligné le porte-parole de l'Élysée.

« Ils savent de quoi ils parlent », a conclu le président, cité par M. Védrine. Ce dernier a ajouté que M. Mitterrand était disposé, le cas échéant et si une demande en ce sens lui était présentée, à recevoir à nouveau des représentants des lycéens.

La réponse du pouvoir est obérée par la rivalité entre le président et le premier ministre

La « gestion » du mouvement lycéen par les socialistes, aux différents pôles du pouvoir et, aussi, à travers les militants investis dans les coordinations, se trouve mise en question par le déroulement de la manifestation du lundi 12 novembre et par les entrevues que les délégations de protestataires ont eues avec MM. Lionel Jospin, Laurent Fabius et François Mitterrand. Elle remet en lumière la rivalité latente entre le président de la République et le premier ministre.

Lundi en début de soirée, M. Nasser Ramdan, principal porte-parole de l'une des coordinations lycéennes, sort de l'Élysée et déclare devant les caméras de télévision : « Le président de la République est d'accord avec nos revendications. C'est au gouvernement de prendre ses responsabilités. » On ne saurait être plus candide... Quelques heures auparavant, la délégation lycéenne, reçue à la présidence de l'Assemblée nationale par M. Fabius, expliquait que ce dernier jugeait nécessaire une « loi de programmation sur cinq ans » et, en guise de commentaire, citait l'ancien premier ministre d'une véritable volonté de réforme de l'éducation nationale, qu'il aurait été, malheureusement, empêché de mettre en œuvre.

Au même moment, à l'hôtel Matignon, M. Jospin, au triple titre de ministre de l'éducation nationale, de ministre de la jeunesse et de premier ministre par intérim, proposait aux lycéens un plan d'urgence, financé par des prêts bonifiés. Dès le début de la manifestation, la direction du Parti socialiste, par la voix de M. Pierre Mauroy, était venue à l'appui de M. Jospin en rappelant que « de gros efforts en faveur de l'éducation nationale ont été faits ces deux dernières années » et en affirmant qu'« il convient de les intensifier pour les lycéens ».

De ce qui pouvait apparaître comme une subtile répartition des rôles, on est passé, lundi après-midi, à une discordance manifeste entre les responsables du pouvoir, les uns mettant en cause la politique du gouvernement, les autres estimant, au contraire, que la revendication lycéenne va dans le sens de la politique menée depuis deux ans et qu'elle peut et doit y trouver sa place. Ces deux orientations peuvent aboutir, pratiquement, à favoriser l'émergence, chez les lycéens, d'un comportement de type syndical, pris en charge par des militants formés dans

l'action et « comarqués » par de plus anciens, à travers la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), qu'animent des proches de MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, chefs de file de la Nouvelle école socialiste (NES). Elle peut, aussi, encourager une radicalisation du mouvement, génératrice de désordres dans la rue et déstabilisatrice pour le gouvernement.

Changement d'attitude en cours de route

Le déroulement de la manifestation de lundi et le comportement des autorités contribuent à soulever des questions sur les visées tactiques des uns et des autres. A une semaine d'un débat de censure qui s'annonce pour M. Rocard, aucun geste ne peut être neutre. Il est patent que les responsables du maintien de l'ordre, c'est-à-dire, en dernière ressort, M. Jospin, premier ministre par intérim, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, et M. Jean-Paul Huchon, directeur du cabinet de M. Rocard (lequel était au Japon), ont changé d'attitude au cours de l'après-midi, après les premiers incidents violents du quartier Montparnasse. L'impression a pu être donnée que ces violences se prêtent à une exploitation politique, au point que certains, du côté de la FIDL, parlent de provocation.

M. Joxe vivement critiqué par le RPR

M. Pierre Joxe a été vivement pris à partie par le RPR, mardi matin 13 novembre, à l'Assemblée nationale, à propos de l'organisation du maintien de l'ordre au cours de la manifestation des lycéens à Paris. Intervenant à l'occasion des premiers débats sur le budget du ministère de l'Intérieur, MM. Jacques Toubon et Pierre Mazeaud ont mis en cause des instructions données par le pouvoir exécutif aux forces de l'ordre. Le gouvernement a été accusé d'avoir « laissé faire » les casseurs, tandis que la « responsabilité du président de la République » était visée.

Evocant les « très graves » incidents qui se sont produits en marge d'une manifestation parisienne, elle-même « pacifique », le ministre de l'Intérieur a admis que des groupes de plusieurs centaines de jeunes gens ont réussi à « prendre de vitesse » les forces de sécurité. Tout en soulignant que plus de trois cent mille lycéens ont manifesté sans heurts en quelque cent cinquante villes de France, M. Joxe s'est interrogé sur les risques que font peser, dans la capitale, des rassemblements massifs de jeunes qui ont pour effet d'attirer des casseurs et des pillards venus profiter de la situation. « Les forces de l'ordre, comme les organisateurs des manifestations, vont devoir tirer des conséquences de cet état de fait », a-t-il ajouté. Le gouvernement continuera toutefois de « privilégier la sécurité des personnes pour éviter des drames, particulièrement lorsqu'il s'agit de très jeunes manifestants, et de demander aux forces de police d'interpréter les fautes de troubles. » E. IN.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Mascarade

LS ont bien raison de le rap-
peler à l'ordre, ce voyou de
Bush, les parlementaires
américains : C'est pas bientôt
fini, ces menaces contre ce pau-
vre petit Irakien qui t'a rien fait ?
Où tu vas, là, avec tes chars et
tes blindés ? Qui t'a permis de
jouer à la guerre dans la cour de
récré du Golfe ? Tu t'es, l'autori-
sation de tes parents pour sortir
d'Arabie, non ? Alors, tu te tiens
tranquille et t'arrête d'essayer de
récupérer le Koweït. C'est pas à
toi, de toute façon.

C'est vrai, moi, ça me fait mal
au cœur de penser qu'on puisse
s'attaquer à cet amour de Sad-
dam. Vous avez vu hier, à la télé,
ce qu'il a encore fait pour prou-
ver sa bonne volonté : ce camp
mondial de la paix rassemblée
dans un square pelé, à Bagdad.
Pas en sa présence, ça non, il
était bien trop occupé à repous-
ser du pied l'invitation du Maroc
à un colloque entre chefs d'Etat
arabes.

N'empêche, il était représenté
par un gigantesque portrait domi-
nant de haut des panneaux mar-
qués de slogans à sa gloire et
une estrade où sont venus chan-
ter trois, quatre Italiens, je sais
pas d'où il les a sortis. Les « invi-
tés » alignés en rang d'oignon sur

des chaises en plastique, ça, pas
de problème, ils venaient ou de
l'hôtel Mansour Méla ou des
sites. En car ! Fallait voir leurs
têtes, ils avaient l'air d'être à la
fête, les mecs !

Faut dire, on les a gâtés. D'ac-
cord, il n'y avait pas foule, les
pacifistes, dans ces coins-là, ils
osent pas trop afficher la cou-
leur, des fois que ça serait mal
pris par le pouvoir, allez savoir.
Mais, bon, on a quand même
réussi à arder un jeune Jorda-
nien à casquette venu à pied
d'Amman, qui s'est effondré,
complètement crevé, au premier
rang, à côté de deux anciens
ministres fraîchement débarqués
de Copénhague et de Washing-
ton. Oui, parfaitement !

C'était sublime, cette cérémo-
nie, boulevards ! Quand ensuite
j'ai zappé sur l'intronisation de
l'empereur Akihito, ça m'a paru
d'un minable ! Et ces bagnoles
incendées à Tokyo par des gau-
ches au nez de flics en miniatures,
casqués de plaidages, vous auriez
dit des jouets, c'est pas à Bag-
dad que ça arriverait ! Les mili-
taires en grand uniforme et les
fonctionnaires du président bien-
aimés, eux, ils le surveillaient d'un
œil torve, leur soirée de gala : Au
pas, la paix ! Déposez, armes !

Après la polémique sur la décharge de Saint-Aubin

M. Jean Bazin remplace M. Paul Delpyroux à la direction du Centre nucléaire de Saclay

M. Jean Bazin, cinquante-deux
ans, vient d'être nommé directeur
du Centre nucléaire de Saclay
(Essonne) dépendant du Commissariat à l'énergie atomique, en rem-
placement de M. Paul Delpyroux,
cinquante-six ans, qui occupait ces
fonctions depuis septembre 1988.

Ce remplacement inattendu est la
conséquence des négligences du
Centre de Saclay dans la gestion du
site de Saint-Aubin (Essonne) sur
lequel des déchets radioactifs
furent entreposés jusqu'en 1973.
Récemment, en effet, le *Parisien*
avait déclenché une polémique en
révélant que des traces anormales
de plutonium polluaient ce site.

Un membre présumé de la CIA
exécuté à Téhéran. — L'Iran a
annoncé lundi 12 novembre l'exé-
cution d'un espion à la solde de la
CIA. La victime, qui s'appelait Ali
Chahbakhari, a été présenté par
le président du tribunal militaire
qui l'avait jugé, comme « un
citoyen d'un pays étranger » (Chah-
bakhari est un nom afghan). —
(A.P.)

Une information maladroite de
la part de responsables de Saclay
avait aggravé le climat de suspi-
cion. M. Delpyroux, dont
l'honnêteté s'est contestée par per-
sonne, joue donc le rôle du fusible.
Mais cette série de maladroites
démontre, commente un spécia-
liste, que « l'organisation des cen-
tres nucléaires du CEA mériterait
peut-être un brin de réforme ».

(Entré au CEA en 1964, M. Jean
Bazin a débuté comme ingénieur au
Centre de Saclay, à la section de
méthallurgie des combustibles, puis au
laboratoire d'examen des combus-
tibles irradiés (LECI), où il a successi-
vement en charge des travaux sur le
comportement des combustibles irra-
diés, avant d'être nommé, en 1976,
adjoint au chef du LECI. En 1978, il
rejoint le département des pro-
grammes dont il devient le chef en
1984. En 1987, il est nommé direc-
teur adjoint de la planification et de
l'évaluation des programmes, poste
qu'il quittera en janvier 1989 pour
devenir directeur adjoint des res-
sources humaines et des relations
sociales du CEA.)

Le retour du maire de Toul

Quelques jours après que la
chambre d'accusation de la
cour d'appel de Colmar ait
annulé partiellement le dossier
des fausses factures de Nancy,
affaire qui lui avait valu d'être
emprisonné pendant six mois
en 1981, M. Jacques Gossot,
maire RPR de Toul, a repris le
chemin de sa mairie.

Lundi 12 novembre, il a pré-
sident son premier conseil mu-
nicipal depuis onze mois. Quoi-
bets, moqueries ont fusé dans
la plus grande anarchie sans
que le maire puisse faire taire
ses opposants. On a même
entendu hurler « Gossot,
démission ». Du côté des
adjoints et des conseillers,
M. Jacques Gossot a pu égale-
ment compter ses troupes.
Dix-huit adjoints et conseillers
RPR sont restés fidèles au
maire, tandis que M. Jean
Dafer, le premier adjoint (RPR)
qui a assuré l'intérim, a choisi
avec quatre autres membres
du conseil de même étiquette,
de se désolidariser de lui et de
ne pas paraître. Les élus UDF
ont adopté la même attitude. —
(Corresp.)

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2 480 F
PANTALONS 330 F VESTONS 1 850 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDESSUS
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Union politique : « Contre l'Europe
de l'apathie », par Charles Pas-
qua : Lycéens : « On veut des
classeurs », par André Bercoff... 2

La crise du Golfe... 3 et 4

La lutte pour le pouvoir

en Iran

Combat d'arrière-garde des

« khoménistes » au Parlement 4

Transition vers le marché

en Tchécoslovaquie

Un entretien avec le ministre de

l'économie... 5

Le projet de statut

de la Corse

Un point de fixation : la notion de

« peuple corse »... 9

SECTION B

Les manifestations

lycéennes... 10 à 15

Diagonales

« Voir ce mot », par Bertrand Poi-
rot-Delphe... 16

Un certain Ben Nicholson

A Paris, une exposition consa-
crée au peintre britannique... 17

Keith Jarrett en trio

Accompagné de Gary Peacock et
Jack DeJohnette, le pianiste amé-
ricain revisite les grands stan-
dards... 18

SCIENCES • MÉDECINE

Les grandes manœuvres

autour de la recherche sur la

fusion thermonucléaire • Sida :

prévenir en urgence • Les débris

d'un mystère... 21 à 23

SECTION C

Politique salariale

La CNPF maintient ses positions 25

Les loyers des bureaux

en Ile-de-France

Une forte augmentation surtout à

l'ouest... 25

Les négociations

de l'Uruguay Round

Les propositions agricoles de la

CEE sont rejetées... 26

La rénovation

des quartiers défavorisés

Pas de recettes infatigables... 26

Technologies

L'avance des Japonais dans la

fabrication des écrans plats... 28

L'endettement d'Hachette

M. Lagardère exclut tout désin-
vestissement... 29

Services

Abonnements... 16

Annonces classées... 30 à 37

Carnet... 29

Marchés financiers... 38-39

Météorologie... 24

Mots croisés... 15

Radio-Télévision... 24

Spectacles... 19

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde »

daté 13 novembre 1990

a été tiré à 580 418 exemplaires.

TISSUS
LE
MAGASIN
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES